



DIALOGUES POUR L'APRÈS-2015

SUR LA CULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT



DIALOGUES
SUR LA CULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT
POUR L'APRÈS-2015

Publié en 2015 par

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France;

le Fonds des Nations Unies pour la population,
605 Third Avenue, New York, New York 10158 Etats-Unis;

et le Programme des Nations Unies pour le développement,
One United Nations Plaza, New York, NY 10017, Etats-Unis.

© UNESCO/UNFPA/UNDP 2015

ISBN 978-92-3-100086-7



Cette publication est accessible en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<http://www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-en>).

Ce rapport est le fruit de la collaboration menée par l'UNESCO, le FNUAP, et le PNUD. Il présente des contributions de tout le système des Nations Unies sur ce sujet, et est un exemple de coopération inter-agence, travaillant en tant que « Une ONU/Unis dans l'action ». Le rapport présente aussi des contributions d'éminentes personnalités, d'universitaires, d'experts et de leaders.

Les Nations Unies ne garantissent et ne cautionnent pas l'exactitude ou la fiabilité des conseils, opinions, déclarations ou toute autre information formulés par les divers contributeurs à ce rapport, que cela soit présenté individuellement ou non. En particulier, les auteurs des encadrés et des études de cas sont responsables pour le choix et la présentation des faits et pour les opinions exprimées qui y figurent. Les déclarations, faits et opinions dans ce Rapport ne sont pas nécessairement ceux de l'UNESCO, du FNUAP ou du PNUD et n'engagent aucune de ces Organisations.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Photos de couverture: En haut à gauche: Artistes haïtiens (Elke Selter); en haut à droite: Peintre de Tanzanie (Elke Selter); au milieu: YCE Digital Publishing (British Council/A. Stewart-Colvin); en bas à gauche: Femmes indiennes du Rajasthan (Elke Selter); et en bas à droite: Iman Ben Chaibah (British Council/A. Stewart-Colvin)

Création graphique: Anna Mortreux

Révision et relecture: Caroline Lawrence

Impression: UNESCO/CLD

Imprimé en France

REMERCIEMENTS

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Elke Selter, Melissa Garcia, Azza Karam, Dorine Dubois, Marie-Elena John, Lynne Patchett, Luis Mora, Muni Ahlawat, Francisco Gómez Durán et Laura Nonn.

La Rapport final des Dialogues sur la culture et le développement pour l'après-2015 est le fruit d'un partenariat entre l'UNESCO, le FNUAP et le PNUD. Ce projet a bénéficié de 139 contributions de gouvernements, d'universités, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et de professionnels du secteur de la culture, reçus dans la cadre d'un appel à contributions et de discussions en ligne et se fonde sur les résultats des consultations nationales menées en Bosnie-Herzégovine, en Equateur, au Mali, au Maroc et en Serbie.

Les consultations nationales se sont déroulées en 2014 sous la direction et avec le soutien des gouvernements de Bosnie-Herzégovine, d'Equateur, du Mali, du Maroc et de la Serbie; et des bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, en Equateur, au Mali, au Maroc et en Serbie et des bureaux de l'UNESCO et du FNUAP dans ces pays.

Pour marquer la fin des Dialogues sur la culture et le développement pour l'après-2015, un événement a été organisé à Florence (Italie) dans le cadre du Troisième Forum UNESCO sur la culture et les industries culturelles. Cet événement n'aurait pas pu être organisé sans le soutien du gouvernement d'Italie, de la région de la Toscane et de la ville de Florence, et la participation de Dario Franceschini, Ministre du Patrimoine culturel et des activités du tourisme en Italie, Mario Giro, Sous-secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères et de la coopération internationale en Italie, Dario Nardella, Maire de Florence, Italie, Sara Nocentini, Conseillère sur la culture et le tourisme, Région de la Toscane en Italie, et des discours de Mohamed Amine Sbihi, Ministre de la Culture du Royaume du Maroc; Ivan Tasovac, Ministre de la culture et de l'information de la République de Serbie; Sredoje Novic, Ministre des Affaires civiles de Bosnie-Herzégovine; Aminata Haidara Sy, Secrétaire permanente, Ministère de la culture de la République du Mali; et Gustavo Meza-Cuadra, Représentant permanent du Pérou auprès des Nations Unies, Président du Groupe d'amis de la culture et du développement.

L'équipe éditoriale est honorée d'inclure dans le rapport final des messages de Mari Pangestu, Ministre du Tourisme et de l'économie créative d'Indonésie; Marta Suplicy, Ministre d'Etat pour la culture au Brésil; Farida Shaheed, Rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits culturels; et Son Altesse l'Aga Khan, Président de l'Aga Khan Development Network.

CONTRIBUTIONS AU RAPPORT FINAL

Des contributions significatives ont été apportées par les institutions et les organisations suivantes: Arab League Educational, Cultural and Scientific Organization (ALECSO), Armenia Round Table Foundation, British Council, Center for the Future of Museums (CFM), Community of Latin American and Caribbean States (CELAC), Cultural Citizenship Area of the National Directorate of Culture of the Ministry of Education and Culture of Uruguay, Food and Agricultural Organization of the United Nations (FAO), Government of Zanzibar, Heritage Foundation of Pakistan, International Federation of Library Associations and Institutions (IFLA), International Union for Conservation of Nature (IUCN), Islamic Relief, MASS Design Group, Multidisciplinary Training Laboratory for Research in Technology, Commission for Scientific Research of the Province of Buenos Aires (Argentina), National Directorate of Cultural Policy and International Cooperation, Ministry of Culture of Argentina, National Food Security Program – Families and Nutrition, Ministry of Social Development of Argentina, Network of Women Parliamentarians of Central Africa (RFPAC), Pastoral Women's Council, People United – Canterbury Innovation Centre, Toledo Institute for Development and Environment, UN Women, Under-secretariat of Family Farming of the Ministry of Agriculture, Cattle Raising and Fishery of Argentina, UNESCO Etexa, United Nations Volunteers, US National Committee of ICOMOS, Vivendi, Women in Business Development Incorporation, World Bank.

De précieuses perspectives sur la culture et le développement durable ont été reçues des experts suivants, du monde entier: Alcira Sandoval Ruiz, Alfons Martinell Sempere, Abelardo Moreno, Alberto Abello Vives, Alfredo Jiménez, Ann-Belinda Preis,

REMERCIEMENTS

Ayda Cristina Garzón Solarte, Begoña Guzmán, Caroline Munier, Christiaan De Beukelaer, Cvetan Cvetkovski, Eduardo Enrique Hernández Herrera, Enrique Eduardo, Enrique Pérez López, Fernando Berríos, Fernando Brugman, Frédéric Vacheron, Gemma Carbó Ribugent, Guiomar Alonso Cano, Herrera Hernández, Isabel Rigol, Jerry Laurence Lemogo, Laleta Davis Mattis, Lazare Eloundou Assomo, Leonardo Montoya, Luis Manuel Almeida Luis, Luisa De Peña Díaz, Marcelo Daniel El Haibe, Maricela de las N. Ramos Díaz, Melika Caucino, Michéle Frisch, Mohamed Ould Khattar, Nancy Duxbury, Nuria Sanz, Pablo Guzmán Laugier, Pablo Guzmán Laugier, Sinisa Sesum, Taína López Cruz, Tania García Lorenzo, Tanya Valette, Tatiana Villegas, Victor Marín.

CULTURE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Adrian Luncke, Aijaz Shahid, Alfons Martinell Sempere, Ana María Conde, Anabel Álvarez Paz, Ananya Bhattacharya, Andy Pratt, César Moreno-Triana, Elsebeth Krogh, EY, Farhat Gul, Faumuina Felolini, Fredy Adolfo Forero Villa, Isabel Cristina Osorio Buitrago, John Delaney, Katia Cárdenas, Louise Friis-Pedersen, Luis Manuel Almeida Luis, Maria Bierbaum Oehlenschläger, Maria Tafuna'i, Marjorie Wallace, Marta Suplicy, Nneka C. Egbuna, Noah Warkia, Nontando Hadebe, Olga Rufins Machin, Richard Uribe, Rigoberto López, Sachie Hernández, Sajida Haider Vandal, Sali Sasaki, Salman Beg, Victoria Pérez.

CULTURE ET ÉDUCATION

Anna Pignataro, Arminda Franken-Ruiz, Burçak Şentürk, Carey Oppenheim, Daniela Bouret Vespa, Elizabeth Mora Fontecha, Faith Swords, Faith Ureña, Jamaica Osorio, José Linares, Kate Bellamy, KepĎ Maly, Marie J. Aquilino, Matje Mbondo, Miguel Jorge Llivina Lavigne, Norma Elena Urena Mo, Norma Moreno, Olga Bialostocka, Patricia Silvana San Martín, Sanghamitra Deobhanj, Tatiana Claire, Trisha Kehaulani Watson.

CULTURE, ÉGALITÉ DES GENRES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

Ananya Bhattacharya, Eckhoff, Esther Muia, Karen Nazaryan, Keiko Nowacka, Leire Fernández, Melissa Ditmore, Nontando Hadebe, Penelope Keenan, Yasmeen Lari.

CULTURE, VILLES DURABLES ET URBANISATION

Brian Gambles, Cecilia Hugony, Guido Licciardi, Jason Ramsay, Jordi Pascual, Jyoti Hosagrahar, Nancy Duxbury, Rana Amirtahmasebi, Ron van Oers, Sachiko Haraguchi, Silvia De Los Rios Bernardini, Vesna Vujicic-Lugassy, Zaha Mohammad Hadid.

CULTURE, ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Alessandro Bello, Bhubaneswar Dhakal, Caroline Howe, Epeli Hau'ofa, Ernesto Fernández Polcuch, Fernando Michaels, Gabriela Stockli, Howe, Isabel B. Viera Bermúdez, Khalissa Ikhlef, Myrna Cunningham, Yasmeen Lari.

CULTURE, INCLUSION ET RÉCONCILIATION

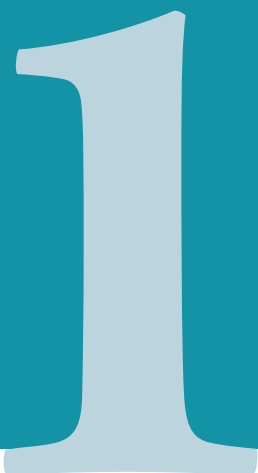
Albert Gerard Koenders, Alfons Martinell Sempere, Angela Impey, Asha-Rose Migiro, Catherine Bunting, Christoph Lodemann, Dominic Abrams, Edis Sánchez, Elsebeth Krogh, Enrique Pérez López, Fabian Muñoz, Ib Petersen, Jan Hladik, Jean-Pascal Blanchard, Jesús Guanche, Jo Broadwood, John Martin, Juan Carlos Sardiñas, Julie Van de Vyver, Komi Ati, Louise Friis-Pedersen, Maissan Hassan, Maria Bierbaum Oehlenschläger, Marina Schneider, Megan Allardice, Michelle L. Stefano, Mónica Rojas, Myrna Cunningham, Nuria Sanz, Olga Rufins Machin, Onedys Calvo, Tandon, Tanya Valette, Thierry Gourmelen, Tom Andrews, William Shewbridge, Yainet Rodríguez, Yumey Besú Payo.

IMAGES ET GRAPHIQUES

African Design Network, Aga Khan Cultural Service Pakistan (AKCSP), N. Bolomey, British Council, D. Chapon, CRAterre, Danish Center for Culture and Development (CKU), R. Denselow, M. Dormino, F. Durovic, D. Ewalu, B. Figueiroa, F. Habibzad, A. Impey, LanaiCHC/S.Tajiri, Y. Lari, F. Mamea, MASS Design Group, Mede Arts Jordan, S. Moriset, G. Otte, M. Ould Khattar, K. Prinsloo, S. Ravier, E. Selter, Shimizu, A. Stewart-Colvin, A. Takahashi, TIDE, UNDP, United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA), and UN S. Paris.

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| 1. Introduction | 6 |
| 2. La culture dans l'Agenda de développement post-2015 | 8 |
| 2.1 Reconnaissance accrue de la dimension culturelle du développement | 8 |
| 2.2 Processus de consultation sur l'après-2015 | 9 |
| ▪ Consultations nationales | 10 |
| ▪ Appel à contributions et discussions en ligne | 10 |
| ▪ Événements thématiques à l'échelle mondiale | 10 |
| 2.3 Événement de clôture à Florence (Italie) | 11 |
| 3. La culture, composante du développement durable | 12 |
| ▪ Renforcement des capacités | 14 |
| ▪ Mesure des résultats | 15 |
| ▪ Adaptation des approches de développement au contexte local | 15 |
| ▪ Inclusion | 16 |
| 3.1 Culture et réduction de la pauvreté | 17 |
| 3.2 Culture et éducation | 27 |
| 3.3 Culture, égalité des genres et autonomisation des femmes | 36 |
| 3.4 Culture, villes durables et urbanisation | 48 |
| 3.5 Culture, environnement et changement climatique | 59 |
| 3.6 Culture, inclusion et réconciliation | 71 |
| 4. Priorités de l'Agenda de développement post-2015 dans le domaine de la culture | 82 |
| 5. Annexes | 84 |
| 5.1 Note conceptuelle sur les Dialogues sur la Culture et le développement dans l'après-2015 | 85 |
| 5.2 Déclaration de Florence | 92 |
| 5.3 Dialogues conduits en Bosnie-Herzégovine | 95 |
| 5.4 Dialogues conduits en Équateur | 100 |
| 5.5 Dialogues conduits au Mali | 103 |
| 5.6 Dialogues conduits au Maroc | 105 |
| 5.7 Dialogues conduits en Serbie | 109 |
| 5.8 Liste des contributions | 112 |



INTRODUCTION

L'élaboration de l'Agenda de développement post-2015 a représenté un processus politique intergouvernemental unique reposant sur une large consultation mondiale dans laquelle ont été impliqués un grand nombre d'individus, ainsi que des décideurs politiques, des universitaires, des experts, le secteur privé et les citoyens intéressés. Coordinée par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) et de nombreuses Équipes de pays des Nations Unies du monde entier, cette initiative sans précédent a d'ores et déjà influé sur des rapports clés qui ont servi de base pour définir l'Agenda de développement post-2015.

Si le choix d'axer la première phase des consultations sur les problèmes et domaines potentiels à traiter dans un agenda post-2015 était pertinent, diverses questions relatives aux « moyens de mise en œuvre » ont surgi tout au long du processus. Elles occupent une place de plus en plus centrale dans le débat. Les États membres souhaitent des propositions pragmatiques de telle sorte que l'Agenda produise des résultats et que sa pérennité soit assurée. A la demande des États membres des Nations Unies lors de la 68^e session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a invité le système des Nations Unies à s'appuyer sur les résultats des consultations déjà réalisées en vue de continuer à enrichir l'élaboration de l'Agenda de développement post-2015. Le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) a dès lors lancé une deuxième phase de consultations nationales sur six thèmes, dont « Culture et développement », qui se sont déroulées en 2014.

L'UNESCO, le FNUAP et le PNUD ont été désignés comme co-chefs de file au sein du système des Nations Unies pour le thème « Culture et développement » à la fois au niveau

mondial et national, et les pays sélectionnés pour mener les consultations nationales sont les suivants : la Bosnie-Herzégovine, l'Équateur, le Mali, le Maroc et la Serbie.

Les discussions organisées lors des consultations qui se sont déroulées à la fois au niveau national et mondial ont porté sur la manière exacte dont la culture peut contribuer à la réalisation d'un développement durable et équitable pour tous, en particulier dans le cadre des six domaines thématiques : 1) culture et réduction de la pauvreté, 2) culture et éducation, 3) culture, égalité des genres et autonomisation des femmes, 4) culture, villes durables et urbanisation, 5) culture, environnement et changement climatique, et 6) culture, inclusion et réconciliation.

Afin que la participation au débat soit la plus large possible, des consultations nationales ont été réalisées en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Mali, au Maroc et en Serbie. De plus, une consultation mondiale a été lancée sous la forme d'un appel international à contributions et d'une série de discussions en ligne durant lesquels 211 réponses émanant d'acteurs aussi divers que des établissements d'enseignement secondaire, des ONG, des universités, des experts, des autorités locales, des organisations internationales et le secteur privé ont été reçues. En outre, plusieurs événements ont été organisés en 2014, dont un événement de clôture qui s'est tenu en marge d'un forum international qui a réuni plus de 400 participants à Florence (Italie) du 2 au 4 octobre 2014.

Les conclusions de ces consultations nationales et mondiales sont regroupées dans le présent rapport.



© E.Selster

La présente introduction constitue la **Partie 1**. La **Partie 2** du rapport situe les consultations nationales dans le contexte plus large qui a mené à une reconnaissance accrue de la culture dans le développement. Cette partie présente les principales résolutions des Nations Unies qui ont suscité cette dynamique et l'ont renforcée et des conclusions essentielles des consultations nationales qui se sont achevées par le Forum de clôture organisé à Florence (Italie). La **Partie 3** examine les liens qui existent entre les dialogues sur la culture et le développement et les six domaines thématiques des Dialogues sur l'après-2015 et fournit des informations plus détaillées sur les conclusions et les recommandations des Dialogues pour chaque thème transversal (réduction de la pauvreté, éducation, égalité des genres, urbanisation, environnement et réconciliation). La **Partie 4** résume les messages clés des Dialogues qui mettent en évidence le rôle de la culture pour répondre aux priorités de l'Agenda post-2015. La **Partie 5** contient les annexes du Rapport, en l'occurrence la Note conceptuelle globale des Dialogues pour l'après-2015 sur la culture et le développement, la Déclaration de Florence adoptée lors du Forum de clôture en Italie en octobre 2014, les résumés des rapports finaux des pays qui ont conduit des consultations nationales et la liste des contributions au rapport.

Stone Town, Tanzania



LA CULTURE DANS L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT POST-2015

2.1 RECONNAISSANCE ACCRUE DE LA DIMENSION CULTURELLE DU DÉVELOPPEMENT

L'élaboration de l'Agenda de développement post-2015 est le fruit d'un processus de consultation lancé auprès de millions d'individus du monde entier pour définir l'avenir auquel ils aspirent. L'un des principaux enseignements des efforts entrepris en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est qu'il n'existe pas de solution universelle. Les voies de développement diffèrent selon le contexte culturel. Définie comme « *l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social* » (UNESCO, 2001)¹, la culture peut apporter des solutions aux problèmes de développement qui se posent à l'échelle mondiale au travers du rôle qu'elle joue dans le développement humain et la croissance économique et du facteur de stabilité, de résilience et de sens qu'elle représente pour les communautés.

1. Dans le présent rapport, on entend par « culture », selon la définition qui en est donnée dans la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle adoptée le 2 novembre 2001, *l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social* .

Pour renforcer le rôle central de la culture dans le développement durable, il importe de comprendre que la culture revêt un caractère ouvert et évolutif et qu'elle est à la fois tournée vers l'avenir et dépositaire du passé grâce au patrimoine^{2**} et aux traditions. S'inscrivant dans cette optique d'avenir, les Dialogues sur l'Agenda de développement post-2015 ont examiné la contribution que la culture pouvait apporter aux individus et aux communautés pour les aider à construire l'avenir auquel ils aspirent.

Au cours des dernières décennies, la culture a acquis une reconnaissance croissante dans le débat sur le développement. Les pays ont commencé à percevoir la culture comme un vecteur efficace pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et les discriminations tout en cherchant des politiques de développement innovantes qui impliquent véritablement les communautés. Des années d'expérience en matière de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de programmes de développement dans des contextes divers ont fait ressortir en particulier la nécessité de considérer la dynamique culturelle comme l'un des piliers de la défense des droits de l'homme et comme un moyen de mise en œuvre essentiel pour identifier l'incidence des valeurs, des comportements et des présupposés sur

2. Dans le présent rapport, on entend par « patrimoine » le patrimoine culturel et naturel, y compris les sites archéologiques, le patrimoine immatériel et subaquatique, les collections des musées, les traditions orales et autres formes de patrimoine.

l'exclusion ou la discrimination à l'égard de certains individus ou de certaines communautés ou, au contraire, leur effet bénéfique sur la défense des droits des populations.

S'appuyant sur les Résolutions émises en 2010 et 2011, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une troisième Résolution (A/RES/68/223) en décembre 2013, puis une quatrième Résolution sur la culture et le développement durable en 2014 (A/RES/69/230), dans laquelle elle reconnaît la nécessité de prendre dûment en considération le rôle de la culture lors de l'élaboration de l'Agenda de développement post-2015. Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la mise en œuvre de la Résolution de 2013 a été soumis à l'Assemblée générale en octobre 2014.

La Résolution A/RES/68/223 met en avant les liens directs entre la culture et les trois piliers (économique, social et environnemental) du développement durable, tout en confirmant le double rôle de la culture en tant que vecteur et moteur du développement durable. Elle souligne également que la culture est un instrument d'intégration et de réconciliation. En outre, la Résolution exprime clairement le potentiel de la culture pour établir des modèles de consommation et de production viables, insistant sur le fait qu'une éducation de qualité est enrichie par la culture, par le biais de la transmission de valeurs, de connaissances et de compétences communes.

Suite à la Résolution, deux principaux mécanismes ont été mis en place pour fournir aux États membres des espaces de débat mondial en vue de préciser leur vision de la culture et de l'Agenda de développement post-2015. D'une part, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié son Président de convoquer un débat thématique spécial d'une journée, au plus haut niveau possible, sur le rôle de la culture dans l'élaboration de l'Agenda. Parallèlement, le Groupe des Nations Unies pour le développement a décidé, en décembre 2013, d'entreprendre une deuxième série de consultations nationales sur l'Agenda portant sur six thèmes, dont « culture et développement ». Le présent rapport expose les résultats de ces consultations sur la culture et le développement, lesquelles ont eu lieu en 2014. Les Dialogues ont rassemblé un très grand nombre de parties prenantes au niveau mondial, dans les cinq pays ayant organisé des consultations nationales et à l'occasion de plusieurs événements et activités.

2.2 PROCESSUS DE CONSULTATION SUR L'APRÈS-2015

Les Dialogues sur l'après-2015 ont eu pour objet d'examiner la culture et son rôle dans le développement en vue d'étayer les négociations intergouvernementales sur le futur agenda mondial de développement. Une note conceptuelle globale (Annexe 5.1.) trace les grandes lignes du processus et du thème central des débats prévus dans le cadre des consultations nationales et des activités internationales.

Comme l'indique la note conceptuelle, les débats ont été axés sur la relation entre la culture et six domaines thématiques : réduction de la pauvreté, éducation, égalité des genres, villes durables et urbanisation, environnement et changement climatique, inclusion et réconciliation. Ces thèmes ont été traités dans les consultations nationales comme dans les activités internationales dans le but de formuler des messages spécifiques sur le rôle de la culture dans le développement durable.

Les consultations nationales menées en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Mali, au Maroc et en Serbie ont permis de toucher une grande diversité d'acteurs. Elles ont été complétées par un appel international à contributions, des examens des études existantes et des discussions en ligne. Dans le même temps, plusieurs événements consacrés à la culture et au développement ont été organisés, contribuant ainsi à l'élaboration de rapports internationaux d'importance majeure.

Les consultations qui se sont déroulées au niveau national et par le biais d'un forum en ligne ont rassemblé un large éventail d'acteurs, dont les autorités à tous les niveaux de gouvernance, le secteur privé, des fondations philanthropiques, les organisations de la société civile, y compris la communauté scientifique et universitaire, et les organisations culturelles et confessionnelles.

■ CONSULTATIONS NATIONALES

Dans un premier temps, cinq pays ont été choisis pour organiser des consultations nationales en 2014 : la **Bosnie-Herzégovine**, l'**Équateur**, le **Mali**, le **Maroc** et la **Serbie**. Ils ont rédigé des notes conceptuelles nationales relatives à la mise en œuvre de leur processus de consultation. Des rapports intérimaires sur les consultations nationales ont été soumis en août 2014, et les rapports finaux ont été reçus en octobre 2014. On trouvera un rapport sommaire relatif à chaque consultation nationale dans les annexes du présent rapport (Partie 5).

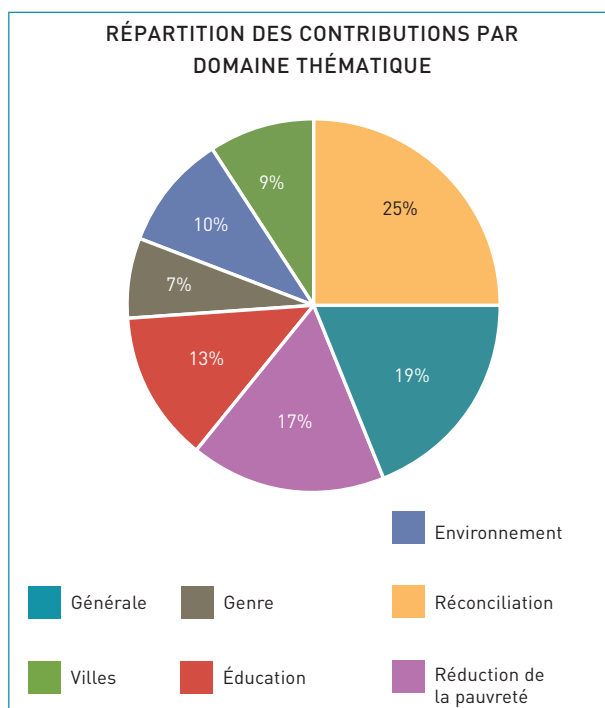
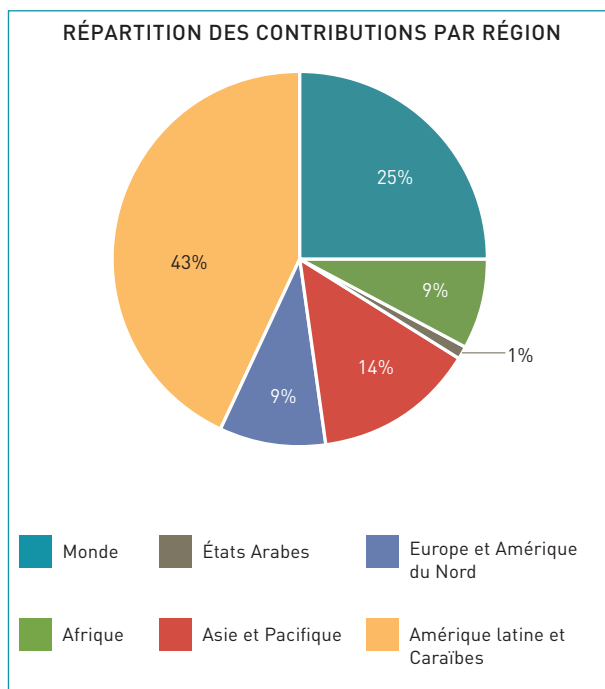
Les cinq pays ont examiné les six domaines thématiques, en mettant l'accent sur certains points essentiels pour le développement national. Chacun a mis au point sa propre approche visant à impliquer le plus grand nombre possible de participants en s'inspirant des méthodes les plus efficaces au niveau local, telles que des groupes de discussions, des ateliers, des événements thématiques à grande échelle ou des consultations en ligne.

■ APPEL À CONTRIBUTIONS ET DISCUSSIONS EN LIGNE

Le Forum mondial sur la culture et le développement (<http://www.worldwewant2015.org/culture2015>) a lancé un appel à contributions et une série de discussions en ligne en vue de recueillir les points de vue d'un public mondial sur le rapport entre la culture et les six domaines thématiques. Au titre de cet appel, 139 contributions ont été reçues de la part de gouvernements, d'universités, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et de professionnels du secteur de la culture de toutes les régions et dans tous les domaines. Les discussions en ligne qui se sont déroulées entre le 2 juillet et le 8 août 2014 ont produit au total soixante-douze contributions couvrant les six domaines thématiques et une catégorie générale.

■ ÉVÉNEMENTS THÉMATIQUES À L'ÉCHELLE MONDIALE

Conformément à la Résolution A/RES/68/223, un **débat thématique spécial sur « Culture et développement durable dans l'Agenda de développement post-2015 »** a été convoqué par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le débat s'est déroulé le 5 mai 2014 au



siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York. Dix-huit ministres et représentants de haut niveau des États membres, des États membres du G-77, de même que de la Chine et l'Union européenne, ainsi que le Vice-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la Directrice générale de l'UNESCO, le Secrétaire général de l'OMT, le Président de la Conférence générale de l'UNESCO et le Président du Conseil d'administration de l'UNESCO, ont souligné l'importance capitale d'inclure la culture dans l'Agenda de développement post-2015.

Suite à la Résolution A/RES/68/223 des Nations Unies, le Rapport du Secrétaire général sur la culture et le développement durable a été rédigé et soumis à l'Assemblée générale en octobre 2014. À cette fin, un appel à contributions a été transmis à tous les États membres et aux 15 Organisations des Nations Unies actifs dans le domaine de la culture et du développement. Le rapport reflète également la position d'un groupe de 600 organisations non gouvernementales représentant 1 700 signataires de 120 pays. Il note que les États membres, les Organisations des Nations Unies et les organisations non gouvernementales ont pris des mesures importantes pour faire de la culture un moteur et un vecteur du développement durable. Le rapport conclut en outre « qu'en s'appuyant sur les enseignements tirés de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement, la communauté internationale doit rechercher des stratégies de développement qui favorisent un changement effectif, porteur de transformation et qui s'appuie sur la culture ... les États membres souhaitent sans doute intégrer pleinement la culture, par l'intermédiaire du patrimoine culturel et des industries culturelles et créatives, dans le cadre du futur système d'objectifs, de cibles et d'indicateurs. »

Les consultations nationales ont révélé combien la culture est une force de mobilisation et de participation des peuples, et la clé pour construire des politiques plus inclusives, donc plus durables.

Mohamed Amine Sbihi, ministre de la Culture
du Royaume du Maroc, 2014

2.3 ÉVÉNEMENT DE CLÔTURE À FLORENCE (ITALIE)

Pour marquer la fin des Dialogues sur la culture et le développement, un événement de clôture a été organisé à Florence du 2 au 4 octobre 2014, dans le cadre de la Troisième édition du Forum mondial de l'UNESCO sur la culture et les industries culturelles et avec le soutien du gouvernement italien, de la région Toscane et de la ville de Florence. Ces trois jours de forum ont été l'occasion pour plus de 400 participants de débattre de la contribution de la culture au développement durable.

« Les consultations nationales ont révélé combien la culture est une force de mobilisation et de participation des peuples, et la clé pour construire des politiques plus inclusives, donc plus durables » a souligné S. Exc. M. Mohamed Amine Sbihi, ministre de la Culture du Royaume du Maroc, dans son discours final à Florence. Les Gouvernements de la Bosnie-Herzégovine, du Mali et de la Serbie ont également exposé les conclusions de leurs consultations. L'Ambassadeur et Représentant permanent du Pérou aux Nations Unies a conclu la session.

En clôture du forum, les participants ont adopté la Déclaration de Florence (Annexe 5.2) qui demande aux gouvernements de « s'assurer de l'intégration à l'Agenda de développement post-2015 de cibles et d'indicateurs explicites dédiés à la contribution de la culture, notamment dans le cadre des objectifs proposés par le Groupe de travail ouvert sur les Objectifs de Développement Durables : la réduction de la pauvreté, le développement des villes et d'une urbanisation durables, la qualité de l'éducation, le changement climatique et l'environnement, la parité et l'autonomisation des femmes, l'inclusion sociale et la résolution des conflits sociaux. » La Déclaration lance un appel en ce sens aux gouvernements, à la société civile et aux acteurs du secteur privé pour qu'ils soutiennent le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, des environnements législateurs et politiques, de nouveaux modèles de partenariat et des stratégies d'investissement innovantes, des programmes de promotion, des indicateurs de valeur et d'impact afin de surveiller et d'évaluer la contribution de la culture au développement durable.

3

LA CULTURE,
COMPOSANTE DU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

Les peuples sont au centre du développement durable. Le document final de Rio + 20 adopté en juin 2012 a mis l'accent sur la nécessité d'œuvrer en faveur d'un monde juste et équitable pour tous et énoncé l'engagement de travailler ensemble en faveur d'une croissance économique durable qui profite à tous, du développement social et de la protection de l'environnement. Rio+20 a été l'occasion d'affirmer que la diversité naturelle et culturelle du monde contribue au développement durable pour parvenir à un juste équilibre entre les besoins économiques, sociaux et environnementaux des générations actuelles et futures. S'inspirant des enseignements tirés de la mise en œuvre des OMD, les contributions apportées au présent rapport ont confirmé que la communauté internationale doit rechercher des stratégies de développement qui favorisent un changement effectif, porteur de transformation et qui s'appuie sur la culture.

La capacité d'espérer et d'imaginer un avenir meilleur et plus viable a été au centre des discussions sur l'après-2015 et elle peut devenir réalité grâce à la culture, depuis la narration de contes à la photographie. La culture est donc au cœur d'une approche du développement humain (De Beukelaer et Duxbury, 2014). La culture renvoie à nos racines, mais elle n'est jamais statique et, en tant que telle, elle confère aux individus la capacité de s'approprier leurs propres processus de développement. Quand les projets de développement et les initiatives de consolidation de la paix intègrent une approche basée sur les besoins des individus et sur les réalités de terrain, quand les interventions menées

dans un certain nombre de domaines tiennent compte du contexte culturel, alors il est possible d'assister à un changement transformationnel et durable.

« Utiliser l'exceptionnel pouvoir transformateur de la culture pour améliorer les conditions socioéconomiques des communautés qui possèdent souvent un riche patrimoine culturel, mais dont les membres vivent pourtant parfois dans la pauvreté ... Nous avons vu aussi que ces projets peuvent avoir un effet positif au-delà de la conservation et sont susceptibles de promouvoir une bonne gouvernance, le renforcement de la société civile, l'accroissement des revenus et des possibilités économiques, un plus grand respect des droits de l'homme et une meilleure gestion de l'environnement. »

Son Altesse, l'Aga Khan, 2007



IL EST INDISPENSABLE D'INTÉGRER LA CULTURE DANS L'AGENDA POST-2015, EN TANT QUE VECTEUR ET MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La culture est un vecteur du développement durable car les programmes et les stratégies qui reposent sur les valeurs, le patrimoine culturel, les industries culturelles et créatives s'éloignent d'un modèle « universel » en l'incorporant dans le contexte local, ce qui renforce considérablement l'efficacité de l'aide. La culture est un outil efficace pour réduire les inégalités, et la promotion de la diversité culturelle favorise le dialogue, la préservation de la mémoire collective, l'entente mutuelle, la réconciliation et la stabilité sociale. Les contributions ont mis l'accent sur la nécessité de prendre en compte le caractère transversal de la culture qui interagit avec tous les domaines de la vie dans la société, contribuant à construire la mémoire collective et à renforcer le sentiment de citoyenneté. Le rôle de la culture, préalable au développement durable, implique de vivre et de grandir ensemble dans le respect des différences et de l'égalité de tous, et la protection de la diversité culturelle consiste à s'opposer à l'homogénéisation et à concevoir des règles communes pour atteindre des objectifs communs (Martinell Sempere, 2014b).

La culture joue également le rôle de **moteur**, parce qu'elle représente un secteur à part entière. À travers le patrimoine matériel et immatériel, les industries créatives et diverses formes d'expression artistique, la culture est un facteur puissant de développement social et économique, d'urbanisation durable et de protection de l'environnement. Le rôle important de la culture dans la réduction de la pauvreté, en particulier sa capacité de prendre en compte les dimensions sociales et économiques, est ainsi reconnu.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Orienter les efforts de développement vers le renforcement des capacités a conduit à porter une attention accrue aux individus. Le renforcement des capacités est indispensable à la réussite du développement, il est nécessaire non seulement d'établir des institutions fortes, mais aussi d'assurer l'adhésion de la population locale et de capitaliser sur la culture, tout en développant une approche sensible aux dynamiques culturelles, en particulier parce que la culture développe la capacité des individus à aspirer à un avenir meilleur. Dans de nombreux cas, les communautés vulnérables et défavorisées ont un choix

restreint d'options et une vision très limitée des possibilités qui les attendent, ce qui, en retour, entrave les efforts en vue d'un renforcement des capacités. Les Dialogues sur la culture et le développement ont montré que la culture, du fait même qu'elle encourage les expressions culturelles, le dialogue interculturel et la diversité, rend l'individu plus apte à imaginer un monde meilleur, ce qui est indispensable pour conduire une approche participative et durable du renforcement des capacités.

Promouvoir les capacités culturelles est une composante essentielle d'un renforcement des capacités en vue du développement durable. Une approche du renforcement des capacités des individus fondée sur le respect des droits de l'homme met notamment en valeur leur droit à la vie culturelle, la liberté de participation et la liberté d'expression. Intégrer ces capacités culturelles dans une approche du renforcement des capacités permet aux individus et aux communautés de participer à la vie culturelle et d'exercer leur liberté d'expression. Comme il est mentionné dans l'une des contributions aux Dialogues : « Les capacités essentielles au développement humain ... contiennent ce qui est nécessaire pour la survie physique et la liberté d'action individuelle, ainsi que pour la mise en place d'environnements collectifs et de réglementations qui garantissent le fonctionnement fondamental pour mener une vie humaine digne ... Dans une approche culturelle du développement, les capacités essentielles sont vitales parce qu'elles ... agissent sur la formulation des capacités culturelles. »

La culture contribue au renforcement des capacités parce qu'elle permet aux individus d'exercer leur droit de participer à la vie culturelle et de jouir de leurs réalisations, de leur culture et de leur langue. Par conséquent, elle renferme des éléments essentiels pour que les individus et les communautés puissent participer au processus de développement. La culture permet de mettre en place des stratégies de développement qui favorisent l'appropriation.

Dans une société multiculturelle et mondialisée, le renforcement des capacités est une nécessité ancrée dans la culture et l'identité des peuples. Les stratégies, politiques et solutions de développement doivent, autant que possible, tenir pleinement compte de la réalité et des besoins locaux. Les approches globales ne sont donc plus pertinentes, et une attention particulière doit être portée au respect de la diversité culturelle qui existe parmi les individus et les communautés. Des approches du renforcement des capacités sensibles aux particularités culturelles sont, par conséquent, essentielles pour s'assurer de leur appropriation par les populations locales et pour répondre aux besoins locaux.



État plurinational de Bolivie

■ MESURE DES RÉSULTATS

Une approche du développement centrée sur l'humain exige d'impliquer tous les groupes cibles dans le suivi des progrès du développement. Le suivi participatif permet aux bénéficiaires de s'approprier les processus et les résultats du développement, toutes les parties concernées étant responsables de la concrétisation des objectifs et des cibles définis. Du fait que la culture détermine la conception que l'individu a du monde, on ne peut négliger la dimension culturelle lors de l'élaboration d'une approche de suivi participatif. Les Dialogues sur l'Agenda de développement post-2015 ont souligné le fait qu'une approche « universelle » ne peut pas produire de résultats pérennes et équitables et qu'une appropriation renforcée s'impose à tous les stades du processus de développement. Impliquer toutes les parties prenantes suppose aussi de connaître leur contexte culturel local et leurs aspirations.

À la lumière des enseignements tirés des OMD et compte tenu de l'amélioration du suivi et de la responsabilisation de l'Agenda de développement post-2015, il est nécessaire de disposer de données de meilleure qualité, notamment sur les aspects du développement apparemment difficiles à quantifier. La culture et les valeurs culturelles sont des concepts particulièrement complexes et il n'y a pas unanimité sur le meilleur moyen de les mesurer. Dans le même temps, il est généralement admis que les progrès du développement ne se mesurent pas seulement à l'aune de résultats quantifiables, mais aussi à la qualité des efforts entrepris. Dans le domaine de la culture et du développement, des progrès remarquables ont été accomplis ces dernières années pour élaborer des indicateurs mesurables, comme la contribution à une meilleure « qualité de vie ».

Les Dialogues sur la culture et le développement ont évoqué à plusieurs reprises le **besoin de données fiables et d'une**

bonne base de référence pour mesurer pleinement l'impact de la culture sur le développement. Des données exactes et comparables sont nécessaires afin de mieux mesurer l'impact et la pertinence des politiques et des initiatives culturelles. Le Cadre 2009 de l'UNESCO pour les statistiques culturelles et les Indicateurs UNESCO de la culture pour le développement (CDIS) répondent à ce besoin en définissant la culture dans l'optique de mesures statistiques. Les IUCD représentent une initiative pionnière dont l'objet est d'établir un ensemble d'indicateurs permettant d'illustrer la contribution que la culture apporte au développement au niveau national, en encourageant la croissance économique et en aidant les individus et les communautés à élargir les possibilités de choix de vie qui s'offrent à eux et à s'adapter aux changements. Les CDIS sont pleinement en harmonie avec une approche humaine du développement, visant à fournir des données quantifiables sur la contribution de la culture à offrir une plus grande liberté de choix aux individus pour bâtir l'avenir qu'ils veulent. Les CDIS s'emploie à montrer la façon dont la culture facilite et multiplie les opportunités pour les individus et les sociétés, promeut un sentiment de bien-être et permet de faire face aux processus de changement et de mondialisation.

■ ADAPTATION DES APPROCHES DE DÉVELOPPEMENT AU CONTEXTE LOCAL

Pour mettre en œuvre l'Agenda de développement post-2015, il convient de partir du niveau local et de tenir compte des réalités culturelles locales. Impliquer les populations locales dans les programmes de développement passe par l'adoption d'une approche ascendante, associant à la fois les bénéficiaires et toutes les autres parties prenantes. Si l'on veut garantir une parfaite compréhension et appropriation des ODD et de l'Agenda mondial à tous les niveaux de gouvernements et de parties prenantes, on ne peut ignorer le contexte local. Une approche intégrée multiniveaux et multipartite qui prend pleinement en considération la diversité culturelle et les différentes approches du développement que peuvent avoir les communautés est nécessaire.

Les Dialogues sur la culture et le développement ont, par exemple, fait ressortir l'importance d'inclure des systèmes de gouvernance traditionnels, des responsables locaux et des organisations confessionnelles pour la réussite des programmes de développement et de consolidation de la paix. Des études de cas ont ainsi montré que la participation de ces systèmes traditionnels de direction religieuse et laïque contribue grandement à l'efficacité des efforts de développement et de consolidation de la paix.

Les Dialogues ont, en outre, montré que **les parties prenantes locales jouent un rôle crucial dans la promotion des valeurs culturelles** (patrimoine, diversité, créativité et transmission du savoir) en tant que moteurs et facilitateurs du développement durable et inclusif. Les cultures spécifiques, notamment celles des peuples autochtones, des migrants et des minorités, ainsi que les institutions et autorités traditionnelles, doivent être considérées comme une ressource précieuse pour le savoir, la légitimité, la participation et l'amélioration de l'efficacité des politiques de développement. L'adaptation au contexte local contribuera à la diversité.

■ INCLUSION

Les Dialogues sur l'Agenda de développement post-2015 ont été nombreux à souligner l'inefficacité des **approches globales du développement en raison de l'extrême diversité culturelle existant entre les individus**. L'inclusion d'une multitude de parties prenantes suppose d'accorder une attention particulière à la diversité culturelle et aux groupes marginalisés. L'inclusion doit être la pierre angulaire de tous les efforts visant à renforcer les capacités et à améliorer les institutions.

Les Dialogues sur la culture et le développement ont plus particulièrement mis en avant **le rôle essentiel de la culture dans l'abandon progressif d'une approche « universelle » du développement**. Il faut non seulement inclure diverses parties prenantes, mais aussi intégrer les approches multidimensionnelles qu'exige le développement durable. Partout dans le monde, les besoins en termes de développement des régions semblent être liés à leur situation géographique, de leur tissu social, etc. C'est précisément dans ces régions que des modèles généralistes ont échoué et qu'il est impératif de prendre en compte la réalité culturelle locale.

Pour assurer une parfaite représentation de la diversité des parties prenantes, les Dialogues pour l'après-2015 **ont souligné la nécessité d'inclure les différentes composantes de la société et de refléter la diversité culturelle**. En s'adaptant aux caractéristiques culturelles d'une société, les approches du développement peuvent aboutir à de meilleurs résultats. Les Dialogues sur la culture et le développement ont, par exemple, démontré que la culture contribue à un développement urbain plus inclusif et plus durable et que les savoirs et les pratiques traditionnels de gestion améliorent considérablement la protection de l'environnement et la capacité de résilience des communautés.



Vendeurs d'artisanat, Cap-Haïtien, Haïti

3.1 CULTURE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

La section ci-dessous présente une synthèse des contributions reçues sur ce thème dans le cadre des Dialogues pour l'après-2015 sur la culture et le développement qui se sont déroulés au niveau mondial (appel à contributions, discussions en ligne, événements thématiques et finaux) et au niveau national en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Mali, au Maroc et en Serbie.

MESSAGES CLÉS

- **La culture contribue à l'éradication de la pauvreté, dans sa dimension économique et sociale**
- **La culture accroît l'efficacité des programmes de développement local en permettant des approches adaptées à la réalité et aux besoins locaux**
- **L'innovation culturelle et la créativité sont essentielles pour la compétitivité, la diversification et la poursuite de l'expansion économique et du développement de nouveaux modèles d'entreprises**
- **Le tourisme culturel et les industries connexes jouent un rôle capital dans la réduction de la pauvreté**

La pauvreté est multidimensionnelle et ne peut être éradiquée sans un effort multisectoriel qui prend en compte le contexte culturel afin d'obtenir des résultats durables. La culture est un vecteur efficace de lutte contre la pauvreté, notamment au travers de sa capacité à traiter les dimensions économiques et sociales de la pauvreté. Les industries culturelles et créatives, le tourisme culturel et la sauvegarde du patrimoine sont des moteurs puissants pour la réduction de la pauvreté, pour une croissance économique durable et pour l'emploi. Selon la Banque mondiale, la culture contribuera à ramener à 3 % d'ici à 2030 le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour (Banque mondiale, 2012). D'après le Rapport sur l'économie créative, 2013 : édition spéciale (UNESCO/



Spectacle de musique contemporaine au Caire (Égypte)

3.1 CULTURE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

PNUD, 2013), près de 5 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Équateur provient d'activités culturelles privées et officielles ; ce pourcentage s'établit respectivement à 5,7 % en Bosnie-Herzégovine, à 3,4 % en Colombie et à 1,5 % au Cambodge et au Ghana. Au Mali, 5,85 % de la population travaille dans le secteur culturel et créatif, l'artisanat fournissant à lui seul plus de 100 000 emplois. Au centre de l'économie créative, les industries culturelles et créatives (secteur audiovisuel, nouveaux médias, musique, arts de la scène, édition et arts visuels) offrent une large gamme de possibilités d'emplois. En Argentine, par exemple, quelque 300 000 personnes occupent des emplois créatifs et produisent ainsi 3,5 % du produit intérieur brut (PIB). Au Maroc, les emplois dans le seul secteur de l'édition et de l'impression représentent 1,8 % de la population active, générant un chiffre d'affaires de plus de 370 millions de dollars. Au sein de l'Union européenne, le secteur culturel et médiatique représente 7,06 millions d'emplois et génère 535,9 milliards d'euros de revenus annuels. Les industries créatives sont ainsi le troisième employeur en Europe, après le secteur de la construction et, de peu, le secteur de la restauration (EY, 2014).

■ LA CULTURE CONTRIBUE À L'ÉRADICATION DES DIMENSIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES DE LA PAUVRETÉ

Les industries culturelles et créatives jouent un rôle particulièrement important dans la sphère économique contemporaine et sont l'un des secteurs de l'économie mondiale dont la croissance est la plus rapide. L'image que l'on a du secteur culturel et créatif se réduit souvent à celle d'un secteur informel qui offre des possibilités génératrices de revenus aux groupes vulnérables et aux femmes. Or ce secteur est infiniment plus vaste. Il couvre notamment la musique, la production cinématographique, le tourisme culturel et le design, secteurs qui sont tous en plein essor et propices à la diversification des économies des pays en développement. Pour en promouvoir le développement et stimuler la créativité, il est nécessaire de consolider la chaîne de valeur culturelle qui est constituée des étapes suivantes : création, production, distribution et consommation/participation. Le cycle de la culture est un modèle continu, interdépendant et flexible dont les étapes peuvent, selon la nature de l'expression culturelle, être combinées, être plus importantes que d'autres, voire être absentes. Les conclusions des Dialogues indiquent qu'il n'est possible d'exploiter pleinement le potentiel de ce secteur que si tous les aspects de cette chaîne de valeur sont intégrés dans des politiques et des investissements officiels.

LA POLITIQUE DE L'INDONÉSIE RENFORCE LA CONTRIBUTION DES INDUSTRIES CRÉATIVES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

■ Mme Mari Pangestu, ministre du Tourisme et de l'industrie créative de la République d'Indonésie, a évoqué l'importance de l'économie créative à Florence, lors de l'événement de clôture des Dialogues sur la culture et le développement : « L'économie créative est constituée d'industries créatives qui ne sont pas uniquement fondées sur la culture, mais aussi sur le savoir, l'innovation et l'informatique, et il existe des liens et une collaboration entre les deux ... L'économie créative consiste à générer une valeur ajoutée à partir des idées et de la créativité des individus en s'appuyant sur les savoirs existants (notamment le patrimoine culturel et la sagesse traditionnelle) et sur les technologies existantes. La créativité va de pair avec l'innovation, condition indispensable pour concrétiser l'idée créative en un nouveau processus ou produit. Les industries créatives sont des industries qui produisent des biens issus de la créativité et de l'innovation et qui créent une valeur ajoutée, des emplois et une meilleure qualité de vie ». Dans le cadre de sa politique visant à faire du secteur de la création un moteur du développement économique, le gouvernement indonésien a produit des données quantifiables et des exemples précis sur l'importance de l'économie créative en vue d'adopter une politique transversale : (1) les industries créatives représentent 7 % du PIB (2010–2013). D'autres données économiques plus détaillées montrant leur valeur en termes de création d'emplois et de qualité des exportations ont été collectées ; (2) l'économie créative est une économie respectueuse de l'environnement qui utilise des matériaux traditionnels d'origine naturelle. À titre d'exemple, la relance de l'art du batik a encouragé l'utilisation de teintures naturelles, désormais plus recherchées que les teintures synthétiques ; (3) les industries créatives, comme le batik, les traditions culinaires et la danse, favorisent les relations sociales et le dialogue social ; (4) les industries créatives stimulent l'innovation, également source de valeur pour d'autres secteurs économiques et (5) soutenir les industries créatives revient à soutenir l'image de marque du pays et la « soft power » (Pangestu, 2014).

« Les industries créatives sont des industries qui produisent des biens issus de la créativité et de l'innovation et qui créent une valeur ajoutée, des emplois et une meilleure qualité de vie »

Dr. Mari Pangestu, Ministre du Tourisme et de l'économie créative de la République d'Indonésie, au Forum de Florence, 2014

Outre le capital économique qu'elle génère, la culture peut potentiellement apporter une réponse à la dimension sociale de la pauvreté, d'où son apport inestimable pour les programmes visant à la pauvreté. Les industries culturelles et créatives sont de puissants leviers d'inclusion sociale et de lutte contre les inégalités parce qu'elles offrent des possibilités de revenus aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Dans le même temps, comme le notent les conclusions des consultations nationales menées en Équateur, les approches sensibles aux particularités culturelles peuvent accroître l'efficacité des programmes conçus pour faire reculer la pauvreté en s'attaquant à ses dimensions humaine, sociale, mais aussi économique. C'est la raison pour laquelle, au-delà de leurs avantages économiques, les industries culturelles et créatives, les programmes liés au patrimoine et au développement du tourisme culturel équitable soutiennent le renforcement des capacités humaines et contribuent à l'élimination de la pauvreté.

La culture peut créer des emplois décents pour un grand nombre de personnes, notamment les personnes pauvres et vulnérables. L'artisanat, par exemple, est souvent la principale source de revenus pour des communautés et des individus qui, sans cela, vivraient en marge du système économique. Il génère des revenus non seulement pour les artisans et leurs familles, mais aussi pour ceux qui sont impliqués dans le transport et la vente des produits de l'artisanat ou bien dans la collecte et la production des matières premières. Ces activités créent des emplois décents du fait qu'elles sont souvent exercées au sein du cadre familial et communautaire, ce qui procure une sécurité au travail et un sentiment d'appartenance. Elles sont aussi perçues comme des activités honorables, car elles sont étroitement liées à l'identité de la communauté.



Un artisan à Sapa (Viet Nam)

■ LA CULTURE ACCROÎT L'EFFICACITÉ DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL EN PERMETTANT DES APPROCHES ADAPTÉES À LA RÉALITÉ ET AUX BESOINS LOCAUX

Adapter les priorités nationales et internationales en matière de développement pour qu'elles soient pertinentes, applicables et réalisables au niveau local nécessite de prendre en compte le contexte culturel. Les populations locales savent mieux que quiconque ce qui marche et ce qui ne marche pas au sein de leurs communautés et doivent autant que possible participer activement aux efforts de développement. Dans de nombreux pays, les besoins en termes de développement des régions semblent liés à des facteurs géographiques, à la composition sociale, à la présence de conflits ou à des catastrophes naturelles. C'est

LA CRÉATIVITÉ AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL DES VILLAGES Ksour EN ALGÉRIE

■ Plutôt que de rompre avec la structure socioéconomique existante des Ksour (villages fortifiés) en Algérie, un projet de préservation du patrimoine et de développement des industries créatives visant à promouvoir le tourisme responsable pour en faire une source de revenus complémentaire aux côtés de l'agriculture et de l'artisanat manuel a été lancé. Son caractère innovant réside dans l'adoption d'une approche globale qui intègre revitalisation du patrimoine, protection de l'environnement et développement de l'écotourisme. Le projet a ainsi consisté en des travaux de réhabilitation de l'habitat historique, qui a été adapté pour servir d'espaces hôteliers, de bureaux ou de centres de formation. Il a également comporté une formation des habitants de la région dans le domaine du patrimoine et des techniques traditionnelles, de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme durable, de l'utilisation des énergies propres et renouvelables et de la gestion des écosystèmes des oasis. Les projets de rénovation et le développement d'infrastructures touristiques uniques ont permis d'attirer un plus grand nombre de visiteurs, générant en retour de nouvelles activités. Un Festival du tourisme de désert se tient, par exemple, chaque année durant six jours et comprend des manifestations culturelles et artistiques. Des concerts spéciaux du Nouvel An sont également organisés. Le potentiel touristique et la richesse de la vie culturelle dans les villages ont exercé un pouvoir d'attraction sur les jeunes qui, à l'issue de leurs études à la ville, rentrent au village pour y créer des entreprises. En décembre 2011, la ville de Taghit a vu sa population augmenter de 30 % et Béchar a accueilli plus de 35 000 touristes. De plus, grâce à la création d'activités alternatives de génération de revenus, le projet a contribué à lutter contre la délinquance et la criminalité dans la région (PNUD/UNESCO, 2013).

précisément dans ces régions que des approches globales du développement ne donnent pas les résultats escomptés, faute d'une prise en compte des particularités locales qui permettrait des actions plus efficaces.

Les industries culturelles et créatives sont un véritable gisement d'activités génératrices de revenus pour les populations locales. Selon les consultations nationales en Équateur, le patrimoine, les industries culturelles et créatives et le tourisme culturel peuvent servir d'outils stratégiques pour réduire la pauvreté, créer des revenus et mener à un développement économique inclusif, en attirant les investissements et en assurant localement des emplois décents. Les consultations en Bosnie-Herzégovine ont, quant à elles, démontré l'importance d'adapter les initiatives de développement aux besoins et au potentiel de chaque communauté locale et, par conséquent d'y intégrer la culture.

■ L'INNOVATION ET LA CRÉATIVITÉ CULTURELLES SONT ESSENTIELLES POUR LA COMPÉTITIVITÉ, LA DIVERSIFICATION ET LA POURSUITE DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX MODÈLES D'ENTREPRISES

Dans un contexte de mutation rapide de l'environnement économique, les industries culturelles et créatives jouent un rôle capital en faveur du développement de nouveaux modèles d'entreprises. Créativité et innovation sont essentielles pour la compétitivité de l'économie. Le Brésil, l'une des économies où la croissance est la plus rapide au monde, considère que « la diversité culturelle ... fait partie intégrante ... d'une vaste semi-diversité dont la valeur économique et sociale est inestimable. La vitalité et la diversité culturelles deviennent des facteurs clés du développement à l'ère de la mondialisation et du savoir, où apprentissage, symboles et innovation se révèlent être des atouts fondamentaux pour un pays, une organisation ou une communauté » [Suplicy, 2013]. Promouvoir les industries

« La vitalité et la diversité culturelles deviennent des facteurs clés du développement à l'ère de la mondialisation et du savoir, où apprentissage, symboles et innovation se révèlent être des atouts fondamentaux pour un pays, une organisation ou une communauté »

Marta Suplicy, ministre de la Culture, Brésil, 2013

culturelles et créatives et la diversité des expressions culturelles permet d'exploiter le pouvoir transformateur de la créativité pour parvenir à des résultats innovants et durables en matière de développement. Les économies en développement sont souvent confrontées au problème de leur dépendance vis-à-vis des produits de base, du secteur des ressources naturelles et d'une base d'exportation restreinte, qui les rend particulièrement vulnérables. La créativité et la culture peuvent y pallier en offrant des possibilités de diversification, d'innovation et de croissance. Les contributions reconnaissent l'importance de combiner la culture avec l'innovation et les opportunités entrepreneuriales.

La culture a un impact majeur sur le comportement des consommateurs et l'orientation de la demande du marché.

Depuis l'édition de livres, la musique et le cinéma jusqu'au design en passant par les jeux interactifs, les industries culturelles et créatives sont essentielles pour définir ce que l'on consomme et comment on consomme. Les entrepreneurs créatifs servent en quelque sorte de passerelle entre les artistes et les consommateurs et ont une influence capitale sur l'économie mondiale. Le secteur privé et, notamment, son apport au travers des programmes de responsabilité sociale des entreprises, jouent un rôle important dans les industries culturelles et créatives en promouvant la liberté d'expression, la diversité culturelle et la créativité, en investissant dans la création artistique, en encourageant les talents et en favorisant le dialogue interculturel.

LA DIVERSITÉ CULTURELLE DES CONTENUS CINÉMATOGRAPHIQUES ET MUSICAUX A AUGMENTÉ LES BÉNÉFICES ET LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS EN FRANCE

Plusieurs exemples montrent que les activités de Universal Music Group (UMG) et du Groupe Canal+ visent à offrir des contenus originaux et culturellement divers et s'adressent ainsi à un public de plus en plus diversifié. Reconnu pour son savoir-faire dans la découverte et la gestion des talents, le Groupe UMG dispose d'un catalogue qui offre toute la variété des genres et satisfait les goûts divers de ses millions de consommateurs dans le monde entier. Plus de 60 % des ventes d'UMG sont réalisées par des artistes locaux dans un périmètre de 59 pays. Canal+ a redoublé d'efforts pour développer et distribuer un contenu étoffé et répondre à la demande des consommateurs. En 2013, 90 % des consommateurs considéraient que les films diffusés offraient une grande variété de genres et 77 % évoquaient l'originalité de la sélection qui se démarque des autres (Vivendi, 2014).

Des politiques culturelles adaptées aux possibilités et aux besoins contemporains sont une condition préalable à des secteurs culturels et créatifs inclusifs et dynamiques. Le développement des atouts créatifs est un secteur émergent qui nécessite des politiques et des investissements appropriés en vue de réaliser pleinement son potentiel et d'accroître la compétitivité des entreprises culturelles et créatives. Les technologies numériques et les possibilités qu'elles offrent d'accéder à une diversité d'expressions culturelles sont essentielles pour garantir la pertinence économique des industries créatives. Lors de l'élaboration de politiques culturelles, il convient donc de prendre en compte les technologies numériques dans un environnement porteur où créateurs et entrepreneurs culturels peuvent poser les fondements d'un secteur culturel innovant et compétitif.

EN CHINE, UNE NOUVELLE LÉGISLATION DANS LE DOMAINE DES DROITS D'AUTEUR AMÉLIORE LA RENTABILITÉ ET L'ACCÈS AU MARCHÉ

La Chine a adopté une nouvelle législation dans le domaine des droits d'auteur au début des années 2000. Selon la législation chinoise sur le droit d'auteur, les motifs des tissus imprimés sont protégés en tant qu'œuvres d'art. Auparavant, en Chine, l'absence de protection conduisait à des copies à grande échelle des motifs de Nantong, ce qui réduisait la marge bénéficiaire des produits textiles. La protection renforcée du droit d'auteur a beaucoup aidé les producteurs à moderniser leurs produits et à les améliorer. En conséquence, les textiles de la ville ont rencontré un grand succès, tant sur le marché intérieur qu'à l'international, tout en gagnant nettement en qualité. En 2008, plus de 80 000 modèles avaient déjà été enregistrés et, à ce jour, les autorités administratives concernées ont réussi à maintenir un nombre toujours croissant d'enregistrements sur les deux principaux marchés de Zhihao et Dieshiqiao. Ces résultats montrent qu'encourager la protection du droit d'auteur dans le secteur du textile et améliorer les services administratifs concernés a permis de protéger les marchés, de stimuler la créativité et l'innovation dans ce qui était autrefois une industrie textile locale traditionnelle et de diminuer de manière significative le nombre de violations du droit d'auteur. Plus de 200 000 personnes travaillent directement pour cette industrie. Les marchés de Nantong et leurs tissus d'intérieur sont également devenus importants dans les exportations de textiles chinois. Les deux plus importants attirent ainsi des acheteurs internationaux provenant de plus de 100 pays à travers le monde. Entre 1999 et 2008, la valeur des exportations de tous les produits textiles de Nantong est passée de 817,89 millions de dollars des États-Unis à 4,077 milliards, avec un taux de croissance annuel moyen de 17,4 % (PNUD/UNESCO, 2013).

3.1 CULTURE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Le développement économique local requiert une protection rigoureuse des droits d'auteur et des droits de propriété intellectuelle. L'inventivité et la créativité humaines sont des ressources mondiales qui permettent de produire des biens, des services et des activités culturels spécifiques. Les droits de propriété intellectuelle protègent les créations et les idées originales des individus et des communautés et stimulent ainsi la créativité et l'innovation. Il est, par conséquent, essentiel d'élaborer des normes en matière de droits d'auteurs et de propriété intellectuelle et de les appliquer afin que les industries culturelles et créatives contribuent pleinement à l'économie mondiale et à l'élimination de la pauvreté et renforcent l'autonomie des individus et des communautés au travers des œuvres qu'ils produisent. Qui plus est, des systèmes efficaces de droits d'auteur et de droits de propriété intellectuelle encouragent la diversité culturelle, y compris dans les secteurs des biens et des services culturels.

Des politiques relatives aux droits d'auteur et à la propriété intellectuelle qui promeuvent la production créative et la diversité sont essentielles pour entretenir la croissance de l'économie numérique. Les œuvres créatives sont l'une des principales sources de financement de l'économie numérique. Il est donc important de placer les créateurs au cœur des politiques relatives aux droits d'auteur et à la propriété intellectuelle. La protection assurée par la législation sur la propriété intellectuelle est essentielle pour une créativité durable et pour garantir un retour sur investissement aux créateurs. Les acteurs d'Internet et les intermédiaires techniques s'accaparent une fraction de plus en plus importante de la valeur des œuvres, au détriment de ses créateurs, ce qui entame souvent la viabilité économique de nombreux opérateurs créatifs. Des politiques relatives aux droits d'auteur et à la propriété intellectuelle parfaitement adaptées à un environnement économique numérique peuvent contribuer à promouvoir ce rôle important des créateurs et, parallèlement, entretenir la croissance du secteur numérique (EY, 2014).

Les biens et les services culturels sont l'un des secteurs créatifs dont la croissance est la plus rapide. Les dialogues au Mali font apparaître que l'industrie de la musique occupe la troisième place dans le secteur tertiaire. Le développement de marchés locaux porteurs où les prix des biens et des services culturels sont compétitifs et attractifs pour les citoyens permet à des pays de promouvoir la diversité en donnant accès à un contenu culturel varié. Pour exploiter pleinement le potentiel que recèle ce secteur, des politiques et des projets destinés à favoriser l'accès des biens et des services culturels au marché local et international sont nécessaires.

NOLLYWOOD : UN SECTEUR INFORMEL POTENTIELLEMENT TRÈS LUCRATIF GRÂCE À SON CONTENU ADAPTÉ AUX PARTICULARITÉS CULTURELLES DE LA RÉGION AFRICAINE

▪ L'industrie cinématographique du Nigéria, communément appelée Nollywood, fonctionne en dehors des circuits établis de financement, de production et de distribution cinématographiques. Le directeur général de la banque nigériane d'import-export a déclaré en 2013 que Nollywood se classait au troisième rang mondial des recettes brutes. Selon lui, cette industrie a généré entre 300 et 800 millions de dollars des États-Unis au cours des 3 dernières années, alors que, lors d'une précédente enquête, datant de 1990, la contribution de Nollywood à l'économie apparaissait négligeable. Jusqu'alors informelle, l'industrie cinématographique Nollywood a explosé à la fin des années 1990 avec la production directe en vidéo. Depuis, le modèle de production et de distribution est devenu de plus en plus professionnel et la production de films à petit budget a pris de l'essor au Nigéria, donnant naissance à une culture cinématographique dynamique qui attire un public enthousiaste sur l'ensemble du continent africain. Des centaines de productions sont mises sur le marché chaque année, faisant des productions nollywoodiennes le contenu télévisuel et cinématographique africain le plus diffusé et la troisième industrie du cinéma au monde. L'un des points forts de ce secteur réside dans le fait qu'il répond parfaitement aux besoins et aux attentes de son public cible : au lieu de cibler les salles de cinéma, rares en Afrique, les films nollywoodiens sont diffusés sur vidéodisque (VCD) dans un réseau de petites boutiques, de marchés et de vendeurs itinérants. Les films sont regardés à domicile, dans des vidéoclubs de fortune, sur les marchés, dans les bars, etc. De par son caractère informel, Nollywood se tient à l'écart du circuit international de festivals et de commercialisation et il est difficile de se procurer ses produits en dehors de l'Afrique. En revanche, cette structure informelle permet aux films de voir le jour rapidement, à moindre coût et avec un minimum de formalités. Des études montrent que les pratiques de financement informel de cette industrie et l'application limitée des droits de propriété intellectuelle posent de plus en plus problème pour des producteurs plus ambitieux, qui souhaitent attirer le public de la diaspora et du monde entier. L'assise grandissante de l'industrie fait que ces films attirent de plus en plus d'attention (Nneka Egbuna, 2014).

L'EXPANSION D'UN SECTEUR À CONTENU AUDIOVISUEL NATIONAL POUR LES ENFANTS AU BURKINA FASO

Le Burkina Faso manque de films pour les enfants, notamment de films qui traitent de leur culture et de leur vécu. Les films d'animation, comme les livres et les histoires, jouent un rôle important dans le développement de l'enfant. En coopération avec l'École d'animation danoise, l'Association Burkinabé de Cinéma d'Animation (ABCA) a lancé Afro-Games, un programme de série d'animation locale pour le marché ouest-africain qui contient une série d'échanges pédagogiques visant à renforcer les compétences techniques et cinématographiques des créateurs locaux. L'étape suivante consiste à trouver des possibilités d'investissement pour développer la série télévisée Afro-Games et accroître ainsi le potentiel de création d'emplois et de génération de revenus du projet au profit des communautés locales (CKU, 2014b).



Undervisning i Animationsværkstedet ABCA, Bukina Faso

Partenariats, échanges et réseaux locaux, régionaux et internationaux sont essentiels pour élargir l'accès aux marchés. Ces formes de coopération sont de précieux outils pour développer les infrastructures, les ressources humaines, les politiques et l'échange de biens et de services culturels. Les partenariats, de même que l'action coordonnée des secteurs public et privé et de la société civile fondée sur la complémentarité et la mutualisation des avantages, jouent un rôle capital en facilitant et en encourageant le dialogue entre les parties prenantes. Le secteur du design, qu'il s'agisse de la mode, de l'architecture, du graphisme ou des produits artisanaux, est un exemple concret qui montre comment des partenariats efficaces permettent de combiner les compétences et les savoirs traditionnels avec l'innovation, tout en offrant aux jeunes créateurs la possibilité de développer leurs talents et d'accéder aux marchés locaux. Toutefois, comme il ressort des conclusions des Dialogues menés en Bosnie-Herzégovine et au Mali, l'accès aux marchés internationaux, la commercialisation et la valorisation des produits culturels et de l'image de marque nationale restent encore des défis majeurs à relever.

LE RÉSEAU DE MUSIQUE AFRICAINE, AU-DELÀ DES FRONTIÈRES NATIONALES

Le BEMA est un réseau de professionnels de musique dont les membres fondateurs sont des organisations situées au Sénégal, au Bénin, au Burkina Faso et en Guinée-Conakry. Ensemble, ils cherchent à favoriser la circulation des opérateurs, des artistes et de leurs œuvres et à renforcer les capacités pour favoriser le développement professionnel et la production d'œuvres musicales africaines et leur diffusion. Cette initiative dispense des formations et des conseils professionnels à ses membres et aide les producteurs africains à participer à des rencontres internationales. Elle produit également des compilations annuelles, des échantillons qui sont distribués gratuitement aux médias et aux professionnels de la musique du monde entier. Cela permet aux artistes africains de toucher un public bien au-delà de leurs frontières nationales. Dans le cadre du projet, des foires commerciales musicales sont également organisées dans des villes africaines pour promouvoir la création d'un marché régional étendu et durable en Afrique de l'Ouest. Le BEMA est une initiative qui démontre les capacités d'un réseau régional conçu pour être un intermédiaire efficace dans les échanges Nord-Sud et pour structurer et développer le marché au profit des producteurs musicaux (PNUD/UNESCO, 2013).

« Avant d'intégrer Design Network Africa, j'étais isolé, à cause de notre contexte politique et économique, et j'étais sur le point de disparaître, de couler. Je crois vraiment que j'allais tout arrêter. C'est comme si quelqu'un m'avait lancé une bouée de sauvetage »

Marjorie Wallace, céramiste, Zimbabwe, 2014

Investir dans la culture – le talent et la créativité – est essentiel pour une économie dynamique. Les États qui réussissent sont ceux qui ne se contentent pas de limiter les risques, mais qui osent innover, saisir les occasions qui se présentent et soutenir le changement. Le Rapport sur l'économie créative 2013 : édition spéciale (UNESCO/PNUD, 2013) souligne que le développement de l'économie créative est entravé par le manque d'infrastructures. Investir dans la culture demeure une nécessité primordiale, et les Dialogues ont mis l'accent sur le fait qu'en période de récession économique, le secteur culturel renferme un grand potentiel et exige des investissements de la part du secteur privé comme du secteur public.

Les États ont traditionnellement pris l'initiative de financer la culture. Dans le contexte économique actuel, c'est devenu l'un des défis majeurs du secteur (Pratt, 2014). Les consultations au Mali ont été l'occasion de s'interroger sur la façon dont les investissements publics dans la culture peuvent contribuer au potentiel économique du secteur. Les Dialogues en Équateur ont fait ressortir l'importance du soutien de l'État pour financer les projets culturels, les industries créatives et l'accès à des services culturels. Si les politiques publiques de soutien demeurent un élément essentiel de l'aide publique à ce secteur, des solutions de financement innovantes doivent parallèlement être recherchées pour renforcer le rôle du secteur dans la réduction de la pauvreté. Les partenariats public-privé, par exemple, ont donné des résultats positifs. Les Dialogues s'accordent sur le fait que le financement privé ne peut pas remplacer l'aide publique, mais qu'il offre au secteur de la culture un éventail de possibilités nouvelles qui se sont révélées profitables aux entreprises investisseuses.

Réunissant des designers d'Afrique orientale, occidentale et australe, **DESIGN NETWORK AFRICA** encourage la collaboration, l'échange d'expériences, de savoir-faire, d'esthétique et de récits et la mise en œuvre de projets de mentorat. Le réseau s'applique à identifier les besoins spécifiques de chaque entreprise pour les repositionner dans le secteur international du commerce du détail et des médias (CKU, 2014b).



© CKU/DNA

Africa_DesignNetwork

UN PARTENARIAT ENTRE LE PATRIMOINE MONDIAL ET UN ORGANISATEUR DE CROISIÈRES

En 2014, Seabourn Cruiseline Ltd., organisateur de croisières de luxe, a établi un partenariat avec le Centre UNESCO du patrimoine mondial. Son but est de renforcer la conservation et l'utilisation durable des 150 sites du patrimoine mondial, sinon plus, recensés dans le catalogue du croisiériste. Aux termes de cet accord, une partie des tarifs de visites est versée à l'UNESCO en soutien à son Programme du patrimoine mondial pour le tourisme durable, et la clientèle du croisiériste bénéficie d'un contenu enrichi de visites. Seabourn invite, par exemple, des experts éminents du patrimoine mondial et propose un programme de divertissement spécial pour donner aux passagers un aperçu plus complet des sites et projets du patrimoine mondial et leur en faire découvrir les secrets. La compagnie a aussi créé des circuits de découverte du patrimoine mondial avec un contenu exclusif plus étoffé, élaboré en coopération avec les gestionnaires de sites (Delaney, 2014).

■ LE TOURISME CULTUREL ET LES INDUSTRIES CONNEXES JOUENT UN RÔLE CAPITAL DANS LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Le tourisme reste un secteur économique très porteur, avec plus d'un milliard de voyageurs par an dans le monde. Dans un certain nombre de pays en développement, où la part de recettes issues du tourisme est souvent beaucoup plus élevée que dans les pays industrialisés, le tourisme est un facteur important de lutte contre la pauvreté. Le rapport sur les consultations au Mali indique par exemple qu'avant le récent conflit, l'industrie du tourisme culturel représentait 17 % du PIB. Ce chiffre a fortement chuté à cause de l'instabilité politique qui règne dans la région la plus touristique de ce pays, entraînant des pertes importantes d'emplois et de revenus pour une grande partie de la population du nord. Le patrimoine et les produits culturels jouent un rôle important pour maintenir le potentiel de ce marché, mais uniquement s'il s'inscrit dans une démarche durable. De même, les conclusions des Dialogues au Maroc soulignent que la richesse du patrimoine culturel du pays est propice au développement d'un tourisme local durable et représente une composante importante de l'économie nationale.

Pour dynamiser la croissance du secteur du tourisme, il est indispensable de promouvoir les activités liées au patrimoine culturel et les industries culturelles, mais aussi d'assurer la protection et la réutilisation de bâtiments historiques et de zones urbaines après adaptation. La Serbie, par exemple, a utilisé la culture comme outil stratégique pour générer des revenus et mis en avant le potentiel de l'écotourisme et des infrastructures culturelles pour réduire la pauvreté par le biais de la culture.

Fréquemment lié au tourisme, le secteur de l'artisanat fait partie des industries créatives et offre des possibilités de création de revenus pour les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. L'artisanat, secteur souvent informel, est une source de revenus supplémentaire ou de substitution pour des familles tributaires de l'agriculture saisonnière et donne aux femmes les moyens de générer un revenu. Dans maintes régions du monde, il est particulièrement difficile pour les femmes d'accéder à un travail décent. Or, leur implication dans des activités génératrices de revenus pour la famille se traduit généralement par d'autres bénéfices, comme la priorité donnée à l'éducation, la gestion du budget du ménage ou la plus grande résilience globale des familles. Les Dialogues mentionnent une multitude de projets

LA RÉUTILISATION DU PATRIMOINE CULTUREL, APRÈS ADAPTATION, FAVORISE LE DÉVELOPPEMENT LOCAL AU PAKISTAN ■ Vieux de 400 ans, le Palais-Fort de Shigar dans la région du Baltistan, au Pakistan, a été restauré pour servir de structure touristique. Le projet a mobilisé d'importants investissements stratégiques visant à rétablir la fierté, l'identité, la confiance et l'estime de soi des communautés. Les principaux objectifs du projet ont été d'améliorer l'accessibilité du Fort en tant que bien public, de donner aux communautés locales des possibilités de générer des revenus et de réinvestir les bénéfices pour des travaux de développement dans les villages voisins. Autre volet du projet, la promotion d'un tourisme culturel respectueux de l'environnement a été un élément déterminant dans la conception du projet de rénovation, tant du point de vue des possibilités nouvelles offertes aux résidents locaux que du point de vue de la pérennité financière du bâtiment une fois restauré. Le projet du Fort de Shigar est ainsi le catalyseur d'un vaste programme de réduction de la pauvreté en créant des possibilités directes et indirectes d'emploi, en améliorant la qualité de vie dans les villages situés à proximité du fort et en stimulant les entreprises économiques dans la zone marchande de la ville (Service culturel Aga Khan, Pakistan, 2014).



3.1 CULTURE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

spécialement conçus en faveur de l'autonomisation des femmes par l'artisanat. Au Mali, les participants ont indiqué que l'artisanat était un secteur économique très important pour les populations locales, ainsi que pour le marché du tourisme. Ils ont souligné l'existence de liens étroits entre le patrimoine, le tourisme et le développement local, et conclu que l'artisanat stimulait l'économie locale, parallèlement à la restauration du patrimoine architectural. Ils ont cité l'exemple des médinas de Djenné et de Tombouctou où

des projets de restauration du patrimoine ont notamment redynamisé plusieurs secteurs, comme la poterie, le tissage et les constructions métalliques, et généré des emplois et des revenus indispensables. En outre, les efforts initiaux de restauration financés par des donateurs ont abouti à une augmentation des recettes du tourisme et suscité, à terme, un regain d'intérêt des acteurs locaux pour la sauvegarde du patrimoine et une demande continue de compétences artisanales.

LA CULTURE RENFORCE LE POTENTIEL DE L'INDUSTRIE ARTISANALE À CHIANG MAI (THAÏLANDE)

▪ Artisanat, tourisme et industries artistiques génèrent chaque année plus de 30 000 millions de bahts thaïlandais pour la province où se trouve la ville de Chiang Mai. Ces secteurs représentent une source de revenus et d'emplois très importante pour Chiang Mai et ses habitants. Malgré ses atouts, l'industrie artisanale de Chiang Mai fait face à plusieurs difficultés dues, en grande partie, à un manque d'investissement dans l'innovation et les technologies numériques. Confrontée à une concurrence accrue, liée notamment à l'envahissement du marché par les copies industrielles, à l'évolution des goûts des consommateurs, au renforcement des réglementations sur les marchés cibles et à la durabilité environnementale, le secteur a pris conscience que, pour continuer de croître, il lui fallait se recentrer sur la contribution spécifique de l'originalité culturelle et du savoir-faire artisanal et la valoriser. Dans une économie mondialisée, la préservation de la pertinence des produits et des services passe par une commercialisation plus affinée, conforme aux attentes des consommateurs en termes de différenciation, de singularité, d'innovation et d'augmentation de la valeur ajoutée. Lorsque son potentiel est pleinement exploité, la culture confère à un produit son identité propre et transforme un souvenir en mémoire unique d'un lieu. Le projet « Fabriqué à Chiang Mai » a permis de soutenir l'artisanat de qualité et les artisans spécialisés et de créer une plateforme en ligne pour présenter les produits (British Council, 2014c).



© BritishCouncil

Artisan à Chiang Mai, Thaïlande

COMMENT MESURER LA CONTRIBUTION DE LA CULTURE À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

- Contribution des activités créatives et culturelles au produit intérieur brut (en pourcentage)
- Plus grande équité dans les résultats économiques grâce à la culture (répartition des revenus et de la richesse, réduction de la pauvreté facilitée par le développement de l'économie créative, initiatives économiques pour assurer à la communauté une participation et une jouissance culturelles équitables)
- Nombre de nouvelles entreprises créatives
- Nombre de nouveaux emplois créés dans les industries culturelles et créatives
- Pourcentage d'individus exerçant une profession culturelle et créative au sein de la population totale
- Durabilité renforcée du tourisme culturel (pourcentage de gouvernements nationaux et locaux ayant intégré une « évaluation de l'impact culturel » comme condition préalable dans tous les plans de développement touristique, dépenses touristiques lors des manifestations culturelles, dépenses accessoires directement imputables au tourisme culturel, données relatives au comportement (intérêt des touristes pour la culture locale), interactions culturelles avec la communauté locale, etc.)
- Pourcentage de plans nationaux de développement qui intègrent la culture

3.2 CULTURE ET ÉDUCATION

La section ci-dessous présente une synthèse des contributions reçues sur ce thème dans le cadre des Dialogues sur la culture et le développement pour l'après-2015 qui se sont déroulées au niveau mondial (appel à contributions, discussions en ligne, événements thématiques et finaux) et au niveau national en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Mali, au Maroc et en Serbie.

MESSAGES CLÉS

- **La prise en compte de la culture permet d'atteindre ceux qui sont déscolarisés et d'améliorer la qualité des programmes d'éducation**
- **Placée au cœur de l'éducation, la culture renforce la confiance et encourage le dialogue, en permettant aux jeunes d'être mieux préparés à vivre dans une société multiculturelle**
- **Les expressions culturelles sont essentielles pour le développement global des jeunes et concourent à leur réussite scolaire**
- **La culture et les institutions culturelles sont essentielles pour l'apprentissage informel tout au long de la vie**

La culture peut contribuer efficacement à relever les principaux défis auxquels le secteur de l'éducation reste confronté. Des progrès remarquables ont été accomplis au cours des dernières décennies pour élargir l'accès à l'éducation, en particulier à l'enseignement primaire universel. Il n'en faut pas moins poursuivre les efforts pour continuer à réduire la déscolarisation et pour améliorer la qualité des programmes d'éducation. Grâce à la culture, non seulement l'accès à l'éducation est facilité, mais les programmes d'études, les manuels et les méthodes d'enseignement sont aussi plus proches de la réalité locale. L'intégration de la culture dans l'éducation permet également d'avoir un système éducatif qui est adapté aux besoins du monde contemporain et qui, dans le cadre de systèmes formels, non formels et informels, prépare les individus à vivre au sein d'une société multiculturelle et mondialisée.



© E. Seltzer

Classe d'écoliers à Haïti

■ LA PRISE EN COMPTE DE LA CULTURE PERMET D'ATTEINDRE CEUX QUI SONT DÉSCOLARISÉS ET D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DES PROGRAMMES D'ÉDUCATION

Disposer de politiques, de programmes d'études et de manuels adaptés aux particularités culturelles est important pour lutter contre les inégalités d'accès à l'éducation et atteindre les objectifs de l'enseignement universel. Au Maroc, par exemple, les consultations ont fait état des progrès rapides et des investissements publics massifs réalisés dans l'éducation, qui se sont traduits par une amélioration considérable des infrastructures dans l'ensemble du pays, mais elles ont aussi souligné la difficulté de parvenir à une meilleure qualité de l'enseignement et d'assurer une plus grande égalité d'accès à l'éducation. Les participants ont évoqué le rôle positif que peut jouer la culture pour atteindre ces objectifs, en particulier en ce qui concerne la pertinence des méthodes d'enseignement et du contenu éducatif. La charte nationale de l'éducation prévoit que 30 % des programmes d'études soient consacrés à des sujets traitant de la dimension locale ou régionale, dans le cadre des cours d'histoire, de géographie, de littérature ou d'autres disciplines : il reste à mettre en pratique cet objectif ambitieux. En Équateur, les Dialogues ont insisté sur l'importance de mettre en œuvre des politiques éducatives axées vers une éducation plus inclusive, au niveau national et local.

Partout dans le monde, enseigner à des groupes multiculturels pose des difficultés aux enseignants. Le contenu de l'enseignement est souvent présenté par l'enseignant sous l'angle de sa culture ou de sa religion, et le manque d'enseignants qualifiés constitue un obstacle majeur à différentes formes d'éducation multiculturelle. Dans le cadre des Dialogues au Maroc, la question des méthodes d'enseignement et des qualifications des enseignants a été soulevée. Dans ce pays marqué par de fortes identités régionales, les capacités des enseignants sont parfois un frein à la mise en œuvre d'une politique éducative visant à promouvoir des approches appropriées au contexte local et fondées sur des programmes d'études et des manuels culturellement adaptés.

Adopter des pratiques éducatives novatrices dans lesquelles la communauté au sens large est impliquée peut contribuer à une plus grande diversité dans l'éducation. Les Dialogues ont cité l'exemple de membres de communautés, tels que les parents, l'ensemble des générations, les artistes ou les conteurs, qui ont mis leurs compétences au service de l'éducation, par exemple pour enseigner certains thèmes dans une langue locale, présenter un autre point de vue religieux ou transmettre des traditions culturelles locales. Un participant camerounais a évoqué le cas d'une école qui publie son journal dans trois langues locales. Cette initiative a aussi été l'occasion d'engager un dialogue intergénérationnel pour aider les élèves à développer leurs compétences linguistiques dans la langue locale et pour réunir un contenu pertinent. Ce projet montre qu'il est possible de promouvoir les langues locales et de les utiliser comme vecteur de découverte d'une autre culture, tout en renforçant les liens entre les différentes générations d'une communauté (Matje Mbondo, 2014).

Le patrimoine culturel immatériel fournit des exemples de contenus et de méthodes éducatifs. Les communautés ont, de tout temps, trouvé les moyens de systématiser et de transmettre leurs connaissances, savoir-faire et compétences aux générations futures, en particulier s'agissant de l'environnement naturel et social. Même là où des systèmes d'éducation formelle sont en place, beaucoup de ces connaissances et méthodes traditionnelles de transmission continuent d'être utilisées. Elles recouvrent de multiples disciplines : de la cosmologie à la physique, de la santé à l'utilisation durable des ressources naturelles, de la résolution des conflits et des tensions à la création de la mémoire collective, de l'architecture à la science. Une éducation de qualité pour tous ne doit pas éloigner les jeunes générations de cette ressource précieuse, si fortement liée à leur identité culturelle.

« La sensibilisation et l'expérience culturelles peuvent transformer un enseignant ordinaire en enseignant imaginaire et motivant »

Lycée Ranihat (Inde), 2014

DES AUXILIAIRES D'ENSEIGNEMENT POUR LES MINORITÉS POUR FACILITER L'INTÉGRATION DE LA MINORITÉ ROM EN SERBIE

La Serbie a été pendant longtemps confrontée à la difficulté d'intégrer sa nombreuse communauté rom et de la faire bénéficier des progrès du pays en matière de développement. Grâce à la mise en place d'auxiliaires d'enseignement pour les Roms au jardin d'enfants et à l'école, ces enfants ont reçu un soutien dans leur propre langue et leurs parents ont participé davantage à l'éducation de leurs enfants. En partenariat avec l'OSCE, le ministère serbe de l'Éducation vient d'achever la deuxième phase d'un programme pilote portant sur l'affectation de quelque 180 auxiliaires d'enseignement pour les Roms dans les écoles et les maternelles du pays. De plus, en Serbie, le droit des minorités à recevoir un enseignement dans leur langue maternelle, de l'école maternelle à l'université, est inscrit dans la constitution. En 2011–2012, 203 écoles primaires et 52 lycées ont dispensé des cours dans des langues minoritaires, en majorité pour les Roms. Une analyse récente montre que ces programmes ont eu un énorme impact sur les résultats scolaires des enfants roms et sur leur chance d'accéder à l'enseignement supérieur, à de meilleurs emplois et, à terme, à une meilleure égalité de statut social (Consultations nationales, Serbie, 2014).



Cours de soutien pour des fillettes roms en Serbie



Enseignement en tibétain, Haut Mustang (Népal)

UNE COMMUNAUTÉ IMPLIQUÉE DANS L'ÉDUCATION, DANS LES PALAOS

Le projet d'enseignement dans la langue maternelle mis en place dans les Palaos (îles du Pacifique) est un bon exemple de participation communautaire à l'élaboration de programmes d'études et de matériels pédagogiques plus pertinents. Dans ce pays caractérisé par une grande diversité et une forte identité culturelles, l'objectif a été de concevoir des programmes éducatifs plus sensibles aux spécificités culturelles, pouvant répondre aux besoins éducatifs de sa population. L'implication des parties prenantes à chaque étape du projet a conduit à l'élaboration de cours mieux adaptés au contexte culturel des Palaos et utiles aux générations présentes, mais aussi futures. Le projet a été une réussite, contribuant à créer des matériels pédagogiques en paluan qui intègrent des éléments de son patrimoine immatériel diversifié. Le projet a aussi favorisé le renforcement des liens entre la culture paluane et la langue paluane via l'éducation, de même que l'épanouissement des jeunes talents (Ministère de l'Éducation des Palaos/ UNESCO Apia, 2014).

L'accès à un enseignement multilingue et à un enseignement dans la langue maternelle est la clé d'une éducation inclusive pour tous. Dans un grand nombre de communautés, l'enseignement dans la langue maternelle est valorisé et reconnu comme étant une condition essentielle pour étendre l'accès à l'éducation et les possibilités d'apprentissage. Les Dialogues ont réuni de nombreuses études de cas sur l'instauration de l'enseignement dans la langue maternelle dans différentes régions du monde et souligné les bienfaits

qui en résultent pour les élèves et pour les communautés. Les consultations nationales au Maroc présentent les conclusions d'une enquête nationale selon lesquelles plus de 64 % des personnes interrogées considèrent que leur langue locale n'est pas suffisamment utilisée dans l'enseignement. Les programmes dispensés dans la langue maternelle contribuent souvent à améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'éducation, mais aussi à préserver le patrimoine, les traditions et les langues.

■ **PLACÉE AU CŒUR DE L'ÉDUCATION, LA CULTURE RENFORCE LA CONFIANCE ET ENCOURAGE LE DIALOGUE, EN PERMETTANT AUX JEUNES D'ÊTRE MIEUX PRÉPARÉS À VIVRE DANS UNE SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE**

Pour faire face aux défis du monde contemporain, les stratégies éducatives doivent viser à développer la sensibilité culturelle et à doter les jeunes des compétences qui leur permettront de vivre dans une société multiculturelle, tant sur le plan économique que sur le plan social. Partie intégrante de la vie citoyenne, l'éducation doit favoriser le respect des différences culturelles et sensibiliser à l'importance de lutter contre les stéréotypes, en particulier dans les médias, et être un instrument de tolérance et de paix.

Pour qu'une politique éducative contribue à l'édification de sociétés pacifiques et durables, il est nécessaire de

considérer le contexte culturel dans lequel elle sera appliquée. Dans des sociétés caractérisées par la diversité ethnique, linguistique et religieuse, des approches multiculturelles et interconfessionnelles de l'éducation sont fondamentales. Dans les consultations nationales en Bosnie-Herzégovine, par exemple, l'éducation interculturelle et inclusive est citée comme étant l'une des principales priorités du système éducatif, qui comprend actuellement des écoles mono-ethniques séparées avec une multitude de programmes d'études. De l'avis unanime des participants, inculquer aux jeunes les compétences nécessaires pour s'épanouir dans leur société n'est possible que si les réalités culturelles du pays sont prises en compte dans le système éducatif. Ainsi, les conclusions des consultations font valoir que, pour promouvoir l'entente interculturelle, le pays doit mettre en place des programmes et des initiatives qui intègrent pleinement la diversité culturelle dans les programmes d'études (voir aussi Partie 3.6, Culture, inclusion et réconciliation).

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LE BIAIS DE PROGRAMMES ÉDUCATIFS ENRACINÉS DANS LE CONTEXTE LOCAL À HAWAÏ

■ Une étude de cas réalisée à Hawaï concerne un programme éducatif qui a pour but d'identifier et de relever de nombreux enjeux environnementaux et culturels auxquels est confrontée la communauté de l'île. Le programme d'études s'appuie sur les traditions et la langue locales. Il a été conçu pour lutter contre un climat d'intolérance néfaste à l'éducation et au développement et pour promouvoir l'entente interculturelle, indispensable au développement durable. « La culture, les croyances et les pratiques hawaïennes sont le reflet des forces et des faiblesses du milieu naturel. Les habitants ont appris à composer avec les richesses et les contraintes de leur cadre de vie ... Suite aux changements spectaculaires et rapides survenus dans la population hawaïenne et dans son environnement au cours des 150 dernières années, les habitants actuels de l'île ressentent le besoin légitime de connaître leur histoire et les défis qu'ils ont à relever pour parvenir à un développement durable et assurer la protection et la restauration des sites bio-culturels. » Le programme d'été a permis d'inculquer aux jeunes les compétences techniques requises pour exercer divers métiers, tout en les sensibilisant davantage aux enjeux environnementaux et culturels qui se posent à leur communauté (Lāna'i Culture & Heritage Center/UICN, 2014a).



© Lāna'i HC/S. Tajiri

Hawaï

LES MÉDIAS CULTURELS MODERNES COMME OUTIL POUR REVISITER L'HISTOIRE EN IRLANDE DU NORD

Le projet *Teaching Divided Histories* a pour objet le transfert de connaissances et de savoir-faire entre l'Irlande du Nord et d'autres sociétés touchées par des conflits sur la contribution de l'éducation et de l'apprentissage à l'édification d'une société commune. Exploitant le potentiel de l'image en mouvement et des médias numériques, le projet invite des enseignants du post-primaire à concevoir et expérimenter des programmes éducatifs novateurs au moyen des médias culturels modernes : films, imagerie numérique, animation, albums de bande dessinée et diffusion sur le Web. L'objectif est de faire découvrir aux jeunes des expériences communes de conflit et d'établissement de la paix. Une formation est dispensée aux enseignants et éducateurs pour développer leur créativité et leur esprit critique et leur apprendre à utiliser les technologies de l'image en mouvement et du numérique dans leur classe afin d'engager un dialogue avec leurs élèves sur la question des conflits et des divisions. S'inspirant des bonnes pratiques qui existent dans le domaine international de la gestion de conflits grâce aux réseaux du British Council, le projet aide les enseignants à acquérir la confiance, les compétences et les moyens nécessaires pour étudier en classe les litiges de l'histoire et les conflits identitaires. L'expérience menée en Irlande du Nord ayant été concluante, le projet a été étendu à d'autres régions de conflit, le but étant d'intégrer la construction de la paix dans le système éducatif par le biais des médias culturels et de la créativité. Aujourd'hui développé en Inde, au Liban, au Sierra Leone et en Afrique du Sud, en partenariat avec des écoles, le projet *Teaching Divided Histories* vise à encourager le partage numérique d'actions créatives pour promouvoir l'éducation en faveur de la résolution des conflits (British Council, 2014a).

« À la différence d'autres disciplines ... passer par l'art aide à développer l'esprit critique, forger des attitudes, stimuler la sensibilité et le travail à un niveau totalement différent. »

Consultations nationales, Serbie, 2014

LES EXPRESSIONS CULTURELLES SONT ESSENTIELLES POUR LE DÉVELOPPEMENT GLOBAL DES JEUNES ET CONCOURENT À LEUR RÉUSSITE SCOLAIRE

Un système éducatif de qualité met l'accent sur le potentiel complet de l'enfant, ce qui demande d'intégrer le rôle primordial de la culture et la créativité. L'art, la musique, la danse et le théâtre, tout comme le sport, sont essentiels pour le développement global de l'enfant. Un système éducatif qui stimule la créativité et l'expression personnelle a donc plus de chance de former et de préparer les jeunes à la dure réalité économique qui les attend. Les consultations nationales en Équateur ont fait ressortir l'importance cruciale de créer et de promouvoir des espaces propices au développement de la créativité des jeunes et, par conséquent, de proposer une éducation artistique et d'intégrer la créativité et d'autres thèmes liés à la culture dans le système éducatif.

Les expressions culturelles sont capables de briser les barrières en termes d'accès à l'éducation, contribuant ainsi à une plus grande inclusion sociale. Les Dialogues ont fourni des exemples qui montrent que les expressions culturelles peuvent contribuer à des cadres scolaires plus inclusifs. Les expressions créatives sont une façon d'ouvrir le dialogue entre les élèves et leurs familles, et les projets créatifs encouragent la participation des membres de la famille et de la communauté au sens large aux projets scolaires, par exemple à l'occasion des fêtes scolaires, des expositions, etc. L'art et la créativité offrent de multiples occasions de solliciter une participation plus active des parents à l'éducation et de leur faire découvrir les aptitudes de leur enfant. L'impact sur la scolarisation des filles a été démontré. Les études conduites au Maroc ont insisté sur l'importance de développer l'esprit artistique et créatif des jeunes pour favoriser leur développement personnel et leur inclusion dans la communauté.

« Je dois absolument aller à l'école. Par le chant et la danse, on nous apprend que l'école est un droit et que notre avenir en dépend. »

Noondoye Sung, écolier de 12 ans (Tanzanie)



Modèle d'école alternative au Kenya

AMÉLIORER L'ACCÈS DES FILLES À L'ÉDUCATION PAR LA MUSIQUE ET LA DANSE EN TANZANIE ■ Un projet a été mené auprès des communautés Massaïs vivant dans la zone de conservation du Ngorongoro, en Tanzanie, pour améliorer la scolarisation, le maintien et la réussite des filles à l'école primaire. Le projet utilise les formes traditionnelles de communication, c'est-à-dire le chant, la danse et le théâtre, pour sensibiliser les communautés à l'éducation des filles et faire évoluer les comportements. Ce projet a eu un grand retentissement lors des réunions des gouvernements du village, des conseils de village et des comités scolaires, ainsi que lors des cérémonies de remise des diplômes et des journées de rencontre avec les parents, suscitant par la suite un regain d'intérêt pour l'inscription des filles, leur scolarisation et leurs résultats scolaires. Il illustre l'efficacité de stratégies éducatives conçues en adéquation optimale avec les cultures, contextes et besoins locaux pour renforcer la cohésion des sociétés. À la lumière des enseignements de cette étude de cas, il apparaît indispensable d'utiliser les expressions culturelles pour stimuler le dialogue dans le cadre d'une gouvernance participative associant les parents, les comités scolaires et les gouvernements de village (Pastoral Women's Council, 2014).

Les valeurs culturelles influent sur le mode de vie et de comportement de l'individu et sont, par conséquent, au cœur de l'éducation pour le développement durable. La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005–2014) a montré que la prise en compte de la diversité culturelle et du dialogue interculturel dans les systèmes éducatifs favorise l'épanouissement des talents et encourage la pensée créative et critique. Elle influe aussi sur les valeurs et les comportements. Lorsqu'elles sont intégrées dans les stratégies éducatives et qu'elles placent la diversité au centre d'une approche ancrée dans le respect des droits de l'homme, les initiatives culturelles contribuent puissamment à la confiance et à l'entente mutuelle entre des communautés multiculturelles.

Les conclusions des consultations nationales en Équateur font ressortir que le mode d'apprentissage et de transmission des connaissances varie selon l'origine et l'environnement culturel de l'individu et qu'il importe d'en tenir compte. Les stratégies éducatives qui sont adaptées à la réalité culturelle locale ont plus de chances d'être efficaces et d'améliorer de façon significative la qualité de l'éducation.

La sensibilisation à la culture ouvre de multiples possibilités de développer d'autres modèles éducatifs, en particulier pour les enfants et les communautés qui ont difficilement accès aux systèmes d'éducation formelle. Les consultations nationales au Maroc ont évoqué l'existence d'un système d'éducation informelle, plus spécialement conçu pour les régions rurales ou isolées où les structures d'éducation formelle doivent être compatibles avec les efforts quotidiens déployés par les familles pour préserver leur mode de vie et où la pauvreté est souvent un frein à la scolarisation des enfants. C'est le cas par exemple des communautés nomades. De par le mode de vie de leur famille, les enfants n'ont pas la possibilité de suivre une scolarité classique tout au long de l'année. Pour ce type de communautés, des mécanismes d'apprentissage innovants et spécifiques sont à rechercher. La transmission intergénérationnelle des savoirs qui, aux dires des participants, a reçu de moins en moins d'attention ces dernières années, peut être une solution.

L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE À VANUATU

À Vanuatu, les systèmes traditionnels de régimes fonciers et maritimes, ainsi que les savoirs et pratiques que ces institutions sociales perpétuent, ont été reconnus comme essentiels pour les stratégies de préservation de l'environnement du pays. Mais si le savoir traditionnel est arrivé à jouer un rôle central dans le secteur de l'environnement, la reconnaissance de ce savoir au sein du système éducatif tarde à venir. À l'école, les enfants de Vanuatu continuent à étudier à partir de livres écrits dans des pays lointains et en langues étrangères. Ils apprennent de façon implicite que le savoir que détiennent leurs parents et grands-parents appartient au passé et ne leur sera d'aucune utilité dans leur vie future. Cependant, à la fin de leurs études, la plupart des jeunes retournent dans leurs villages sans grande perspective d'emploi et dépourvus du savoir inestimable dont ils ont besoin pour vivre dans cet environnement. C'est pourquoi un projet pilote a été lancé pour assister Vanuatu dans une réforme des cursus scientifiques afin d'y incorporer des éléments clés du savoir autochtone permettant de mieux préparer les jeunes à leur vie future sur l'archipel. En présentant côte à côte les systèmes de savoir autochtone et scientifique, le projet espère que les jeunes de Vanuatu se sentiront de nouveau fiers de leur patrimoine culturel autochtone, leur créant un espace pour saisir la complexité et la sophistication de leur propre compréhension traditionnelle de l'environnement et leur ouvrant la possibilité de prendre leurs propres décisions en vue d'un avenir durable, utilisant selon leur jugement un savoir local ou scientifique. Dans le même temps, au travers d'une meilleure compréhension du fonctionnement de leur environnement local, la nouvelle approche pédagogique leur permet d'acquérir des compétences plus utiles (UNESCO LINKS, 2014).

■ LA CULTURE ET LES INSTITUTIONS CULTURELLES SONT ESSENTIELLES POUR L'APPRENTISSAGE INFORMEL TOUT AU LONG DE LA VIE



Partout dans le monde, bibliothèques, archives, musées, centres culturels et autres institutions similaires offrent des possibilités d'apprentissage informel tout au long de la vie. Les conclusions des Dialogues révèlent, par exemple, que « les bibliothèques sont un lieu sûr et accessible pour tous ceux qui souhaitent s'épanouir, obtenir une aide appropriée et compléter leurs connaissances », mais aussi que le secteur des musées joue un rôle de plus en plus important dans l'éducation. Aux États-Unis, les musées consacrent chaque année plus de 2 milliards de dollars à des activités pédagogiques, dont 75 % ciblent les enfants de moins de 12 ans (CFM, 2014). Les musées proposent des programmes éducatifs dans des domaines aussi divers que les sciences, la géographie, l'économie, les arts, l'histoire et les sciences sociales, souvent pour répondre aux besoins du programme d'études local. Compte tenu de la difficulté des approches éducatives pour s'adapter à la mondialisation rapide, au multiculturalisme et aux progrès technologiques, le rôle des institutions culturelles en tant que partie intégrante d'un système éducatif plus novateur est plus que jamais essentiel.

Les collections de musées recèlent des trésors inestimables et originaux pour l'apprentissage. Les collections en tous genres, de la navette spatiale aux squelettes de dinosaures en passant par les peintures du XVII^e siècle et les tissus anciens d'Asie, s'ajoutant à l'expertise nécessaire pour étudier et présenter ces collections, peuvent jouer un rôle important dans tous les aspects des programmes d'études.

Mais, pour que les musées contribuent de manière optimale à l'apprentissage tout au long de la vie, ils doivent en faire une de leurs priorités centrales et en garantir l'accès et le bénéfice pour tous, y compris les enfants et les jeunes qui vivent dans la pauvreté et ceux qui sont exclus de l'école ou subissent une autre forme de marginalisation (Bellamy et Oppenheim, 2009). On a longtemps considéré les musées comme un lieu réservé aux privilégiés et aux pays développés. Par leurs approches innovantes qui sortent des sentiers traditionnels de l'art et de l'histoire et par les méthodes de présentation interactive qu'ils utilisent, les musées offrent des programmes mieux adaptés aux besoins de l'éducation, mais aussi aux besoins des pays

en développement, notamment pour atteindre les groupes vulnérables. Grâce aux musées mobiles, il est possible de toucher les communautés isolées et d'étendre l'accès à leurs collections en dehors des grandes villes. Les musées interactifs et le recours aux TIC permettent des modèles plus participatifs et inclusifs en s'ouvrant à un public analphabète ou dans plusieurs langues ; ils permettent aussi de présenter le matériel immatériel.

Les archives et les bibliothèques donnent aux éducateurs, aux élèves et au public un accès aux sources premières et les aident ainsi à développer la pensée critique. L'accès aux sources primaires de l'histoire est un aspect primordial de l'éducation. Les élèves peuvent faire le lien avec le passé et combler l'écart entre le présent et un événement de l'histoire qui leur paraît lointain. En utilisant des documents d'archives dans le cadre scolaire, les élèves apprennent à en faire une lecture critique, à reconnaître le biais historiographique et à interpréter les faits. Les sources primaires sont des outils qui aident les élèves à forger leur propre opinion (Şentürk, 2013). La culture peut ainsi contribuer à développer le sens critique des jeunes et leur inculquer les connaissances et les compétences nécessaires pour porter un regard nuancé sur l'histoire. Cet élément est particulièrement important dans des situations de conflit et de post-conflit où différents récits historiques peuvent circuler et faire obstacle à une paix durable (voir aussi l'étude de cas ci-dessus sur le projet *Teaching Divided Histories* et la Partie 3.6, Culture, inclusion et réconciliation).

LA CONTRIBUTION DES BIBLIOTHÈQUES POUR SURMONTER LA SITUATION APRÈS LE TSUNAMI AU SRI LANKA

Le tsunami, qui a frappé les régions côtières situées au bord de l'Océan Indien en décembre 2004, a fait environ 150 000 victimes et entraîné le déplacement forcé de plus d'un million de personnes. Les bibliothèques ont également été touchées par cette tragédie. Permettre aux lecteurs de retrouver leur bibliothèque peut les aider, à la fois psychologiquement et pratiquement, à affronter l'incertitude et à reprendre une vie normale. Les communautés déplacées sont particulièrement concernées. La motivation première du projet de reconstruire la bibliothèque de l'école Andaragasyaya a été de redonner aux enfants et aux communautés affectées par le tsunami les moyens d'un avenir viable. Les efforts ont d'abord porté sur la rénovation des infrastructures de base. La collection a ensuite été complétée par des matériels de lecture colorés, avec des livres pour enfants, des dictionnaires, des atlas et d'autres supports d'information. Une formation a été

dispensée aux bibliothécaires et, une fois achevés les travaux de rénovation des infrastructures, des cycles de rencontres autour de l'art, la musique et le conte ont été organisés. La bibliothèque a réellement débuté sa mission d'éducation durant cette première étape de la phase opérationnelle du projet, s'employant plus spécialement à aider les jeunes à surmonter le traumatisme de la récente catastrophe subie par leur communauté. Le projet a également renforcé la sensibilisation à l'importance de l'éducation et amélioré la scolarisation des enfants, notamment au travers des activités culturelles. Pour reprendre les propres mots du directeur de l'école : « Grâce aux divers ateliers proposés aux élèves, les parents ont aussi commencé à s'intéresser à l'éducation de leurs enfants. Tout cela était nouveau pour tout le monde. L'école n'avait jamais organisé aucun programme comme celui-là auparavant. Quand il y avait des activités à l'école, les parents venaient regarder debout derrière le mur de la classe les activités et les créations de leurs enfants. Ils n'avaient aucune idée des talents de leurs enfants (IFLA, 2014j).

COMMENT MESURER LA CONTRIBUTION DE LA CULTURE À L'ÉDUCATION

- Pourcentage d'enfants ayant accès à un enseignement dans leur langue maternelle
- Nombre de programmes et de manuels scolaires nationaux qui s'appuient sur les savoirs traditionnels et prennent en compte la diversité culturelle et d'autres éléments locaux
- Nombre de politiques adoptées en vue de renforcer l'enseignement artistique et culturel
- Pourcentage d'heures du programme consacrées à la culture par rapport au nombre total d'heures du programme scolaire
- Pourcentage de cursus de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et de l'enseignement supérieur dans le domaine de la culture
- Nombre d'enfants étudiant les arts/des sujets culturels à l'école
- Pourcentage d'heures d'enseignement consacrées à l'éducation artistique par rapport au nombre total d'heures d'enseignement
- Pourcentage de pays où l'éducation artistique est une composante fondamentale des politiques éducatives
- Pourcentage des dépenses des institutions culturelles consacrées aux activités éducatives.

3.3 CULTURE, ÉGALITÉ DES GENRES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

La section ci-dessous présente une synthèse des contributions reçues sur ce thème dans le cadre des Dialogues sur la culture et le développement pour l'après-2015 qui se sont déroulées au niveau mondial (appel à contributions, discussions en ligne, événements thématiques et finaux) et au niveau national en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Mali, au Maroc et en Serbie.

MESSAGES CLÉS

- **Prendre en compte le contexte culturel et encourager la participation culturelle fait progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes**
- **Par les débouchés économiques qu'elle offre, la culture aide à faire face au défi majeur que pose la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes**
- **La culture renforce la résilience, réduit les vulnérabilités et permet de lutter contre la violence fondée sur le genre**

La culture, en tant que moteur et vecteur du développement durable, peut grandement contribuer à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres. Les plus grandes inégalités et le manque d'opportunités touchent en général les segments les plus vulnérables de la population, notamment les femmes et les filles. Réaliser l'égalité des genres et promouvoir la santé sexuelle et génésique et les droits génésiques occupent une place centrale dans la lutte contre l'extrême pauvreté et la mise en œuvre d'un développement inclusif et équitable. Les attitudes discriminatoires revêtent de nombreuses formes, et les coûts énormes qu'elles entraînent sont assumés par l'ensemble de leurs communautés, mais l'inverse est également vrai : chacun des membres de la communauté au sens large bénéficie de l'égalité des genres, y compris les hommes et les garçons.



Artisans à Sapa, Viet Nam

■ PRENDRE EN COMPTE LE CONTEXTE CULTUREL ET ENCOURAGER LA PARTICIPATION CULTURELLE FAIT PROGRESSER L'ÉGALITÉ DES GENRES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Les cultures, en tant que puissants moteurs et vecteurs de changement social, doivent être au cœur des efforts déployés pour réaliser l'égalité des genres et pour lutter contre toutes les formes de discrimination. La culture contribue ainsi, directement ou indirectement, à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des genres. Les médias, le cinéma et la musique jouent également un rôle capital en faveur de l'égalité des genres, de par le langage qu'ils utilisent et la description qu'ils donnent des relations et des dynamiques de genre qui sont en jeu.

Culture et genre sont à considérer conjointement, car la culture est indissociable des dynamiques de genre et le genre est indissociable de l'expérience socioculturelle. Pour parvenir à une plus grande égalité des genres, il faut que toutes les parties prenantes s'inscrivent et œuvrent dans un contexte socioculturel donné, qui détermine l'expérience des vulnérabilités liées au genre (Eckhoff, discussion en ligne, 2014). Il est dès lors important d'impliquer les meneurs d'opinion et les chefs religieux et communautaires par exemple et d'utiliser diverses formes d'expression culturelle, comme la musique, la danse, le théâtre, l'art, etc.

La connaissance de la dynamique et de la sensibilité culturelles apporte une valeur ajoutée qui aide à comprendre le fonctionnement des individus dans leur contexte social. Les approches de l'égalité des genres sensibles aux particularités culturelles peuvent, en tant que telles, améliorer l'inclusion sociale et l'offre de services

premiers. Elles ne permettent pas véritablement d'accéder à des services premiers, mais elles peuvent faire en sorte que la vulnérabilité des femmes et des filles à de multiples niveaux soit reconnue et que des mesures soient prises pour y remédier. Par exemple, au moment de définir les modalités de mise en œuvre de mesures favorisant l'accès et le recours à la contraception dans un cadre légal, il est nécessaire de considérer et de prendre dûment en compte les barrières socioculturelles que les femmes doivent parfois affronter. Il apparaît que les approches culturelles de l'égalité des genres aboutissent à des campagnes de sensibilisation plus fructueuses et induisent des changements de comportement sans être un facteur de tension. De même, des initiatives culturelles où les hommes et les garçons sont impliqués dans l'objectif d'autonomisation des femmes sont particulièrement efficaces (Eckhoff, discussion en ligne, 2014). Connaître les dynamiques culturelles apporte une valeur ajoutée qui aide à comprendre le fonctionnement des individus dans leur contexte social.

L'égalité d'accès et de participation des hommes et des femmes à la vie culturelle est essentielle pour bâtir des sociétés équitables. En tant que citoyennes actives au cœur de la vie culturelle, les femmes jouent un rôle primordial dans le développement communautaire et l'inclusion sociale. À ce titre, elles apportent une contribution essentielle à la lutte contre la violence fondée sur le genre grâce à des activités culturelles, des actions novatrices et culturellement adaptées, dans tous les domaines de développement. Les Dialogues préconisent d'élaborer des politiques ciblées en faveur de la participation des femmes à la vie culturelle. Il est, par exemple, possible de concevoir des stratégies de développement qui intègrent de plus en plus la dimension culturelle pour contester et transformer les normes qui entravent l'égalité des genres.

« Il est temps de changer de perspective sur l'égalité des hommes et des femmes à bénéficier de leurs droits culturels. Plutôt que de voir la culture comme un obstacle aux droits des femmes, il faut leur en garantir l'accès »

Farida Shaheed, Rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels (UNESCO, 2014)

LA POLITIQUE PUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR INTÈGRE LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

Créé par décret constitutionnel en février 2007, le ministère équatorien de la coordination du patrimoine (MCP) est chargé de coordonner les politiques et les mesures conduites par des institutions comme le ministère de la Culture, le ministère des Sports, le ministère de l'Environnement, le Secrétariat aux populations et à la participation citoyenne et l'Institut national du patrimoine culturel. Par son intermédiaire, le secteur public adapte sa structure à une nouvelle forme de gestion interinstitutionnelle intégrant les concepts de diversité ethnique, de culture et de genre. Dans ce contexte, la politique de promotion de l'égalité des genres et de l'approche interculturelle vise à éliminer le racisme et l'exclusion ethnique et sexiste qui, s'ajoutant aux injustices sociales, privent de toutes perspectives les groupes minoritaires (notamment les populations autochtones, afro-équatoriennes rurales et métisses). Cette politique publique est le fruit d'un processus participatif engagé par de nombreuses institutions gouvernementales. Pionnière en Amérique latine, cette politique prend aussi en compte les revendications

formulées par des femmes issues de différentes nationalités et des populations autochtones de l'Équateur. Sur la base d'une vaste documentation bibliographique faisant ressortir de profondes inégalités, en particulier parmi les femmes d'ascendance autochtone ou afro-équatorienne, ainsi que travaillant dans de petites exploitations agricoles et conformément aux orientations du Plan national pour le bien-être, 2009–2013, qui appelle à bâtir une société ouverte à la diversité, inclusive, égalitaire et solidaire, la mise en œuvre de la politique sectorielle de promotion de l'égalité des genres et de l'approche interculturelle a été analysée, débattue et adoptée par les autorités nationales. L'un des éléments les plus importants de cette politique est l'intégration des dimensions de genre et d'interculturalité, de même que la reconnaissance des conditions de vie des personnes issues des groupes ethniques les plus défavorisés du pays et la volonté de les améliorer. Les programmes et activités s'inscrivant dans le cadre de cette politique devront désormais traiter ensemble la question du genre et celle de l'interculturalité et axer en priorité les efforts sur les populations minoritaires et marginalisées de l'Équateur (F-OMD Équateur, 2013).



État plurinational de Bolivie

DES APPROCHES CULTURELLES DE LA PLANIFICATION FAMILIALE EN RDP LAO

▪ L'accès aux services de planification familiale en RDP lao repose sur des approches participatives et sensibles aux valeurs culturelles qui favorisent l'autonomie des femmes et l'équilibre relationnel entre les hommes et les femmes au sein de la famille. Dans un pays qui compte quarante-neuf groupes culturels et ethniques différents, où la majorité des familles vivent en milieu rural et dans des régions montagneuses isolées, un tiers des femmes mariées laotiennes ne veulent plus tomber enceintes, mais n'ont pas accès aux méthodes modernes de contraception. Il était donc urgent de mettre en place des services locaux de planification familiale culturellement adaptés. Une approche participative a été adoptée pour dispenser à des villageois peu qualifiés une formation à la planification familiale. Aspect capital de cette approche, ces agents de santé locaux nouvellement formés font partie de la communauté locale, connaissent la dynamique culturelle locale, sont issus des diverses minorités ethniques et,

par conséquent, en parlent la langue et en respectent la culture, les valeurs, les croyances et les pratiques. Ils vont de village en village, souvent après avoir marché plusieurs heures, pour rencontrer les adolescents, les jeunes et les couples et discuter de leurs besoins et de leurs attentes concernant la contraception et le nombre d'enfants souhaité. Ils les rencontrent chez eux ou lors de sessions individuelles ou collectives, puis au cours de visites régulières. L'accès aux moyens de contraception moderne et aux services de planification familiale au titre d'une approche sensible aux valeurs culturelles contribue à l'autonomisation d'un plus grand nombre de femmes, mais profite aussi à un plus grand nombre de familles. Une femme exprime son soulagement à l'idée de ne plus avoir d'autres bébés et de pouvoir se consacrer à ses cinq enfants. La prise en compte du contexte culturel favorise aussi la pérennité des programmes de planification familiale, l'autonomisation des femmes à plus long terme et l'instauration de relations équitables entre les hommes et les femmes (FNUAP RDP lao, 2012).



En RDP lao, une approche locale et sensible aux valeurs culturelles de la planification familiale

© UNFPA RDP lao

LA RECONNAISSANCE DU RÔLE DES FEMMES DANS LA GESTION ET LA CONSERVATION DU PATRIMOINE EN OUGANDA

En tant que lieu de sépulture des quatre Kabakas précédents (dirigeants) du Royaume du Buganda, les tombes de Kasubi représentent un centre spirituel renommé pour les Baganda et sont inscrites au patrimoine mondial. Les rituels liés à leur culture sont souvent effectués sur ce site, fréquenté par de nombreux hommes et femmes pratiquant la médecine qui viennent y consulter les esprits des Kabaka afin d'obtenir une bénédiction pour leurs activités. En tant que protectrices et gardiennes de ce site, les femmes ont été reconnues pour leur rôle essentiel dans la signification spirituelle, la conservation et la gestion du site. Les tombes de Kasubi sont placées sous la tutelle générale de la *Nalinya*, sœur tutélaire du roi des Baganda et gardienne spirituelle du lieu. La gestion de ce site du patrimoine est restée sous la responsabilité du royaume du Buganda, à savoir les veuves Kabaka, gardes et couvreurs. Les femmes sont responsables de la transmission de l'histoire et des valeurs spirituelles des tombes et pratiquent pour ce faire des rituels

en veillant au respect des traditions. La plupart de l'année, elles vivent au sein de leurs communautés, mais il leur arrive d'assumer leurs rôles sur place comme les veuves Kabaka. Bien que ces fonctions spirituelles et de gestion pour lesquelles elles sont spécifiquement nommées soient considérées comme d'une grande importance sociale et culturelle, les femmes ne reçoivent aucune rémunération financière. Cette responsabilité leur impose aussi d'habiter à proximité du site et leurs activités agricoles ou artisanales ne leur procurent qu'un très faible revenu. Les projets de gestion du site reconnaissent pleinement la contribution de ces femmes à la sauvegarde du patrimoine, matériel et immatériel, que représentent les tombes de Kasubi et prévoient d'améliorer leurs moyens de subsistance et leurs conditions de vie sur le site. Les femmes pourraient ainsi conserver le statut social particulier que leur confère leur rôle de gardienne des tombes, tout en ayant la possibilité de développer leurs moyens de subsistance. Les générations futures de filles pourraient, à leur tour, assumer la responsabilité de ces fonctions traditionnelles (UNESCO, 2014).



© CRAterre/S. Morisset

Tombes de Kasubi, Ouganda

Pôles de l'apprentissage informel tout au long de la vie, les institutions culturelles jouent un rôle important dans la compréhension des dynamiques de genre. En 2011, le Viet Nam a effectué une analyse de genre portant sur les musées, incluant le contenu des expositions, les politiques en matière de personnel et les visiteurs (UNESCO, 2014). L'analyse du contenu des expositions a révélé une dichotomie dans les représentations hommes/femmes. Les femmes étaient souvent représentées comme victimes de guerre, dans des contextes traditionnels, portant un habillement traditionnel et participant à des activités agricoles et, en tant que mères, au foyer et dans les zones rurales. Les hommes, en revanche, étaient principalement dépeints dans les espaces urbains, portant des vêtements modernes, comme des membres actifs de la société moderne ou comme incarnations du soldat héroïque. Cette tendance à sous-représenter et, parfois, exclure les femmes de l'interprétation du patrimoine va à l'encontre du pluralisme des récits historiques et sape la contribution des femmes à l'histoire et au patrimoine et leur reconnaissance dans ces deux domaines. Aussi est-il essentiel que des institutions, comme les musées, les centres culturels, les cinémas et les théâtres qui, tous, touchent des groupes communautaires nombreux, veillent à une représentation plus équilibrée des genres. De par le rôle qu'elles jouent dans l'apprentissage informel, ces institutions délivrent un contenu qui, s'il est approprié, peut contribuer à corriger le déséquilibre entre les genres et à promouvoir l'autonomisation des femmes.

Il est essentiel d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes du droit à participer à la vie culturelle de façon à permettre à tous de s'approprier le patrimoine de son choix et de l'interpréter selon ses critères. La possibilité pour les individus et les communautés de prendre part aux décisions concernant leur patrimoine, sa conservation, sa sauvegarde et sa gestion est souvent marquée par une grille de lecture fondée sur le genre. Cela implique également que l'individu a le droit de choisir son patrimoine. Assurer la participation et la prise de décisions des femmes sur les questions de patrimoine par le biais d'une approche contextuelle et multipartite a été bénéfique pour l'action sexospécifique. Le fossé existant entre les femmes et les hommes tant en termes de choix que de voix dans le domaine patrimonial affecte son rôle au sein de la communauté, de même que sa gestion et sa représentation. Farida Shaheed, Rapporteuse spéciale des Nations Unies dans le domaine des droits culturels, déclare dans le rapport intitulé *Égalité des genres, patrimoine et créativité* : « Les droits culturels doivent aussi être appréhendés à partir de leur relation avec les détenteurs du pouvoir au sein de la communauté, c'est-à-dire ceux qui définissent l'identité collective ... et les avis concernant les éléments essentiels

à la culture de cette même communauté peuvent être multiples. Il est impératif de garantir que tous les membres d'une communauté représentant les désirs et les points de vue de divers groupes, soient entendus sans discrimination » (UNESCO, 2014).

■ **PAR LES DÉBOUCHÉS ÉCONOMIQUES QU'ELLE OFFRE, LA CULTURE AIDE À FAIRE FACE AU DÉFI MAJEUR QUE POSE LA RÉALISATION DE L'ÉGALITÉ DES GENRES ET DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES**

Si l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'autonomisation économique demeure très marqué, que ce soit dans les pays développés ou dans les pays en développement, en ville ou en milieu rural, la culture offre aux femmes de nombreuses possibilités de générer des revenus. Les femmes en acquièrent une plus grande indépendance qui se répercute sur les relations homme-femme au sein des familles et des communautés. Selon UN Women (2014), au niveau mondial, seulement quatre travailleurs sur dix sont des femmes, et les inégalités de salaire sont importantes puisque, en moyenne, dans le monde, le salaire des femmes atteint 70 à 90 % de celui des hommes. Le sexe et l'appartenance ethnique sont responsables d'écart salarial particulièrement importants pour les femmes appartenant à des minorités. Aux États-Unis, au cours du premier trimestre 2012, les femmes hispaniques gagnaient en moyenne 90 % du salaire des hommes hispaniques, mais seulement 60 % du salaire des hommes blancs. Pourtant, en 2010, les femmes représentaient 43 % de la main d'œuvre agricole dans les pays en développement. En 2011, 50,5 % des femmes actives dans le monde occupaient un emploi précaire, et les participants notent qu'elles sont plus vulnérables et marginalisées en cas de mauvaises récoltes ou de catastrophes environnementales. S'appuyant sur des exemples positifs tirés du secteur culturel et d'approches sensibles aux particularités culturelles, les conclusions des Dialogues indiquent que l'autonomie financière et économique des femmes est un formidable atout pour l'édification de sociétés dynamiques et résilientes (Fondation du patrimoine du Pakistan, 2014b).

Le renforcement des liens entre les activités et pratiques culturelles et l'économie apporte aux femmes de meilleures possibilités d'emploi et de création d'entreprise et leur confère une plus large autonomie et un moyen d'améliorer leurs conditions de vie. L'émancipation économique rendue possible par la culture permet aux femmes d'améliorer leur logement, de gérer le budget du ménage, de résister aux

pressions qu'elles subissent en faveur d'un mariage précoce, de différer une grossesse, d'accroître leur autonomie et de s'investir davantage dans leur santé et leur éducation comme dans celles de leurs enfants.

L'ARTISANAT FÉMININ ASSOCIATIF EN CHINE, UN POTENTIEL DE RESSOURCES ÉCONOMIQUES POUR LES FEMMES ET LES FILLES

Très féminisé, le secteur artistique et artisanal en Chine connaît un essor rapide, stimulé par le développement d'un tourisme de masse propice à l'envahissement du marché par des copies réalisées à bas prix. Comme ce secteur n'est en général pas structuré en associations, les artisans ne disposent d'aucune aide pour renforcer leurs compétences commerciales et accroître leur potentiel de création de revenus. Pour y remédier, un projet de formation et d'information sur la production artisanale a été mis en œuvre. Des actions ont été menées en coopération avec les acteurs nationaux pour permettre aux artisans de présenter leurs produits à des expositions nationales, de participer à des foires commerciales ou de se faire connaître par des articles publiés dans des revues internationales de mode. La création d'associations et de petites et moyennes entreprises (PME) a également conféré aux participants une plus grande visibilité. L'histoire de Mme Yang A'ni, chef d'entreprise et membre de la communauté minoritaire Mia, témoigne du succès de l'initiative. Elle s'est lancée dans la vente de broderies en 2005, avant de créer sa propre entreprise en 2008. Après avoir suivi une formation, elle a mis en pratique ses nouvelles compétences pour développer son commerce et aider d'autres femmes de la région. Grâce au soutien du projet, elle a fondé une association de broderie qui a attiré 103 femmes de petits villages voisins. Les collègues de Mme A'ni ont tiré profit de ses compétences commerciales, et le groupe a pu consolider sa position pour accéder aux marchés et accepter des commandes plus importantes, tout en maintenant la qualité des broderies faites main, l'un des meilleurs atouts pour affronter la concurrence de la production en série. Les produits de l'association ont été exposés à l'exposition de Shanghai en 2010, et une vingtaine de femmes, membres de l'association, ont confectionné des costumes pour le nouvel an Miao en 2010 (F-OMD Chine, 2013).

Les débouchés économiques qu'offre le secteur de la culture permettent aux femmes de gagner du terrain dans d'autres domaines, comme l'éducation. Les Dialogues au Maroc ont mis en évidence les progrès remarquables accomplis dans le domaine de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Avec un taux de scolarisation de 89 % dans l'enseignement primaire et de 90 % dans l'enseignement supérieur, l'éducation des filles est un succès. Cependant, la place effective des femmes sur le lieu de travail demeure insuffisante et, les débouchés économiques restant limités, l'intérêt porté à l'éducation stagne. Avec un quart des actifs seulement et un taux de participation trois fois plus faible que celui des hommes, les femmes sont encore largement sous-représentées dans la sphère économique. En Bosnie-Herzégovine, les participants ont aussi évoqué la persistance de la répartition traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes dans la société contemporaine, en défaveur des femmes. Cependant, tous les Dialogues fournissent des exemples de réussite montrant que le secteur des industries culturelles et créatives a permis aux filles de poursuivre leurs études et leur carrière professionnelle. Les participants ont cité plusieurs initiatives économiques, dont la création de coopératives qui a largement contribué à renforcer l'autonomie des femmes et améliorer leur statut socioéconomique.

« Grâce aux revenus réguliers générés par le tissage, les femmes et leurs familles ont pu améliorer leur logement, acheter du bétail, payer les frais de scolarité, acheter des uniformes [scolaires], et même envoyer leurs enfants à l'université. »

Women in Business Development Incorporation/UNESCO Apia, 2014

L'AUTONOMISATION DES FEMMES PAR L'ARTISANAT, AU SAMOA

▪ L'association Women in Business Development Incorporation au Samoa a lancé, en 1997, un projet de coopération avec les tisserandes dans le but de faire renaître la tradition du tissage des nattes fines, les *ie sae*. Le succès du projet a d'abord permis de prendre conscience de l'impact du revenu des femmes sur leur rôle au sein de leurs familles et du risque qu'elles arrêtaient leur activité économique. Des solutions ont donc été recherchées pour articuler de façon plus harmonieuse l'amélioration des perspectives économiques et le contexte culturel local et promouvoir ainsi l'autonomisation économique des femmes. L'une d'elles a été d'instaurer des horaires de travail flexibles

pendant la période de tissage afin que les tisserandes aient aussi du temps disponible pour leurs familles. Par ailleurs, l'organisation a progressivement ouvert sa formation aux maris des tisserandes pour les sensibiliser à la valeur des nattes fines et à la nécessité de planter et cultiver le pandanus, tâche traditionnellement dévolue aux hommes. Plus impliqués dans cette activité artisanale productrice de revenus, les hommes ont également mieux perçus les changements qui en résultaient dans le foyer. L'activité de tissage est devenue une entreprise familiale. Les salaires des femmes étant investis dans la famille et le ménage, le projet a été bénéfique à l'ensemble de la communauté (Women in Business Development Incorporation/UNESCO Apia, 2014).



Confection artisanale de nattes fines à Samoa

© UNESCO/A. Takahashi

PRODUCTION D'HUILE D'ARGAN ET TISSAGE : DES PROJETS QUI ÈLÈVENT LE STATUT SOCIAL DES FEMMES RURALES AU MAROC

▪ Dans la région d'Essaouira et d'Agadir, au Maroc, le savoir-faire lié à la production d'huile d'argan a permis à des femmes, individuellement ou au sein de coopératives, de gagner un revenu et de contribuer au budget familial. Un autre exemple de projet similaire est celui de la coopérative féminine de tissage traditionnel de Tighmert, commune rurale du sud du Maroc, qui a reçu le prix 2014 de la meilleure coopérative nationale. Selon son président, la clé du succès de son projet a été de créer une coopérative fondée sur la culture et les compétences traditionnelles dans un milieu rural qui était privé de moyens de subsistance, mais où un grand nombre de filles sont revenues s'installer à l'issue de leurs études supérieures (Consultations nationales, Maroc, 2014).



Tissage traditionnel au Maroc

Dans le secteur culturel et créatif, les modèles économiques conçus en tenant compte du contexte social, culturel et sexo-spécifique ouvrent aux femmes de vastes perspectives d'emploi et de création d'entreprises. Les participants notent que les systèmes de paiement mis en place pour certaines initiatives de développement, comme les marchés ou les centres artisanaux, assurent aux femmes un salaire régulier sur des périodes de production plus longues, tout en tenant compte de leurs responsabilités familiales et domestiques. Reconnaisant le rôle des femmes dans la perpétuation des traditions communautaires et l'innovation, certains centres leur dispensent une formation de formateurs et proposent des projets d'autonomisation et des cours sur des thèmes variés, dont la finance ou le contrôle de la qualité.

L'ARTISANAT, FACTEUR D'AUTONOMISATION DES FEMMES AU ZIMBABWE

▪ Un centre d'artisanat a été créé dans la région de Binga au Zimbabwe. Les Tonga, groupe minoritaire de la région, sont renommés pour leur savoir-faire artisanal : vannerie pour les femmes, sculpture sur bois pour les hommes. Les motifs entrelacés de vannerie s'inspirent de la spiritualité de cette communauté et de son cadre de vie naturel. Auparavant, les femmes Tonga se heurtaient à de multiples difficultés, notamment l'absence d'accès direct aux marchés locaux. Le Centre d'artisanat de Binga leur sert aujourd'hui d'espace commercial, même lorsqu'elles habitent dans des régions éloignées. Grâce à ce lieu central de vente et de distribution, elles n'ont plus de souci pour vendre et commercialiser leurs articles de vannerie. Le projet a permis aux femmes de devenir actrices de leur développement et d'être plus indépendantes (Hadebe, 2014).

■ LA CULTURE RENFORCE LA RÉSILIENCE, RÉDUIT LES VULNÉRABILITÉS ET PERMET DE LUTTER CONTRE LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE

La culture, y compris les expressions culturelles, est l'un des principaux outils de lutte et de prévention contre la violence fondée sur le genre et peut apporter une aide à ceux qui ont vécu des expériences traumatisantes. Les situations d'urgence, de conflit et de catastrophe favorisent l'exacerbation des vulnérabilités et de la marginalisation des femmes et des filles. Selon une étude internationale effectuée en 2013, la violence fondée sur le genre touche environ 35 % de femmes dans le monde. Des études nationales vont jusqu'à citer le chiffre de 70 %. Dans maintes régions en proie à des conflits violents, la violence fondée sur le genre et le viol sont une tactique endémique. D'après des estimations prudentes, entre 20 000 et 50 000 femmes ont été violées durant la guerre 1992-1995 en Bosnie-Herzégovine, et entre 250 000 et 500 000 femmes et filles ont subi le même sort lors du génocide rwandais de 1994 (UN Women, n.d.). Les Dialogues ont montré que la culture offre des réponses particulièrement pertinentes et efficaces pour éliminer et prévenir la violence fondée sur le genre et pour aider les femmes, les filles et leurs communautés à surmonter leur traumatisme.

La participation des femmes à la culture et les approches sensibles aux valeurs culturelles conduisent à un meilleur équilibre relationnel entre les hommes et les femmes, réduisent les vulnérabilités et luttent contre la violence fondée sur le genre. Les initiatives de développement qui ciblent et favorisent la participation des femmes à la culture renforcent leur résilience comme celle de leur famille et de leur communauté. Les participants indiquent par exemple que les hommes reconnaissent et soutiennent les activités culturelles et créatives réalisées par les femmes, ainsi que les revenus qu'elles en tirent, ce qui conduit à une réorganisation de la répartition des tâches dans le ménage. Les réalisations des femmes encouragent également leurs maris à prendre part à des activités artisanales complémentaires ou à d'autres activités productives. Le prestige des femmes et le respect que leur témoigne leur communauté en sont renforcés et se traduisent parfois par une diminution des cas de violence fondée sur le genre.

Les expressions culturelles répondent à des besoins sociaux importants tant pour les individus que pour la communauté au sens large. Les expressions culturelles sont parfois utilisées par les femmes et les filles comme un moyen d'expression ou qui leur confère un statut social. Cet aspect est particulièrement important dans des contextes où les femmes n'ont pas droit à la parole dans l'espace public ou sont victimes de discrimination. La culture et les formes culturelles traditionnelles sont alors souvent le seul instrument d'expression admis, permettant par ce biais de recourir aux normes culturelles pour induire des changements de comportement et promouvoir l'égalité des genres (UNESCO Etxea, discussion en ligne, 2014).

La sensibilité culturelle peut révéler des dynamiques de genre et d'autres inégalités qui sont inscrites dans la vie culturelle elle-même, devenant alors un moyen de sensibiliser et de mobiliser les communautés en faveur de leur pleine participation et du changement social. Le chant, la danse, le théâtre, les arts visuels, le patrimoine et la poésie font partie des activités de la vie culturelle. Les participants notent que ces activités sont un moyen de sensibilisation locale à la violence fondée sur le genre, aux pratiques néfastes et aux autres formes de discrimination. En outre, les femmes et les filles qui participent à la vie et aux activités culturelles peuvent acquérir des compétences précieuses et prendre une part plus grande à la société civile et à la consolidation de la paix. Les communautés ont ainsi la possibilité d'engager le dialogue dans d'autres domaines, ce qui peut avoir des retombées positives, par exemple en leur faisant prendre conscience que la violence fondée sur le genre est un problème répandu.

La culture fournit aussi des outils appropriés et novateurs pour mobiliser les hommes et les garçons en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Les participants ont noté que l'engagement de tous les professionnels de référence du secteur culturel et la prise en compte de leurs valeurs culturelles, comme la religion, la foi et les croyances, dans un dialogue ouvert et participatif sont nécessaires pour définir des approches appropriées, culturellement sensibles et sexotransformatrices. Les initiatives qui renforcent l'appropriation intergénérationnelle au sein de communautés peuvent par exemple cibler efficacement les jeunes. La formation des chefs religieux et communautaires en matière de réinterprétation de textes religieux et de sensibilisation des futurs maris et pères (jeunes hommes et garçons) et de leurs parents est un exemple de stratégie de lutte contre la violence utilisée en Arménie (Fondation Armenia Round Table, 2014).



© British Council/F. Mamea

Îles Salomon, le projet Stages of Change

LE THÉÂTRE, INSTRUMENT DE SENSIBILISATION ET DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES DANS LES ÎLES SALOMON

Des études indiquent une forte prévalence des violences faites aux femmes dans les Îles Salomon. Selon le gouvernement de ce pays, 64 % des femmes âgées de 15 à 49 ans déclarent être victimes d'actes de violence physique ou sexuelle de la part de leur partenaire intime. Pour les femmes victimes de violence familiale, parler est toujours très difficile. Le projet *Stages of Change* utilise l'expression culturelle pour libérer la parole de ces femmes. Premier du genre dans les Îles Salomon, le projet agit au niveau local et entend, par le biais du théâtre, lutter contre la violence à l'égard des femmes et renforcer la participation des femmes à la société civile et à la consolidation de la paix. L'objectif est d'enseigner les techniques théâtrales aux femmes et de créer un espace d'expression créative pour responsabiliser et sensibiliser les communautés et, à terme, mettre fin à la violence à l'égard des femmes. Outre des ateliers de théâtre et des programmes d'écriture de scénarios radiophoniques, le projet comprend une célébration du leadership des femmes. Combinant théâtre contemporain et théâtre traditionnel, contes et écriture créative, les costumes et les danses rappellent aux spectateurs le pouvoir et l'importance des femmes dans la société (British Council, 2014e).

L'AUTONOMISATION PAR LE CONTE EN ÉGYPTE, EN AFGHANISTAN ET EN IRAN

La tradition orale du conte dans de nombreux pays arabes a donné aux femmes une voix dans l'espace public qui leur était par ailleurs refusée. Le travail du Forum Femmes et Mémoire (WMF) en Égypte y apporte une touche intéressante, par la production et la diffusion d'histoires et de contes de fées qui intègrent les problématiques de genre en cherchant à contester les représentations courantes des femmes et à les émanciper à travers des modèles positifs et des rôles actifs. En Afghanistan, les *landays* (forme de poésie orale pratiquée par les femmes pachtounes) sont un exemple de manifestation culturelle traditionnelle qui offre à celles qui le pratiquent (principalement analphabètes) un exutoire et un moyen d'expression dont elles ont grand besoin, ainsi que d'autres avantages sociaux. En Iran, le Naqqali, contes en vers ou en prose accompagnés de gestes et de mouvements spéciaux, est une forme d'expression très répandue dans la société contemporaine. Ces prestations, traditionnellement pratiquées par les femmes, ont pris de l'ampleur, car les chanteuses et danseuses iraniennes ne peuvent pas se représenter publiquement dans l'Iran moderne. Le Naqqali donne aux femmes qui n'ont généralement pas accès à la sphère publique un statut social en tant que dépositaires de la littérature et de la culture persanes (UNESCO, 2014).



© F. Habibzad

Fateme Habibzad (Gord Afarid) et Morshed Torabi dans sa maison au cours d'une rencontre de formation

COMMENT MESURER LA CONTRIBUTION DE LA CULTURE À L'ÉGALITÉ DES GENRES ET À L'AUTONOMISATION DES FEMMES

- Pourcentage de filles et de femmes ayant accès à des activités culturelles
- Nombre de filles et de femmes participant à des activités artistiques et culturelles
- Pourcentage de femmes tirant un revenu d'un emploi dans le secteur culturel et créatif
- Pourcentage de sites du patrimoine, d'expositions ou d'autres manifestations culturelles et éducatives qui projettent une image positive, active et visible du rôle des femmes
- Nombre d'initiatives qui encouragent l'accès des femmes et des filles à l'information, aux médias, à l'Internet et aux médias sociaux
- Nombre de pays qui recueillent et diffusent des données ventilées par sexe concernant le secteur culturel
- Nombre de pays qui garantissent l'égalité d'accès à la vie culturelle en application complète des instruments relatifs aux droits de l'homme approuvés au niveau international et via l'introduction d'activités de renforcement des capacités afin d'élargir les horizons créatifs des femmes et des filles
- Nombre de pays qui élaborent et appliquent des politiques et des stratégies de lutte contre les inégalités de genre dans la culture.

3.4 CULTURE, VILLES DURABLES ET URBANISATION

La section ci-dessous présente une synthèse des contributions reçues sur ce thème dans le cadre des Dialogues sur la culture et le développement pour l'après-2015 qui se sont déroulées au niveau mondial (appel à contributions, discussions en ligne, événements thématiques et finaux) et au niveau national en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Mali, au Maroc et en Serbie.

MESSAGES CLÉS

- La culture et la sauvegarde du patrimoine urbain définissent l'identité d'un lieu et développent le sentiment d'appartenance
- Une planification et un développement qui intègrent la culture sont source de nouveaux débouchés économiques et améliorent la qualité de vie dans les espaces en voie d'urbanisation
- La culture transforme les espaces publics en lieux de dialogue et contribue à réduire les inégalités et à favoriser l'inclusion sociale

Plus de la moitié de la population mondiale vit en milieu urbain. Les villes exercent un pouvoir d'attraction particulier : pôles dynamiques de croissance économique, elles sont aussi des lieux d'aspiration à un avenir meilleur. En 2050, près de 70 % de la population de la planète vivra dans des zones urbaines qui accueilleront 3 milliards de nouveaux citoyens. Plus de 90 % de cette expansion urbaine concernera les pays en développement. Assurer la durabilité d'une urbanisation aussi rapide pose déjà des défis majeurs dans le monde entier, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.



Une rue de Calcutta, Inde

■ LA CULTURE ET LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE URBAIN DÉFINISSENT L'IDENTITÉ D'UN LIEU ET DÉVELOPPENT LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Le centre historique d'une ville en fait sa spécificité, lui confère son image de marque et attire les investisseurs et les talents. En général, les villes évoluent avec le temps, conférant à chaque lieu une identité et un patrimoine uniques. Parallèlement, elles cherchent à se moderniser sans perdre totalement leur caractère distinctif et les références historiques qui leur sont propres.

De nombreuses villes sont confrontées à la difficulté d'offrir à leurs habitants des infrastructures modernes, tout en préservant leur patrimoine. L'expansion urbaine allant en s'accroissant, une rivalité s'installe entre les anciens quartiers du centre et les biens du patrimoine et les quartiers (plus) neufs, en termes d'accès aux services et de conditions de vie. Ces lieux de patrimoine offrent aussi aux villes de multiples possibilités de mettre en valeur leur identité exceptionnelle, de se définir et de générer des recettes indispensables. Bien souvent, faute d'encadrement par une politique urbaine, le paysage urbain finit par ressembler à une juxtaposition de démolitions, de constructions nouvelles et de bâtiments rénovés.

La conservation de biens patrimoniaux et la réutilisation adaptée du patrimoine sont une source de continuité et de stabilité qui procure un sentiment d'appartenance, de cohésion, d'identité et de fierté. Les Dialogues mentionnent le rôle primordial du patrimoine pour relever les défis urbains d'aujourd'hui. Ils citent des exemples montrant que l'environnement urbain historique est la clé de la réalisation de villes durables, agréables à vivre et inclusives. Alors que la démolition du patrimoine entraîne une perte du sentiment d'identité, la réutilisation de terrains et de biens bâtis dans un lieu central est essentielle pour une croissance durable, cela permet de préserver l'identité du lieu et de

« *Quand on construit des villes nouvelles, il faudrait veiller à ne pas donner naissance à des environnements sans âme, sans couleur et propices à l'agitation sociale* »

Urbaniste, Casablanca, Consultation nationale au Maroc, 2014

renforcer le sentiment d'appartenance et, donc, de cohésion. Le patrimoine est un aspect crucial du processus de développement en général et de l'urbanisation en particulier. Les politiques relatives au paysage urbain historique considèrent enfin que l'environnement physique immédiat fait partie de l'expérience et de l'environnement de l'homme au sens large. Il est par conséquent important de renforcer les liens avec le citoyen, le citoyen (ALECSO, 2014). Le défi d'intégrer le patrimoine et de lui donner une fonction dans le cadre d'un développement durable consiste à démontrer qu'il est facteur de cohésion sociale, de bien-être, de créativité et d'attractivité économique ainsi que de compréhension entre les peuples (Comité américain de l'ICOMOS, discussion en ligne, 2014).

Les politiques de développement urbain sensibles aux dimensions culturelles contribuent efficacement à la durabilité. Articuler urbanisation durable et développement local nécessite d'intégrer les stratégies de conservation du patrimoine et sa gestion dans le processus d'urbanisme et de développement local, en tenant compte de l'architecture contemporaine et du développement des infrastructures de façon à préserver l'identité urbaine. Grâce à la cartographie et la planification intégrée, la participation civique et l'élaboration de réglementations, le patrimoine culturel n'est plus perçu comme un obstacle à la croissance d'une ville, mais au contraire comme un atout à exploiter.

« *Ce lien entre chaque communauté et sa culture est primordial ... les créateurs peuvent désormais s'associer pour résoudre les défis pressants qui caractérisent notre époque. Il n'existe ni recettes simples ni solutions mondiales, mais en nouant de véritables collaborations au niveau local et international, les architectes et les urbanistes sont en mesure d'acquérir les compétences et les outils qui leur permettront de faire face à ces enjeux cruciaux dans leurs communautés* »

Zaha Mohammad Hadid, DBE, 2013

Les urbanistes devraient explorer des méthodologies nouvelles et plus novatrices, axées vers une transformation durable qui repose sur l'interdépendance des différentes composantes de la ville, en plaçant les individus, leur vie et leur culture au cœur du processus de planification. Dans un contexte d'urbanisation rapide et souvent incontrôlée, les gouvernements ont à gérer l'afflux d'une grande diversité d'individus. Parallèlement, la société dans son ensemble fait face à des défis majeurs liés à la cohabitation, dans un espace restreint d'un nombre toujours croissant d'individus d'origines diverses et à la concurrence pour accéder aux services, à un emploi et à la qualité de vie. Tous ceux qui vivent et travaillent dans ou à proximité d'une ville participent à son édification. Il est, par conséquent, important de revoir le rôle stratégique de la culture pour l'intégrer dans

chaque aspect d'un urbanisme durable. Les participants aux Dialogues s'accordent sur l'importance de la culture, qui est indissociable du processus d'urbanisation local, comme la réhabilitation des taudis, la revitalisation des centres-villes et des périphéries urbaines et la création de nouveaux quartiers (Duxbury et al., 2014). En Bosnie-Herzégovine, une meilleure coordination à tous les niveaux de prise de décision et dans toutes les institutions concernées s'impose en vue d'inclure le patrimoine culturel dans la documentation relative à l'aménagement des espaces. Il faut aussi fixer des priorités claires et précises concernant les biens à haute valeur contextuelle et en informer tous les niveaux de prise de décision. Les Dialogues au Maroc ont évoqué ce même besoin d'inclure l'évaluation du patrimoine dans les processus d'urbanisme et de permis.



Bhaktapur, vallée de Katmandou (Népal)

L'INTÉGRATION DE L'URBANISATION ET DE LA CONSERVATION DU PATRIMOINE DANS LA VALLÉE DE KATMANDOU (NÉPAL) ■

La vallée de Katmandou est composée de sept zones de monuments. Elle a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en péril en 2004, suite à une « urbanisation incontrôlée » consécutive à une croissance démographique rapide, doublée d'une stratégie de développement menée au mépris des bâtiments historiques présents dans les villes anciennes de la vallée. Pour relever le défi du développement durable dans cette vallée de Katmandou, une approche de la conservation du patrimoine culturel et naturel a été menée sous l'angle du développement social et économique, de pair avec la prise en compte des besoins des générations futures. Un plan de gestion intégré, reposant sur une optique globale de l'urbanisme et de la conservation du patrimoine, a été élaboré conjointement par les autorités locales selon une démarche ascendante, conciliant respect de la valeur du patrimoine et besoins de développement. La préservation du patrimoine culturel et naturel et la transmission de savoirs d'une génération à l'autre ont ainsi été encouragés. Les principales difficultés du plan ont porté sur le risque élevé de tremblements de terre dans la vallée et la sécurisation du cadre de vie : alors que les techniques de construction et les modèles urbains traditionnels étaient adaptés de façon optimale à ce risque, les nouvelles tours d'habitation érigées sur des espaces réduits avec des matériaux de qualité médiocre ont augmenté sensiblement la probabilité de dommages et leur gravité. Une plus grande attention a été portée à la préservation des aspects précieux du patrimoine historique pour améliorer l'état de préparation aux risques et réduire l'impact potentiel des catastrophes naturelles sur les communautés (UNESCO Katmandou, 2013).

Le lien entre les communautés et leur cadre de vie est crucial et ne saurait être négligé dès lors qu'on parle d'urbanisation durable. Les contributions aux Dialogues ont aussi souligné l'importance de l'architecture et du design. Dans ses conclusions, une étude de cas souligne qu'un nouveau programme de développement doit reconnaître la place primordiale de la dignité dans le secteur du développement en offrant une infrastructure et un design de qualité.

« Une architecture de qualité valorise la culture locale, réalise de beaux bâtiments qui reflètent dans l'identité d'une communauté et crée des solutions conceptuelles qui [répondent] aux besoins et contextes individuels et particuliers de chaque communauté. »

MASS Design Group, 2014

L'IMPORTANCE DE L'ARCHITECTURE ET DE LA QUALITÉ DES INFRASTRUCTURES POUR LA DIGNITÉ ET LA DURABILITÉ DU DÉVELOPPEMENT AU RWANDA

Dans les économies en développement, le coût et la rentabilité de la construction sont en général des critères déterminants, souvent au détriment de la qualité et du design. On considère encore le design comme plus onéreux, alors qu'une mauvaise qualité d'aménagement, de conception et de qualité de construction finit, à long terme, par coûter plus cher.

Dans des régions en mutation rapide comme l'Afrique, les pressions sur l'environnement bâti sont multiples. Face aux exigences de cette croissance rapide, les activités de design et de construction sont habituellement sous-traitées, et la main d'œuvre et les matériaux sont importés. Or l'environnement bâti doit refléter l'identité des populations. Sur un continent qui tente de trouver un équilibre entre son rôle émergent de moteur économique dans le monde et la préservation de son patrimoine et de sa culture uniques, l'esthétique a son importance. Il faut donc protéger les populations contre une architecture envahissante où des éléments vernaculaires seraient dissous dans des prototypes fabriqués à l'extérieur. À défaut, il deviendra impossible d'identifier la spécificité géographique, historique et culturelle de l'Afrique de demain dans les centres commerciaux qui s'y développeront. Pour sauvegarder cette identité culturelle, la qualité des infrastructures doit être une priorité du programme de développement. Dans des pays en plein essor, la gestion des terres et des espaces pose des questions urgentes. Leur utilisation a de lourdes conséquences sur la paix et sur l'équité : il est capital d'impliquer les architectes dans le processus de développement par exemple, pour éviter que seuls les riches ne profitent de ces espaces et protéger certaines ressources foncières dans l'intérêt commun.

Au Rwanda, de nombreux bâtiments de construction récente, mal conçus et mal bâtis, commencent déjà à se dégrader ou ne répondent plus aux besoins actuels d'espace. Conscient de l'importance des savoirs

locaux dans la réussite des projets et l'occasion unique qu'ils offrent de renforcer les compétences locales, le gouvernement rwandais encourage le recours aux architectes locaux. L'hôpital Butaro au Rwanda a, par exemple, été érigé sur un ancien site militaire dans le nord du quartier de Burera, abritant près de 400 000 personnes, sans la moindre structure hospitalière. Son design et sa construction ont mobilisé un immense vivier de compétences et de savoirs culturels locaux, avec environ 12 000 ouvriers et architectes. L'ensemble, d'inspiration locale, a été construit en utilisant des pierres volcaniques et d'autres matériaux adaptés au site et en harmonie avec l'environnement. Le projet a donné lieu à des échanges culturels et à des transferts de savoirs entre ouvriers et artisans locaux et internationaux et réuni des personnes issues d'origines ethniques et de statuts socioéconomiques divers. L'infrastructure de haute qualité, réalisée avec les ressources culturelles locales et les outils de design locaux, a renforcé les liens au sein de la communauté et créé un profond sentiment d'appropriation et d'identité. Ainsi, ses membres mettent bénévolement leur temps et leurs compétences au service de l'entretien de ce bâtiment et de ses jardins pour en pérenniser la viabilité et la durabilité (MASS Design Group, 2014).



Hôpital Butaro, Rwanda

■ UNE PLANIFICATION ET UN DÉVELOPPEMENT QUI INTÈGENT LA CULTURE SONT SOURCE DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS ÉCONOMIQUES ET AMÉLIORENT LA QUALITÉ DE VIE DANS LES ESPACES EN VOIE D'URBANISATION

Les villes qui mobilisent toutes leurs ressources, notamment leur patrimoine et leur diversité culturelle, répondent de façon optimale aux besoins et aspirations de leurs habitants en termes de possibilités d'emploi et de réduction de la pauvreté. La mondialisation a placé les villes au cœur du débat sur le développement durable et équitable, le progrès économique et la lutte contre la pauvreté. Tirer parti du potentiel que recèle le patrimoine architectural a des effets positifs sur les revenus, l'emploi et la réhabilitation des cadres de vie. Pour préserver les centres historiques, il est essentiel de prendre en compte

ces effets directs, de même que les bienfaits du tourisme et l'impact du patrimoine sur l'attrait et la créativité des villes et des régions. Les retombées économiques du patrimoine doivent profiter prioritairement à son entretien et à sa mise en valeur, ainsi qu'aux populations locales.

Investir dans les centres historiques urbains a pour effet d'attirer les investissements et de créer des emplois.

Selon une étude de la Banque mondiale (2012), les villes qui parviennent à attirer des investisseurs et des entreprises sont celles qui exploitent toutes leurs ressources, y compris leur patrimoine. Le pouvoir d'attraction qu'exerce un centre historique urbain agréable à vivre sur des entreprises va au-delà du périmètre qui le définit : la proximité d'un centre agréable à vivre est tout aussi importante pour des entreprises implantées en périphérie, en particulier des entreprises à forte intensité de connaissances et axées sur l'innovation,

UNE ANALYSE COÛT-AVANTAGE CONFIRME L'IMPORTANCE DES TRAVAUX DE CONSERVATION À STONE TOWN AU ZANZIBAR

■ Un projet a été mené à Stone Town au Zanzibar pour améliorer l'accès aux services urbains, contribuer à la conservation de son front de mer traditionnel et, par là même, préserver son statut de site du patrimoine mondial. La Banque mondiale a consenti un prêt pour la réhabilitation de la digue et la remise en état de la route de Mizingani longeant celle-ci, qui menaçaient de s'effondrer. Les investissements ont aussi porté sur d'importantes infrastructures situées sous la chaussée et sur la création, en front de mer, d'une promenade piétonne avec un aménagement paysager et l'installation de lampadaires et de mobilier urbain. Parmi les avantages directs du projet figurent la préservation de la valeur de la zone historique et les économies réalisées sur les coûts de remplacement grâce à la prévention des risques d'effondrement de la digue, de la route et autres infrastructures importantes. Les bénéfices indirects ont été calculés sur la base d'une croissance constante des recettes provenant du tourisme à Zanzibar. Selon les estimations de l'analyse coût-avantage effectuée pour le projet de Zanzibar, les 8,3 millions de dollars des États-Unis investis ont rapporté 15 millions de dollars en valeur nette actualisée. Le taux de rendement interne (47 %) donne une idée des avantages générés par les investissements réalisés dans le patrimoine, en l'occurrence la réhabilitation de la digue et de la route qui la longe. Le projet a également produit d'autres avantages non mesurables, notamment l'amélioration de l'esthétique urbaine et de la qualité de vie grâce aux aménagements réalisés en bordure de la digue et de la promenade (Banque mondiale, 2012).

Alors que le quartier de Stone Town draine une foule innombrable de touristes, d'autres quartiers de Zanzibar sont défavorisés en termes de niveau de vie et de revenus du tourisme. Un projet a été mis sur pied pour promouvoir le développement durable par le biais du patrimoine dans des quartiers plus délaissés. Durant la phase initiale du projet, un plan de développement global du quartier des Ngambo a été élaboré. Ce quartier méconnu, aussi appelé « l'autre côté » de la ville de Zanzibar, était délaissé malgré un patrimoine d'une richesse comparable. Stone Town et Ngambo partagent une tradition commune, avec un réseau complexe d'espaces ouverts, publics, semi-publics et privés, propices à la sociabilité de voisinage. Devant la réussite des projets de réhabilitation de Stone Town, les habitants de Ngambo se sont montrés intéressés par les espaces publics, notamment les espaces pour les enfants, les espaces permettant des échanges entre communautés, les *barazas* et les couloirs de circulation, souvent laissés de côté dans les nouveaux projets de développement. Une approche entièrement participative a été appliquée. Au cours de consultations publiques, la population a exprimé sa vision de la préservation du patrimoine local et le besoin d'accroître le nombre d'espaces ouverts au lieu de les réduire comme il était prévu dans les projets futurs. Par la suite, le gouvernement de Zanzibar, s'appuyant sur un large éventail de partenaires, a lancé plusieurs initiatives, dont la mise en œuvre du modèle *Hifadi Zanzibar* visant à promouvoir une revitalisation urbaine axée sur le patrimoine par la rénovation de bâtiments et d'espaces urbains. Plusieurs projets de restauration qui respectent l'utilisation traditionnelle des espaces publics et des bâtiments du patrimoine ont aussi été entrepris pour augmenter la qualité de vie des habitants de même que le volume de recettes issues du tourisme (Gouvernement de Zanzibar/UNESCO, 2014).

dont les employés recherchent des lieux de vie dynamiques et atypiques.

Une densification urbaine généralisée de zones historiques, sans prise en compte du contexte culturel, s'accompagne souvent d'un déplacement de la population d'origine et peut avoir des répercussions sociales négatives à moyen et à long terme. Malgré des avantages économiques incontestables, la préservation de centres historiques du seul point de vue économique conduit souvent à une gentrification des quartiers. La gentrification est l'un des effets négatifs de la rénovation urbaine. L'apparition d'un nouvel environnement socioéconomique entraîne en général une mutation rapide du marché immobilier et provoque la relégation des populations locales plus pauvres à la faveur de populations extérieures plus riches. L'un des enjeux majeurs est de favoriser la mixité socioéconomique et

d'éviter la ségrégation. La sauvegarde des cités historiques ne doit pas être perçue uniquement comme un moyen d'accumuler du capital ou se limiter à la marchandisation de lieux historiques. Le patrimoine doit plutôt être considéré comme un atout qui, dans une perspective d'équité, peut promouvoir la continuité de la culture, de même qu'un développement et une participation communautaires authentiques. Les Dialogues ont mis en relief un certain nombre de bonnes pratiques qui ont été mises en œuvre en application de ces principes dans des villes historiques, en divers endroits du monde, afin d'améliorer les conditions de vie et l'accès des populations locales à un travail décent et aux services de base, tout en offrant des infrastructures et des espaces de vie adaptés à des populations jeunes et de classe moyenne de plus en plus nombreuses, sans cela refoulées vers les nouvelles banlieues.



© N. Balomey

Stone Town, Tanzanie

LE PATRIMOINE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE DANS LE VIEUX-CAIRE (ÉGYPTE)

En 1984, Son Altesse l'Aga Khan a décidé de financer la création d'un parc pour les habitants du Caire. Le seul emplacement central d'une superficie suffisante était le site abandonné de Darassa, un champ de gravats de 30 hectares (74 acres) jouxtant le centre-ville historique. À présent, ce projet a évolué pour inclure la réhabilitation d'important monuments et de bâtiments remarquables dans la ville historique, ainsi que des initiatives socioéconomiques, avec par exemple une réhabilitation de l'habitat, des micro-financements et la création de structures de formation et de santé dans le district défavorisé voisin de Darb al-Ahmar. Le parc, où des jeunes hommes et femmes ont trouvé du travail dans l'horticulture et la restauration de monuments, attire plus d'un million de visiteurs par an. Un système de crédit-logement aide les habitants à réhabiliter leurs propres maisons afin que l'habitat reste abordable et de bonne qualité pour les résidents locaux. Le projet était destiné à offrir

un autre moyen de lutte contre le déclin des quartiers historiques et l'empiétement des promoteurs commerciaux. L'accent a donc été mis sur la réhabilitation sans déplacer les résidents, en faisant en sorte que ces derniers soient associés à l'avenir de leur quartier et en soutenant la création d'activités viables grâce à l'attribution de micro-crédits et à des aides permettant aux propriétaires de restaurer les maisons tombées en décrépitude. Les priorités de la population, concernant notamment la restauration des maisons, la santé, l'éducation, l'évacuation des déchets solides, la formation professionnelle et l'emploi, sont désormais prises en charge. La construction du parc et la restauration des monuments ont servi de catalyseurs pour le développement socioéconomique et l'amélioration globale de la qualité de vie dans ce district. En outre, le parc ouvre des perspectives spectaculaires sur les innombrables trésors architecturaux du Vieux Caire qui attirent aussi bien les touristes que les habitants d'autres quartiers de la ville vers cette zone autrefois laissée à l'abandon (PNUD/UNESCO, 2013).



Centre historique du Caire (Égypte)



L'urbanisation rapide, conjuguée à la concentration de l'extrême pauvreté mondiale en milieu urbain, entraîne la prolifération des bidonvilles, nécessitant des politiques et des approches inclusives, culturellement sensibles et fondées sur les droits humains. Toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements locaux et les citoyens, sont confrontés à l'urgence de créer des débouchés économiques, d'assurer l'accès aux services et aux infrastructures et de gérer les espaces et les ressources en tenant dûment compte du cadre naturel et des lieux historiques. L'urbanisation a de lourdes conséquences sur la paix et l'équité, en particulier dans un contexte de paupérisation : il est capital de prendre en compte le contexte culturel local et d'impliquer les architectes dans le processus de développement, par exemple, pour éviter que seuls les riches ne profitent de ces espaces et assurer la protection de certaines ressources foncières dans l'intérêt commun (MASS Design Group, 2014). Ces enjeux sont aussi une chance extraordinaire de promouvoir le développement durable et de donner un plus grand rôle à la culture. Au Maroc, les consultations

mentionnent le rapport 2013 sur les zones communales et l'action culturelle qui évoque le vide culturel dont ont pâti les espaces urbains, faute d'une politique soucieuse de promouvoir la créativité et la sauvegarde du patrimoine. Les lieux traditionnels de vie économique et sociale, qu'il s'agisse des médinas, des ksars et des kasbahs, sont menacés, car l'accès aux services de base (adduction d'eau, gestion des déchets, transports, énergies par exemple) est limité. La prise en compte du patrimoine culturel et de la dynamique qu'il génère peut aider à concentrer l'attention sur les besoins locaux et susciter des projets transversaux qui favorisent la rénovation urbaine, encouragent l'autonomie économique locale, promeuvent une meilleure qualité de vie et luttent contre la ségrégation sociale. Selon les participants, le dynamisme de la vie culturelle, la qualité des cadres de vie et la qualité des liaisons entre les différents quartiers de la ville, ville historique, médina, ville moderne, parcs, équipements culturels, etc., sont des facteurs de durabilité et des outils pour améliorer la compétitivité et attirer le tourisme.

■ LA CULTURE TRANSFORME LES ESPACES PUBLICS EN LIEUX DE DIALOGUE ET CONTRIBUE À RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET À FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE

La culture, au travers de l'expression créative, permet à toutes les parties prenantes de définir le genre de ville dans lequel elles veulent vivre. La participation active aux activités culturelles améliore la qualité de vie, élargit les possibilités et permet aux individus de vivre là où ils ont choisi de vivre et d'être ce qu'ils ont choisi d'être (Duxbury et al., 2014). Les consultations au Maroc évoquent le fait que la culture « peut réconcilier le citoyen avec sa ville » et fournir des orientations essentielles, des débouchés et des solutions. Les Dialogues soulignent aussi que la culture dans la ville fait émerger de nouveaux publics et de nouveaux acteurs et stimule des relations créatives et des échanges innovants entre eux. De là naissent des solutions urbaines durables, propices à l'enrichissement de l'expérience urbaine, à la préservation des liens historiques et au renforcement de l'appropriation par les populations locales.

Les politiques urbaines sensibles à la dimension culturelle favorisent le respect de la diversité, la transmission et la continuité des valeurs, ainsi que l'inclusion, en renforçant la participation des individus et des communautés à la vie publique et en améliorant la condition des groupes défavorisés. À mesure qu'elles s'étendent, les villes ont de plus en plus de difficultés à faire face à la diversité de leurs habitants et à l'accroissement des inégalités. Les participants notent que les échanges interculturels aident parfois à surmonter ces difficultés et apportent des solutions qui concernent les citoyens (Duxbury et al., 2014). Au Maroc, par exemple, le problème des inégalités, de la pauvreté relative et de la dégradation de l'environnement à cause de l'urbanisation rapide a été évoqué. La population urbaine, qui était de 56,8 % en 2008, atteindra environ 68 % en 2050, une progression dont les politiques à tous les niveaux doivent tenir compte. Dans ce pays, l'intégration de la culture dans les politiques axées sur la croissance et l'inclusion peut aider les villes à résoudre leurs principales difficultés et à renforcer la cohésion sociale.

UNE POPULATION DIVERSIFIÉE À LA DÉCOUVERTE DE L'HISTOIRE DE SA VILLE, À RECIFE (BRÉSIL)

Des villes plus agréables à vivre et plus attentives à l'équité : c'est là un problème majeur au Brésil. Pour y parvenir, un programme d'échange entre le Royaume-Uni et le Brésil a été mis au point. L'objet a été d'inviter des artistes, des producteurs créatifs et des spécialistes numériques à proposer des idées nouvelles pour encourager la participation urbaine dans le centre historique de Recife. Un partenariat a été établi avec la ville de Bristol (Royaume-Uni), renommée pour son approche ludique des espaces publics et sa volonté d'impliquer les citoyens et les visiteurs dans la ville et dans ses projets créatifs et culturels. Recife, ville à forte polarisation sociale, est aussi confrontée à un grave problème d'inégalités urbaines. En dehors de quelques projets de rénovation du centre-ville, il est difficile d'agir efficacement sur le double front de la collaboration avec les différents groupes socioéconomiques et de la revitalisation urbaine. Le projet a pour but d'utiliser les médias, la culture et le patrimoine pour susciter un dialogue social et renforcer le sentiment d'appartenance des nouveaux résidents à leur ville. Il entend, par ce biais, intégrer la culture et la technologie dans les problèmes de développement urbain et, partant de la base, lutter contre la gentrification. Un participant a déclaré : « En unissant deux continents, nous créons une œuvre qui n'est pas complètement faussée par les modes de pensée occidentale et qui a déjà dû s'adapter à un ensemble totalement différent de différences physiques et culturelles... Nos différences ont donné lieu à des discussions importantes qui ont donné plus de force à nos idées tout au long du processus. » Les projets individuels qui ont vu le jour grâce à ce programme d'échange ont eu un grand retentissement. C'est le cas par exemple de *Woman in the Wall*, où narration, technologie et histoire locale se mêlent pour inviter les résidents à porter un nouveau regard sur leur ville. Les spectateurs vivent cette expérience guidés par une carte, des écouteurs et un téléphone mobile. À la sortie, un résident a déclaré qu'il avait « vu la ville d'un œil neuf ». Ces projets technologiques créatifs ont contribué à développer le sentiment d'appartenance à la ville et à améliorer l'intégration communautaire (British Council, 2014d).



© British Council / Beto Figueiroa / Trago, Bea, Notícia

Recife, « Playable City »

Les investissements indispensables pour faire face à la modernisation doivent être étayés par des politiques et des approches sensibles à la dimension culturelle. Il est notamment important de valoriser les biens uniques du patrimoine et les pratiques culturelles et religieuses et de prendre en compte la dynamique démographique. Ces approches sont essentielles pour que les initiatives de développement soient adaptées à la réalité locale et au contexte local et qu'elles puissent renforcer l'inclusion, la participation, l'appartenance et l'appropriation au sein de populations urbaines de plus en plus diversifiées et, plus particulièrement, au sein de groupes défavorisés et lutter contre le sentiment d'anonymat et d'isolement.

L'existence et la qualité des espaces publics dans les villes sont au cœur de la qualité de vie urbaine. La culture apporte une contribution essentielle aux espaces publics, et vice versa. Les espaces publics sont des lieux de vie urbaine. Les gens s'y rencontrent et échangent : ces lieux jouent par conséquent un rôle central dans l'urbanisation durable. Les gens se rassemblent dans les squares, les jardins et les parcs, mais aussi dans les promenades, les bâtiments publics et dans autres quartiers urbains. Des événements y sont organisés, que ce soit des marchés ou des manifestations, des festivals ou des spectacles. Les œuvres d'art et les fontaines, tout comme les institutions érigées en bordure de ces espaces publics, contribuent à la qualité du lieu et à l'expérience qui y est vécue. On cite souvent l'exemple du musée Guggenheim de Frank Gehry à Bilbao (Espagne) qui a redonné vie à l'ancienne zone portuaire industrielle de cette ville, alors que ce projet intervenait après une série d'initiatives publiques destinées à valoriser les espaces publics dans la ville. L'art public rend les espaces plus agréables et marque la volonté de renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens. L'art public et les autres formes d'infrastructure culturelle que l'on trouve dans l'espace public donnent son sens à un lieu et mettent en valeur son histoire.

L'histoire d'une ville repose sur son environnement physique unique et sur les contributions des générations passées, de l'histoire et des cultures. Rendre ce passé accessible par le biais de l'imagination créative est important pour renforcer le sentiment d'appartenance à une ville et, dans le même temps, améliorer son potentiel touristique.

Les villes sont en première ligne de l'offre de services culturels aux citoyens, et l'accès et la participation à la vie culturelle ouvrent la voie à un développement durable inclusif. Les infrastructures peuvent servir d'espace civique de dialogue et d'inclusion sociale, en contribuant à réduire la violence et à renforcer la cohésion. La rénovation des zones urbaines, et des espaces publics en particulier, par la culture doit être encouragée afin de préserver le tissu social et de stimuler la diversité culturelle et l'expression créative. Les Dialogues au Maroc évoquent l'importance de la culture et des infrastructures culturelles (théâtres et musées par exemple) comme espaces civiques de dialogue et d'inclusion. Le réaménagement des zones urbaines, et des espaces publics en particulier, sous un angle culturel est perçu comme un moyen de préserver le tissu social et de dynamiser les expressions culturelles et créatives des citoyens. De surcroît, reconnaissant le rôle moteur qu'elles jouent au croisement de la communauté et du développement, les institutions culturelles comme les bibliothèques sont en quête de possibilités nouvelles de collaboration avec des partenaires non traditionnels, tels que les établissements de santé dans les villes, en vue de renforcer l'inclusion et la participation de toutes les populations. Au Brésil, par exemple, un programme public de lutte contre l'exclusion numérique est mené pour améliorer les compétences informatiques des personnes âgées. Aux États-Unis, les femmes enceintes sont invitées à une recherche plus active d'informations sur la santé. Les institutions culturelles attirent de nouveaux acteurs et renforcent l'inclusion sociale afin d'optimiser les services de santé et la participation à la vie civique (IFLA, 2014).

« Nous ne construisons pas une bibliothèque pour la ville. Nous construisons la ville. »

Brian Gambles, Bibliothèque de Birmingham, 2013

LA CULTURE AU SERVICE DE LA STABILITÉ SOCIALE DANS LES QUARTIERS ABANDONNÉS DE MEDELLIN (COLOMBIE)

Comme beaucoup d'autres villes dans le monde, la ville de Medellin en Colombie a dû faire face à une expansion de quartiers marginalisés par la violence. Comment faire en sorte que les gens qui vivent dans des quartiers violents puissent se rencontrer, partager des expériences et des idées, apprennent à se connaître, à se reconnaître mutuellement et à comprendre l'autre ? Face à la difficulté de transformer des ghettos urbains dominés par la peur en modèles de référence pour toute une ville et en lieux dont les citoyens soient fiers, la culture a été placée au cœur d'un projet qui est parvenu à transformer des quartiers particulièrement vulnérables. La recette était simple : l'accès à la culture, sous la forme de *parcs-bibliothèques*, a ouvert la porte à l'inclusion, à l'égalité et au monde. Mais plus que tout, il a permis à tous d'aspirer à un avenir meilleur. Ces parcs-bibliothèques témoignent de l'importance de créer des espaces publics dans des quartiers défavorisés, où des gens qui

ont des parcours de vie différents, qui sont d'âges et de genres différents, etc. se rencontrent, interagissent et partagent. Ils rompent également avec l'idée selon laquelle la beauté et le design seraient un privilège de riches. Les parcs-bibliothèques sont bien plus que de simples bibliothèques : à côté de la bibliothèque traditionnelle, ils abritent d'autres équipements publics, comme un parc, un lieu de rencontre, un terrain de jeux pour les enfants et un auditorium. La bibliothèque en elle-même offre des possibilités de découvrir un autre monde, mais son attrait est encore plus grand lorsqu'elle propose des films, des spectacles artistiques, des programmes musicaux et sportifs, sans oublier l'accès à l'Internet. Au final, les parcs-bibliothèques ont attiré chaque semaine plus de visiteurs que n'en contiendrait un stade de football. On y trouve 23 000 livres et 220 ordinateurs, sans oublier l'accès gratuit à tout, car la culture est un droit, pas un privilège. Au fil des années, les parcs-bibliothèques sont devenus des îlots de stabilité au cœur des dures réalités urbaines (PNUD/UNESCO, 2013).

COMMENT MESURER LA CONTRIBUTION DE LA CULTURE AUX VILLES DURABLES ET À L'URBANISATION

- Indicateur des efforts publics déployés pour la protection et la promotion de la durabilité du patrimoine
- Pourcentage de zones urbaines et pourcentage de sites historiques/culturels bénéficiant d'un statut protégé
- Pourcentage de biens du patrimoine naturel et culturel en péril dans les inventaires nationaux
- Pourcentage de la contribution des activités culturelles privées et formelles au produit intérieur brut
- Pourcentage du budget prévu pour la sauvegarde du patrimoine culturel et naturel
- Dépenses effectuées par les visiteurs/nombre annuel d'individus ayant visité des sites du patrimoine culturel et naturel ; investissements dans les infrastructures touristiques
- Pourcentage d'individus exerçant une profession culturelle au sein de la population active occupée en zone urbaine
- Nombre de plans de sauvegarde élaborés avec et par les communautés en vue d'assurer la continuité de la transmission et la revitalisation de leur patrimoine culturel immatériel
- Nombre de pays/villes disposant de politiques urbaines intégrées, comportant notamment une dimension sociale, culturelle et environnementale dimensions/nombre de villes où la culture et le patrimoine sont intégrés dans le processus d'urbanisme
- Nombre de villes où la sauvegarde du patrimoine culturel et naturel et la promotion de la créativité et de la diversité culturelle sont incluses dans des plans, programmes et politiques, en vue du développement durable
- Investissements publics et privés réalisés dans des institutions culturelles (musées, bibliothèques, centres culturels etc.)

3.5 CULTURE, ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

La section ci-dessous présente une synthèse des contributions reçues sur ce thème dans le cadre des Dialogues sur la culture et le développement pour l'après-2015 qui se sont déroulés au niveau mondial (appel à contributions, discussions en ligne, événements thématiques et finaux) et au niveau national en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Mali, au Maroc et en Serbie.

MESSAGES CLÉS

- La promotion des liens intrinsèques entre diversité culturelle et diversité biologique contribue à la durabilité environnementale
- Les connaissances et compétences traditionnelles renforcent la résilience face aux catastrophes naturelles et au changement climatique
- La culture est un moyen crucial de promouvoir des modes de consommation et des pratiques agricoles durables, garants de la sécurité alimentaire

« Les sociétés autochtones (...) ont fortement contribué à la conservation de la biodiversité (...) Le mode de vie spécifique [des sociétés autochtones] a été un indéniable facteur de préservation de l'environnement »

Dhaka, e-discussion, 2014



État plurinational de Bolivie

Si les efforts de développement ont apporté des progrès remarquables en matière de réduction de la pauvreté, d'amélioration des niveaux de vie et de multiplication des possibilités, les bénéfices économiques et sociaux ont été inégalement répartis et ont coûté très cher à l'environnement. La vie des hommes s'inscrit dans un contexte à la fois environnemental et culturel, les deux étant liés l'un à l'autre de manière indissociable et essentielle. Parce qu'elle nous aide à comprendre la place que nous occupons dans le monde, la culture joue un rôle fondamental pour la protection et la durabilité de l'environnement. Pour mettre en oeuvre des solutions d'inspiration locale, culturellement adaptées et efficaces, aux problèmes posés par la préservation de l'environnement et le changement climatique, il faut des investissements stratégiques et raisonnés dans l'analyse, la recherche et les stratégies culturelles.

■ LA PROMOTION DES LIENS INTRINSÈQUES ENTRE DIVERSITÉ CULTURELLE ET DIVERSITÉ BIOLOGIQUE CONTRIBUE À LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

La culture fait le lien entre le développement et la protection de l'environnement. L'accès aux biens et services environnementaux essentiels devrait être assuré par une plus forte protection de la diversité biologique, de la diversité culturelle et des liens étroits qui les unissent. Comme le reconnaît le document final de la Troisième Conférence des Nations Unies sur les Petits États insulaires en développement, qui s'est tenue en septembre 2014, les savoirs traditionnels et les expressions culturelles témoignent des liens étroits des populations avec leur environnement. Les cultures sont ancrées dans un contexte écologique et géographique, et cet environnement naturel est présent, sous ses divers aspects, dans les croyances, les contes et les rituels partout dans le monde. Les initiatives de développement tenant compte de ces contextes favorisent l'appropriation et les capacités locales, oeuvrant pour la réduction des activités néfastes à l'environnement. Comme le soulignent les Consultations nationales tenues en Équateur, la diversité culturelle et la diversité biologique sont intrinsèquement liées, d'où l'importance conceptuelle accordée par certaines communautés à leur environnement naturel, à travers les rythmes cycliques de la nature, le régime alimentaire, la médecine, les systèmes de gestion environnementale ou les fêtes traditionnelles. Protéger la diversité culturelle et biologique est devenu une préoccupation majeure.

Les communautés locales et autochtones jouent un rôle central dans la conservation et l'exploitation durable de la diversité biologique. Les Dialogues ont souligné l'importance des compétences, des matériels et des savoirs traditionnels pour la durabilité des environnements. Les communautés sont des sources cruciales de connaissances sur la manière de vivre dans un environnement donné et de s'adapter aux défis qui s'y présentent. Les détenteurs de savoir locaux en particulier, tels que les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les guérisseurs traditionnels, sont les gardiens de la biodiversité. Leurs connaissances vont de la maîtrise des propriétés médicinales des plantes ou des produits d'origine animale à la formulation de visions du monde reflétant la place des hommes dans l'environnement. De même, les langues autochtones, et des expressions culturelles comme les chansons ou les contes, recèlent souvent de précieuses informations sur le milieu dans lequel elles ont été élaborées.

Les approches culturelles de la gestion des ressources environnementales jouissent aujourd'hui d'une meilleure reconnaissance dans les forums internationaux. Ceci est dû notamment à l'activisme permanent des représentants autochtones qui voient leurs modes de vie et leurs habitats menacés par le changement climatique et refusent d'être les victimes passives de la situation présente.

Les pratiques traditionnelles de gestion et d'utilisation des ressources naturelles facilitent aussi l'accès à l'eau potable. De tout temps, guidés par des croyances et des traditions, les communautés ont mis au point des pratiques durables de gestion des ressources, s'assurant ainsi, par exemple, un accès équitable à l'eau potable. Dans certaines régions, l'eau est considérée non comme une marchandise, mais comme une ressource collective, la gestion de l'approvisionnement en eau incombant à la communauté toute entière. À San Cristobal de las Casas, dans la province mexicaine du Chiapas, par exemple, l'accès à l'eau est lié aux anciennes croyances mayas. Dans d'autres parties du monde, les systèmes traditionnels demeurent cruciaux, car ils réduisent la dépendance des communautés vis-à-vis des distributeurs d'eau extérieurs et restent plus abordables pour les familles vulnérables. La reconnaissance et le respect de la diversité des systèmes et des valeurs de gestion des ressources en eau et la poursuite de leur transmission sont cruciales pour l'élaboration de solutions durables aux défis actuels de la gestion des ressources en eau.

ÉQUATEUR : SAVOIRS TRADITIONNELS ET PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

▪ Au fil du temps et sous l'effet de la mondialisation, de nombreuses coutumes se sont perdues chez les Shuar de l'Équateur, comme la pratique des *ajá*, ou jardins traditionnels, véritables banques de semences d'origine qui contribuent à la conservation des espèces. Ce sont traditionnellement les hommes qui se chargent du travail de préparation (débroussaillage, brûlage, défrichage et labourage), tandis que les femmes et les enfants sèment et récoltent les cultures. Les produits en conserve ont aujourd'hui détrôné les plantes et les produits consommés par les Shuar qui, autrefois, pouvaient semer jusqu'à 120 espèces différentes sur un seul hectare : un *aja* shuar ne compte désormais pas plus de cinq espèces de plantes comestibles et médicinales. Un projet de revitalisation de la biodiversité agricole a donc été lancé. Dans un premier temps, on s'est efforcé de reconstituer les traditions liées à la pratique de l'*aja* en faisant appel aux anciens, qui ont une parfaite connaissance des rites et traditions agricoles, des techniques de semis, et de la manière de combiner ces deux éléments pour obtenir une

récolte abondante. Les Shuar ont participé activement aux *mingas* (travaux collectifs) et aux cérémonies traditionnelles accompagnant la culture de la *chonta* qui ont permis de renforcer ce processus. Concrètement, la méthodologie utilisée s'est appuyée sur la transmission des connaissances à la faveur de conversations avec les aînés. Une fois l'information obtenue grâce à ces entretiens qualitatifs informels, un groupe de jeunes intéressés par les systèmes d'agriculture durable a été formé à la gestion et à la commercialisation des produits. Une des principales réalisations du projet, fondé sur la reconnaissance de la valeur des pratiques locales et des savoirs traditionnels, a été la réalisation d'ouvrages rendant compte de la biodiversité de la région et de l'utilisation des différentes espèces de plantes. Autre réussite du projet, les familles bénéficiaires sont aujourd'hui autonomes et les jeunes ont été formés à sauvegarder cette biodiversité. Les jardins traditionnels ont été sauvés et 65 espèces de plantes comestibles et médicinales ont été semées dans chaque *aja*. Ce succès a incité à étendre ce projet à d'autres communautés équatoriennes (MDG-F Équateur, 2013).



© Y. Shimizu 2014

État plurinational de Bolivie

GESTION COMMUNAUTAIRE DU PATRIMOINE NATUREL DANS LA ZONE DE CONSERVATION DE NGORONGORO (TANZANIE) ■

Créée en 1959, la Zone de conservation de Ngorongoro est une zone protégée exceptionnelle, conçue sur le principe de l'utilisation diversifiée des terres, qui vise à protéger la faune tout en préservant les intérêts des communautés pastorales, à dominance massai, et en encourageant le tourisme comme principal débouché économique. Mais, depuis sa création, il y a 55 ans, l'accent a été mis sur la conservation et le tourisme. Les valeurs des cultures autochtones – leur connaissance de la faune et de l'écosystème, leur mode de gestion coutumière des terres et des ressources naturelles et leurs pratiques spirituelles – ont été négligées et marginalisées. Les communautés locales n'ont été que rarement associées à la gestion et à la gouvernance du site, et elles ont vu diminuer leurs moyens d'existence, qui reposent sur le pastoralisme et une mobilité soigneusement gérée du bétail et des hommes. On les a maintenus dans la pauvreté, sans grandes possibilités d'assurer leur survie. Le projet « Homme et faune sauvage » vise aujourd'hui à repenser l'utilisation diversifiée des terres, afin de trouver un juste équilibre entre la nécessité de doter les communautés de moyens d'existence durables, et les objectifs de protection de la faune, de gestion des écosystèmes et de développement d'un secteur touristique en plein essor. Le projet est fondé sur la reconnaissance que les cultures autochtones ont su durablement préserver et gérer ce paysage exceptionnel et son capital écologique grâce à leur système de connaissances et à un mode de vie en osmose avec la nature qu'il convient d'encourager. Le maître mot est le dialogue, qui a permis de développer une compréhension commune du site et de ses problèmes et de renforcer la coopération entre les différents groupes concernés, afin de proposer collectivement des solutions, et notamment de nouveaux modes de participation communautaire, de gestion conjointe et de partage des bénéfices. La première réussite du projet a été une meilleure compréhension et la confiance retrouvée entre les parties prenantes, ainsi qu'une aptitude générale à communiquer et à coopérer, un point de départ essentiel pour le développement local futur. En second lieu, une stratégie de gouvernance, de gestion et de développement socioéconomique de la zone protégée a été adoptée, mettant l'accent sur une réforme du modèle pastoral devant assurer des moyens d'existence durables aux communautés Massai et Datoga, une refonte du modèle touristique, et l'introduction d'un éventail d'activités de subsistance qui viendront compléter les revenus des communautés locales (UNESCO/Dar es-Salaam, 2014).





Le Ngorongoro (Tanzanie)

■ LES CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES TRADITIONNELLES RENFORCENT LA RÉSILIENCE FACE AUX CATASTROPHES NATURELLES ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La culture contribue à améliorer la résilience des communautés en matière d'agriculture durable et à réduire les risques de catastrophe. Comme il a été dit au Sommet des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenu à New York le 23 septembre 2014, l'éradication de la pauvreté et les efforts déployés pour maintenir le réchauffement climatique en-dessous de 2 degrés Celsius sont des objectifs qui visent à assurer la prospérité et la sécurité des générations futures. Le changement climatique – un des plus formidables défis pour le développement durable au niveau mondial – augmente aussi l'incidence, la fréquence et l'impact des catastrophes naturelles, ainsi que les risques liés au climat. Il est donc essentiel de renforcer notre capacité d'adaptation et de résilience face au changement climatique. Les Dialogues ont présenté un large éventail d'exemples positifs mettant en lumière comment des connaissances et des pratiques culturelles et traditionnelles permettent la construction de communautés plus résilientes.

LES SAVOIRS TRADITIONNELS AURAIENT RENFORCÉ LA RÉSISTANCE AUX INONDATIONS DANS LES BALKANS

■ Au lendemain des inondations les plus catastrophiques qu'aient connues les Balkans depuis des décennies, les Dialogues conduits en Bosnie-Herzégovine et Serbie n'ont pas manqué d'évoquer la corrélation entre la culture et la résilience face aux catastrophes. L'urbanisation galopante et la perte des savoirs traditionnels en matière d'aménagement et de construction de logements ont eu des effets dévastateurs lors de ces épisodes de crues. Les Dialogues ont mis en évidence sur les problèmes les plus criants, tels que l'urbanisation incontrôlée et la construction effrénée de routes et autres infrastructures, le détournement des cours d'eau pour des projets hydroélectriques, ainsi que la mauvaise gestion de l'eau. La nature et l'environnement constituant les principales sources de subsistance pour les plus pauvres, cette situation aggrave encore leur vulnérabilité. Les inondations récentes sont la preuve que la perte des savoirs traditionnels relatifs au paysage et aux écosystèmes amplifie considérablement l'impact des catastrophes. Les Dialogues ont donc appelé à une meilleure prise en compte de la culture dans les politiques d'urbanisme (Consultations nationales, Bosnie-Herzégovine et Serbie, 2014).

LES TRADITIONS CULTURELLES AU COEUR DES EFFORTS POUR UNE CONSERVATION EFFICACE DANS LE PACIFIQUE

■ Les îles du Pacifique sont parmi les plus vulnérables aux effets dévastateurs et déjà perceptibles du changement climatique et de la surpêche. Leurs populations sont bien conscientes des menaces environnementales qui s'amoncellent autour d'elles, ainsi que de l'importance d'associer les savoirs traditionnels à des techniques plus modernes pour relever les nombreux défis du changement climatique. Face aux dangers que font courir d'innombrables pratiques néfastes pour l'environnement, de la pollution au pillage des zones de pêche traditionnelles, la culture est un outil essentiel de mise en oeuvre réussie des programmes de conservation. Ceci est d'autant plus vrai que les communautés autochtones et locales, dont l'avenir dépend de la santé et de la durabilité de leurs environnements, sont les alliées naturelles de la conservation. Leurs systèmes de savoirs traditionnels en matière d'écologie allient la connaissance des espèces locales, un mode de vie en accord avec l'environnement et des croyances régissant la place de l'homme dans son écosystème et les relations qu'il entretient avec lui. Le Pacifique abrite une part importante de la flore et de la faune endémiques et menacées du globe. Cette biodiversité est déjà soumise à d'intenses pressions naturelles et humaines. Mais on prévoit aussi que le changement climatique pourrait avoir des conséquences extrêmement néfastes pour les écosystèmes insulaires et les ressources naturelles de la région, dont dépend le développement actuel et futur de la région. Les services écosystémiques sont de plus en plus reconnus comme une approche fondamentale pour combattre ou réduire les menaces qui pèsent sur l'environnement et les communautés du Pacifique. Et l'on reconnaît aussi que les connaissances locales et les traditions culturelles peuvent aider à limiter les impacts, améliorer la résilience et contribuer aux stratégies adaptatives. Avec la récession économique, les gouvernements devront gérer des ressources de plus en plus menacées avec des fonds qui s'amenuisent. Des savoirs écologiques ancestraux ont été conservés partout dans le monde par des communautés autochtones uniques et diverses. En protégeant ces communautés, on oeuvre aussi en faveur des programmes de conservation (UICN, 2014).



© UNEP/OA.Takahashi

Île d'Upolu (Samoa)

Les savoirs traditionnels contribuent à la détection précoce des signes annonciateurs des catastrophes naturelles telles que sécheresses, séismes ou tsunamis. La valorisation des connaissances et compétences traditionnelles, en synergie avec d'autres savoirs scientifiques, renforce la résilience des communautés face aux menaces sur l'environnement, et leur capacité à s'attaquer aux facteurs environnementaux ayant une incidence sur la santé. Dans de trop nombreuses régions du monde, les connaissances et les compétences traditionnelles dans des secteurs particulièrement touchés par le changement climatique, comme l'agriculture ou la sylviculture, se perdent peu à peu et sont remplacées par de nouveaux modes d'exploitation des terres, qui procurent plus de bénéfices à court terme. Cela compromet la résilience des communautés, avec de graves conséquences.

La connaissance et les stratégies d'adaptation peuvent améliorer la résilience communautaire aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Les communautés locales vivant dans des environnements vulnérables et hostiles sont parmi les premières à pâtir du changement climatique et des catastrophes naturelles. Leurs connaissances et leurs pratiques concernant la nature, y compris leur compréhension écologique, leurs compétences de conservation et leurs systèmes de gestion des ressources naturelles, de prévision météorologique et de gestion de la biodiversité, constituent une riche source de stratégies d'adaptation aux catastrophes naturelles. Constamment élaborés et adaptés en fonction des circonstances, ces outils éprouvés aident activement les communautés locales à s'adapter au changement climatique.

Les techniques et les matériaux de construction traditionnels sont essentiels pour promouvoir le développement durable et s'adapter au changement climatique. Un des exemples évoqués à cet égard est l'architecture de terre, une des expressions les plus originales et puissantes de la capacité des hommes à créer un environnement construit avec les ressources locales disponibles, adapté aux conditions climatiques locales. La terre est utilisée pour construire des abris à partir d'un large éventail de techniques et de formes à travers le monde. Elle peut être façonnée, damée ou appliquée sur d'autres matériaux comme le bois ou la paille. La construction en terre reste une des techniques de construction les moins polluantes et les mieux adaptées, compte tenu des ressources naturelles disponibles, du bon rapport coût-efficacité de ces constructions et de la conformité des matériaux à l'environnement naturel (par exemple, la chaleur). Dans le même temps, ces constructions sont de plus en plus menacées par les agressions naturelles ou humaines comme les inondations et les séismes, l'industrialisation, l'urbanisation, les techniques de construction modernes et la perte des compétences de conservation traditionnelles.

« Arracher une population à son milieu ancestral et naturel, ou l'inverse – détruire son territoire en y creusant des mines, en le déboisant, en le bombardant, en y implantant des projets industriels et urbains de grande envergure, etc. – c'est la couper non seulement de sa source de subsistance traditionnelle, mais aussi, et surtout, de ses ancêtres, de son histoire, de son identité et de son droit le plus légitime à l'existence. C'est rompre le rythme séculaire des drames cycliques du temps, du mouvement et de l'espace familiaux. »

Epeli Hau'ofa, *We Are the Ocean*, 2008



Patrimoine bâti du pays Dogon (Mali)

RECONSTRUIRE PLUS SOLIDEMENT AU PAKISTAN GRÂCE AUX TECHNIQUES TRADITIONNELLES

Les catastrophes récurrentes ont révélé l'effet destructeur du changement climatique sur le patrimoine culturel pakistanais. Au cours des siècles, la construction vernaculaire sans architecte s'est développée comme une option à la fois économique et d'un grand intérêt climatique, puisqu'elle protège à la fois de la chaleur et du froid. L'utilisation de matériaux durables a aussi empêché l'épuisement des ressources planétaires. Le programme Build Back Safer with Vernacular Methodologies (Reconstruire plus solidement par les méthodes vernaculaires), qui s'appuie sur des méthodes locales techniquement améliorées, a été mis en oeuvre à la suite des inondations dévastatrices qui ont frappé le Pakistan en 2011. Le paysage culturel rural reste dans bien des régions du pays fidèle aux modes de vie traditionnels. Dans les communautés rurales, l'utilisation de l'argile sauve des vies depuis des siècles. La création d'un microclimat grâce aux cours intérieures, aux toits de chaume favorisant la circulation de l'air et aux fenêtres étroites protégeant du soleil rendent inutile l'emploi de systèmes de refroidissement mécaniques. Le recours aux matériaux locaux libère le pouvoir créateur des communautés. La familiarité avec le matériau et la richesse intrinsèque de l'argile crue ont favorisé un jaillissement créateur jusqu'alors inconnu des activités de développement d'après-catastrophe au Pakistan. Dénuées de tout, interdites d'accès aux matériaux coûteux, les communautés sinistrées ont fait appel à leur propre créativité et ingéniosité, façonnant à la main des structures d'une exécution sans pareille. Bâties avec de l'argile crue stabilisée, les abris construits dans le cadre du programme sont également résistants aux crues, comme on a pu le vérifier pendant trois années d'inondations et de pluies discontinues (Heritage Foundation of Pakistan, 2014).



Techniques traditionnelles de construction, Pakistan

Les Consultations nationales ont débattu des liens entre la préservation du patrimoine, les pratiques culturelles et l'adaptation à la gestion des ressources environnementales. Les Dialogues conduits en Serbie ont souligné que la conservation des bâtiments du patrimoine, contrairement à leur remplacement par de nouvelles structures, est un instrument de réduction des émissions de CO₂ au niveau mondial. Au Maroc, ils ont notamment cité l'exemple des systèmes extrêmement sophistiqués de distribution d'eau, comme les *khtar* et les *seguias*, dont l'origine remonte aux tout premiers centres habités. Ce patrimoine a été peu à peu négligé, entraînant la détérioration et l'anéantissement des systèmes, et même l'ensablement des palmeraies qui en dépendaient. Leur restauration et leur réhabilitation pourraient faire revivre un écosystème menacé et fournir un mode d'irrigation durable. De même, la réhabilitation des techniques de construction traditionnelles comme l'adobe, aux propriétés thermiques bien adaptées au climat chaud du Maroc méridional, a été mise en avant comme une bonne pratique pour construire un habitat de meilleure qualité, tout en réduisant la nécessité de recourir aux systèmes de refroidissement électromécaniques. L'adobe est un matériau de construction très utilisé au Mali, et le pays Dogon a également été présenté comme un vivant exemple de la façon dont les communautés vivent en harmonie avec leur environnement naturel, en contribuant à sa protection. L'histoire des Dogons peut être vue comme une adaptation toujours renouvelée au changement climatique. Les communautés locales appliquent aussi depuis des siècles des politiques systématiques de gestion des ressources naturelles et ont toujours veillé à la préservation des plantes médicinales locales.

LA CULTURE EST UN MOYEN CRUCIAL DE PROMOUVOIR DES MODES DE CONSOMMATION ET DES PRATIQUES AGRICOLES DURABLES, GARANTS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La diversité culturelle et les savoirs traditionnels sont indispensables à la sécurité alimentaire et à l'agriculture durable. La Terre est capable de produire assez pour nourrir adéquatement l'ensemble de la population mondiale. Mais bien que la faim dans le monde ait été réduite de 20,6 % au cours des 25 dernières années, une personne sur neuf souffre encore quotidiennement de la faim. Les modes de production et de consommation alimentaires ont considérablement changé au cours des années récentes, posant des défis particulièrement redoutables aux petits agriculteurs, souvent des femmes, qui produisent entre 40 % et 70 % des produits alimentaires. La sécurité alimentaire exige des actions à la fois

pluridimensionnelles et intersectorielles, qui prennent aussi en compte la culture et les modèles alimentaires et agricoles traditionnels (FAO 2014, FNUAP 2014). Les communautés possèdent de vastes connaissances, fondées sur des modes de vie et des environnements spécifiques. Leurs techniques s'appuient sur l'utilisation diversifiée des cultures, des plantes et des animaux, ainsi que sur une connaissance approfondie des particularités locales, et ils ont développé des modes de production adaptés à ces conditions. Un grand nombre de familles à travers le monde sont dépendantes de systèmes agricoles qui améliorent la fertilité des sols, assurent un régime alimentaire varié et permettent de se nourrir de manière équilibrée et de rester en meilleure santé. Il est crucial d'assurer la viabilité de ces systèmes pour assurer la suffisance et la sécurité alimentaires ainsi qu'une alimentation de qualité aux communautés.

Ce que nous consommons et notre manière de le consommer obéit à des directives culturelles à la fois conscientes et inconscientes. Des facteurs comme la taille de la population, sa répartition spatiale, la pyramide des âges et les niveaux de revenu interviennent dans les relations complexes entre culture, croissance économique et dynamique démographique, cruciales pour la durabilité environnementale. Les modes de

production, de consommation et d'élimination des déchets sont intimement liés aux cultures et aux communautés où ils s'enracinent. La culture, ce qui comprend les valeurs, croyances et pratiques, doit donc être mobilisée comme un atout clé du développement durable et du changement des comportements.

Les systèmes de savoirs de la petite agriculture représentent la capacité de s'adapter aux spécificités des écosystèmes et des modèles sociétaux locaux. Ils peuvent aussi transformer l'agriculture en un système hautement productif reposant essentiellement sur les ressources locales. Les petits exploitants sont capables de produire dans les conditions les plus difficiles, aux altitudes extrêmes des *altiplanos* andins, sur les pentes escarpées des *cordilleras* philippines ou dans les zones inondées des mangroves ouest-africaines. Comme l'ont souligné les Dialogues conduits en Bosnie-Herzégovine, une attention particulière devrait être prêtée au rôle des compétences et des pratiques traditionnelles pour l'agriculture durable. Les Dialogues conduits en Équateur ont débattu du rôle du patrimoine culturel immatériel et des savoirs traditionnels pour l'amélioration des techniques agricoles, adaptées à l'alimentation locale et aux capacités environnementales, en vue de garantir la sécurité alimentaire et le respect de l'environnement.



© E. Selter

Luang Prabang (Laos)

FAIRE REVIVRE L'APICULTURE TRADITIONNELLE AU MEXICO

Le Mexique est le sixième producteur et le troisième exportateur mondial de miel, une tradition qui remonte à la civilisation maya. Dans l'État de Campeche, l'apiculture est une des activités principales et fait vivre près de 6 500 familles. Mais ces dernières années, du fait de problèmes climatiques et de biodiversité, cette activité a décliné. Parallèlement, la prise de conscience mondiale et l'intérêt croissant pour les produits alimentaires de qualité ont accru la demande de miel des abeilles mélipones de la tradition maya. Pour accroître la production et répondre à la demande, il fallait mettre en place une formation spécialisée et s'appuyer sur les compétences et connaissances traditionnelles afin de protéger l'habitat naturel de ces abeilles. Calakmul, où le projet a été mis en oeuvre, possède une des forêts tropicales les plus vastes et les mieux préservées de la région. Un bon exemple du renouveau de la production traditionnelle est fourni par la coopérative de femmes d'Ich Ek, à Calakmul : sept femmes autochtones originaires d'une petite communauté rurale ont fait de la production traditionnelle de miel des abeilles mélipones leur principale activité économique. Grâce à la récupération et à la préservation des savoirs traditionnels, le projet favorise la durabilité environnementale. La connaissance des plantes et des écosystèmes, ainsi que la nécessité de protéger cette biodiversité pour préserver les moyens de subsistance et la qualité de la production, ont été à l'origine de la revitalisation et du développement de la production traditionnelle de miel. Le projet a également élaboré des critères et des directives afin d'améliorer les pratiques coopératives de production et de distribution et sensibiliser à la valeur ajoutée de la culture pour l'apiculture. Le modèle coopératif a réuni les productrices locales qui ont mis en commun leurs connaissances et expériences afin d'améliorer la production de miel des mélipones. Ce projet est un exemple de stratégie durable, basée sur les savoirs traditionnels et la culture, visant à générer des revenus et à créer des emplois durables dans les communautés concernées (Bureau de l'UNESCO à Mexico, 2014a).

Les bénéfices économiques obtenus grâce à la promotion de produits alimentaires variés et de bonne qualité, basés sur les savoirs traditionnels, sont l'une des nombreuses contributions de la culture à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Lors de l'événement de clôture à Florence (Italie), M. Meza-Cuadra, Représentant permanent du Pérou auprès des Nations Unies, a expliqué comment les connaissances des Péruviens concernant le quinoa ont permis de relancer et de promouvoir la consommation de cette céréale traditionnelle locale. Elle est aujourd'hui consommée partout dans le monde, contribuant pour une large part à la survie de nombreux petits paysans. Dans son exposé, l'Argentine a souligné que l'alimentation et la cuisine forment un système englobant la production, la préparation, la commercialisation et la consommation, dans un contexte culturel et un territoire spécifiques. Les cuisines régionales constituent un langage et un mode d'interaction inséparables d'autres expressions culturelles. Les Dialogues ont souligné qu'il était important de comprendre les motivations culturelles à l'origine des modes de consommation. La réhabilitation de pratiques agricoles par la promotion croissante des produits locaux a été citée en exemple. Dans le respect des principes du mouvement « slow food », le *Plan Maroc vert*, par exemple, promeut la consommation des produits locaux et met l'accent sur les pratiques culturelles traditionnelles contribuant à la production de produits de qualité pouvant être distribués sur des marchés haut de gamme. Ce faisant, en plus du soutien apporté aux activités génératrices de revenu, on encourage aussi les pratiques à faibles émissions.

Les options de sensibilisation aux questions environnementales et d'identification de stratégies innovantes sont aussi diverses que les cultures elles-mêmes. Comme l'ont souligné les participants, les normes et les valeurs culturelles sont au coeur des modes de consommation, de production et d'élimination des déchets. Loin d'être fixée, la culture se transmet, sous ses multiples facettes.

« La promotion et le soutien des petits producteurs et (...) des produits alimentaires traditionnels contribuent à la réduction de la pauvreté et à l'inclusion sociale, soulignant le rôle de la diversité [culturelle] comme moteur du développement. »

Gabriela Stockli, Direction nationale des politiques culturelles et de la coopération internationale, Argentine, 2014

**AU COSTA RICA, LES SAVOIRS LOCAUX
ENCOURAGENT À RENOUER AVEC LA CUISINE
TRADITIONNELLE ET UNE CONSOMMATION
PLUS SAINE**

▪ Au Costa Rica, la consommation des produits locaux régresse avec le déclin de l'agriculture, la perte des vergers traditionnels et les progrès de la déforestation, de la monoculture et de l'urbanisation. Attiré sur les marchés par les produits importés de l'étranger, le consommateur se détourne des fruits et légumes locaux. Cette perte des produits autochtones entraîne une érosion des traditions qui leur sont associées et de leur contribution à la culture, à l'économie, à la nutrition et à la durabilité. Un nouveau projet a donc été élaboré pour remettre au goût du jour les ingrédients délaissés et les régimes alimentaires traditionnels. Pour éviter les erreurs des initiatives antérieures, axées sur l'étalage des plats traditionnels, les femmes ont été placées en première ligne. Ceci non seulement parce que la préparation des aliments est historiquement une tâche féminine, mais aussi parce que les femmes ont une parfaite connaissance des techniques de jardinage, de la confection des plats et des modes de consommation traditionnels, tout en étant généralement reléguées à l'arrière-plan. La population masculine est également associée aux diverses phases de l'approvisionnement alimentaire de la communauté. Le projet est mis en œuvre en coopération avec les individus concernés et comprend notamment des activités de formation des membres de la communauté, afin de revitaliser les savoirs agro-alimentaires. Ces activités ont eu aussi pour avantage de sensibiliser l'ensemble des habitants du pays aux bienfaits de la revitalisation des traditions alimentaires (F-OMD Costa Rica, 2013).

Elle est malléable, extrêmement dynamique et variable. Les modes de consommation présentent effectivement une grande variété : certaines traditions culturelles, valorisant la pleine conscience, la présence à soi et l'épanouissement personnel, échappent aux pressions de la consommation extérieure ; d'autres entretiennent une culture de l'innovation matérielle et de la consommation qui l'accompagne, liées aux modèles de croissance économiques dominants. Ainsi, les options de sensibilisation à une consommation, une production et une élimination durables, ainsi qu'aux défis environnementaux, sont aussi nombreuses et variées que la ou les culture(s), les activités, les pratiques et les croyances elles-mêmes. Les participants ont signalé un essor des cultures de protection environnementale, soucieuses des réalités locales. Dans un pays comme le Japon, par exemple, qui se caractérise par sa forte densité démographique et la production de déchets qui en découle, alors que le Japon est composé d'îles où

l'espace manque pour éliminer les déchets, les pratiques respectueuses de l'environnement sont devenues une partie intégrante de la culture. Il y est ainsi devenu courant de trier les déchets selon un minimum de huit catégories recyclables, et les voisins s'encouragent mutuellement à procéder à ce tri (Howe, discussions en ligne, 2014).

**LA CULTURE AU SERVICE DE L'ÉDUCATION
ENVIRONNEMENTALE À BELIZE**

▪ Dans le sud de Belize, une région où le nombre d'habitants est faible mais en augmentation, la pollution s'accroît à cause du lessivage des terres cultivées, de l'érosion des sols due à la destruction des forêts connexes au rivières, des détergents déversés dans les rivières et des déchets plastiques et solides qui s'accumulent dans les décharges sauvages. La Freshwater Cup, organisée chaque année par le Toledo Institute for Development and Environment, s'appuie sur la culture locale et la passion nationale pour le football pour éduquer les élèves de l'enseignement primaire à la préservation de l'environnement. Un tournoi de football est organisé, mais les critères pour y participer s'appuient sur la culture locale et les besoins environnementaux. Chaque équipe doit planifier et réaliser un projet écologique visant à protéger les ressources d'eau douce ou à réduire les effets du changement climatique sur les communautés. Parmi les projets réalisés figurent le lancement de programmes de recyclage, la création d'espaces verts, d'écoparcs et de clubs environnementaux dans les écoles et les communautés, la plantation d'arbres pour protéger les berges fluviales, l'organisation du nettoyage collectif des cours d'eau, la gestion des déchets solides, et même l'organisation de conférences à l'intention des parents, pour la plupart agriculteurs, afin de les sensibiliser aux effets néfastes des pesticides et des herbicides sur la vie aquatique. En retour, les enfants obtiennent le droit de participer à la prestigieuse Freshwater Cup, qui est extrêmement populaire. Le programme a remporté un succès remarquable. Bien qu'ils vivent à proximité de l'eau, les élèves, leurs enseignants et leurs parents n'avaient pour la plupart jamais entendu parler du changement climatique et n'avaient aucune idée de ses impacts. La Freshwater Cup a beaucoup amélioré les choses, mobilisant des écoles et des communautés entières pour une meilleure prise de conscience de l'importance des écosystèmes d'eau douce et de leur protection. Un prestige égal auréole le vainqueur de la coupe de football et l'équipe dont le projet en matière de gestion des déchets, de protection des milieux aquatiques ou de production d'énergie a remporté le concours environnemental (Toledo Institute for Development and Environment, 2013).



Le projet d'éducation à l'environnement de Belize

COMMENT MESURER LA CONTRIBUTION DE LA CULTURE À LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

- Nombre de pays ayant intégré les connaissances et les pratiques traditionnelles aux politiques et aux plans de développement environnemental
- Pourcentage de politiques et de plans relatifs à la réduction des risques de catastrophe naturelle et à l'adaptation au changement climatique intégrant les connaissances et les pratiques traditionnelles
- Nombre d'espèces sauvegardées grâce aux savoirs traditionnels
- Nombre de politiques spécifiquement axées sur l'inclusion et le progrès des communautés autochtones
- Pourcentage de biens naturels et culturels en péril dans les inventaires nationaux
- Pourcentage du budget alloué à la sauvegarde du patrimoine culturel et naturel

3.6 CULTURE, INCLUSION ET RÉCONCILIATION

La section ci-dessous présente une synthèse des contributions reçues sur ce thème dans le cadre des Dialogues sur la culture et le développement pour l'après-2015 qui se sont déroulés au niveau mondial (appel à contributions, discussions en ligne, événements thématiques et finaux) et au niveau national en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Mali, au Maroc et en Serbie.

MESSAGES CLÉS

- Les artistes et les institutions culturelles jouent un rôle crucial dans la promotion de la liberté d'expression et du dialogue inclusif
- Les expressions culturelles peuvent aider à surmonter les traumatismes et à réconcilier les communautés qui se relèvent d'un conflit
- Le patrimoine culturel est un élément crucial de l'identité des communautés et de la construction d'une paix durable
- Le respect de la diversité culturelle est indispensable à la promotion d'un dialogue positif et de l'inclusion

La culture construit des passerelles et aide à concevoir des processus de réconciliation plus efficaces et inclusifs, associant pleinement les communautés. Les droits culturels, le patrimoine, l'identité culturelle et la vie culturelle sont des réalités fondamentales, qui confèrent sa légitimité à la gouvernance locale collective et participative et forment le socle d'une paix durable et de sociétés plus inclusives.



■ LES ARTISTES ET LES INSTITUTIONS CULTURELLES JOUENT UN RÔLE CRUCIAL DANS LA PROMOTION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DU DIALOGUE INCLUSIF

Les artistes sont parmi les acteurs les plus dynamiques, les plus engagés et les plus directs de la société. Ils sont souvent inquiétés du fait de leurs critiques, dans la mesure où ils puisent souvent leur inspiration dans les questions sociales, appelant l'attention sur des problèmes et des défaillances. C'est pourquoi les Dialogues ont considéré que les artistes et les institutions culturelles contribuent grandement à oeuvrer en faveur des droits, de la liberté d'expression et d'une meilleure gouvernance. Les Dialogues ont mentionné le soutien à apporter aux artistes dans leur rôle de catalyseurs du changement social, contribuant à lutter contre l'exclusion et les inégalités, imaginant de nouvelles voies d'avenir et rétablissant l'espoir. Les institutions culturelles, en tant que plateformes clés pour les artistes, devraient être utilisées comme espace civique de dialogue et d'intégration sociale, pour aider à réduire la violence et renforcer la cohésion.

« Donner aux groupes marginalisés les moyens de s'exprimer et de créer, c'est leur permettre de contribuer activement au développement économique et social »

Ambassadeur danois auprès des Nations Unies
Débat thématique des Nations Unies sur la culture et le développement, 5 mai 2014

Les droits culturels, et le droit de participer librement à la vie culturelle, sont des droits humains fondamentaux, indispensables à la dignité et à la liberté de la personne. La pleine participation à la vie culturelle, sur un pied d'égalité, des hommes et des femmes, des garçons et des filles, est un facteur clé du développement social durable. La stabilité sociale crée aussi les conditions nécessaires pour donner aux jeunes générations un sentiment de citoyenneté et d'appartenance à une communauté, sentiment intimement lié à l'expérience du respect et de la garantie des droits culturels. Pour exercer leur droit de participer à la vie culturelle, les individus doivent vivre dans un environnement où ils sont libres de décider de leurs besoins culturels (Martinell Sempere, 2014b).

■ LES EXPRESSIONS CULTURELLES PEUVENT AIDER À SURMONTER LES TRAUMATISMES ET À RÉCONCILIER LES COMMUNAUTÉS QUI SE RELÈVENT D'UN CONFLIT

Après un conflit, les activités culturelles et l'expression artistique offrent aux sociétés des moyens d'entamer le travail de guérison et de retrouver un sentiment de normalité et d'identité. Partout dans le monde, les sociétés s'efforçant de panser les plaies d'un passé difficile et conflictuel cherchent un remède dans des expressions créatives comme le théâtre, la musique, le cinéma ou la littérature, qui permettent aux victimes de se confier, d'ouvrir le débat sur les sujets difficiles et de retrouver la capacité d'imaginer un avenir meilleur. Si le principal objectif de ce type d'activités culturelles est de permettre aux participants de vivre une expérience collective, où ils puissent apprendre les uns des autres et se sentir capables d'exprimer publiquement ce qu'ils pensent et ressentent, beaucoup soulignent aussi les effets thérapeutiques personnels de leur participation à ces activités. En leur permettant, à la fois, d'affronter collectivement les traumatismes et de se soigner individuellement, les expressions culturelles s'avèrent des outils particulièrement efficaces de travail avec les communautés qui se relèvent d'un conflit ou de toute autre situation de crise (CKU, 2014a). Des approches similaires ont également fait leurs preuves dans les situations de violence sexuelle (voir section 3.3 du présent rapport).

La participation active aux activités culturelles est un puissant outil pour les processus de changement social et de dialogue. Les Dialogues ont examiné la manière dont la participation de groupes sociaux et culturels divers aux activités culturelles favorise la coexistence pacifique et la réconciliation. De nombreux exemples de bonnes pratiques ont été cités, dans lesquels les expressions culturelles ont joué un rôle central et ont produit des résultats positifs, dans des sociétés se relevant d'un conflit, comme au Cachemire, en Palestine ou au Pakistan. Ce type d'activités a été mis en place après ou pendant des conflits, ainsi qu'auprès de déplacés internes et de réfugiés. Les communautés déplacées souffrent généralement de la perte des liens avec leur communauté et leur lieu d'origine, et il n'est pas toujours facile pour les communautés d'accueil d'affronter l'arrivée de vastes groupes de population sur leur territoire. Les activités culturelles ont été fréquemment utilisées pour favoriser le dialogue et exprimer un vécu douloureux, mais aussi pour permettre aux communautés – qu'elles sortent d'un conflit, ou doivent accueillir des déplacés internes ou des réfugiés – de se familiariser avec « l'autre ».

AU NORD DE L'UGANDA, LE HIP-HOP OFFRE UN MOYEN D'EXPRESSION AUX JEUNES EXCLUS

▪ Parmi les exemples cités figure un projet d'enseignement du hip-hop au nord de l'Ouganda, dont l'objectif global était de réduire la fracture socioculturelle et économique entre les jeunes du pays, en les aidant à acquérir des compétences à la fois artistiques et entrepreneuriales. Les activités, proposées dans cinq régions, ont su inciter les groupes locaux à participer aux répétitions et aux spectacles. Des groupes des différentes régions ont pris part à un camp d'entraînement, où ils ont suivi divers ateliers de hip-hop. Après cette période de formation, certains des participants ont pu se produire dans des festivals régionaux et lors d'un festival international organisé à Kampala, la capitale de l'Ouganda.

Le projet a fait appel à cette forme particulièrement populaire d'expression culturelle afin de pouvoir atteindre les jeunes exclus. Les ateliers d'apprentissage, puis le passage à la scène dans des spectacles de hip-hop utilisant les langues locales et la musique traditionnelle, ont modifié le regard des participants sur leur culture d'origine. Ils ont découvert qu'ils pouvaient s'exprimer et toucher un public à travers la danse et l'écriture des chansons. De leur propre aveu, ce projet leur a redonné confiance en eux-mêmes, puisqu'ils se sont sentis capables de prendre la parole devant des spectateurs extérieurs (CKU, 2014a).



Atelier de hip-hop organisé par Bayimba à Soroti, Ouganda

LE CINÉMA, LA DANSE ET LE THÉÂTRE, VECTEURS DE COMPRÉHENSION MUTUELLE POUR LES RÉFUGIÉS D'IRAQ, DE JORDANIE ET DE PALESTINE

▪ Les jeunes irakiens réfugiés en Jordanie et dans le camp de Balata, en Cisjordanie, ont participé au projet C:NTACT, une initiative du département international d'éducation et d'intégration du Betty Nansen Theater danois. En coopération avec des partenaires locaux, ces jeunes ont été formés à raconter leur propre histoire à travers la danse, le théâtre et le cinéma. Ces trois modes d'expression ont offert à ces jeunes issus de communautés réfugiées un espace où ils ont pu exprimer librement leurs sentiments et leurs idées. Le projet vise directement à permettre à ces jeunes, que la guerre a durement frappés, de faire entendre une voix rarement écoutée dans les processus de paix officiels. En Palestine, des jeunes extérieurs au camp de réfugiés ont également pu participer aux activités et découvrir leur propre talent et celui des autres. Cette expérience collective a encouragé la tolérance, la compréhension mutuelle et le respect parmi les jeunes participants, ce qui a été partagé sur scène avec le public. La pièce a fait ensuite l'objet d'une tournée dans des villages isolés du nord de la Cisjordanie. Ces représentations ont témoigné de l'autonomie acquise par ces jeunes grâce à la scène, et présenté aux villageois une nouvelle image des habitants du camp (CKU, 2014a).



Le projet C:NTACT, Jordanie, 2010

« Pour secourir les survivants, il ne suffit pas de les alimenter. La santé mentale compte autant que la santé physique. Nous devons aider ces personnes à reprendre espoir. Vivre une expérience positive, pouvoir rire un bon coup, cela peut nourrir une personne pendant des mois ! »

Asha-Rose Migiro, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, lors d'une visite en Haïti en février 2010

Les pratiques culturelles réunissant les membres de différentes communautés contribuent au dialogue et effacent les distances psychologiques. Les consultations ont présenté de nombreux exemples réussis d'utilisation de la culture pour favoriser le dialogue, notamment là où les tensions interethniques sont récurrentes et où les minorités sont marginalisées. La culture stimule les sens, expose la variété des points de vue et montre la réalité sous de nouveaux angles. Elle devient ainsi un facteur d'inclusion en suscitant le dialogue entre les individus et les communautés. La culture unit les individus et leur procure un sentiment d'appartenance à un même groupe, c'est pourquoi elle est un facteur important d'intégration, d'estime de soi et d'échanges intercommunautaires (RFPAC, 2014).

AU PAKISTAN ET AU SRI LANKA, LE THÉÂTRE OUVRE DES VOIES VERS LA RÉOLUTION DES CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES

■ Le Forum Theatre est un projet mis en oeuvre par Pan Intercultural Arts et le British Council, qui ont conçu une forme théâtrale interactive au Pakistan et au Sri Lanka. Les pièces abordent des questions sociales proches des préoccupations du public. Après une première représentation, la pièce est jouée une deuxième fois, les spectateurs sont alors encadrés par un facilitateur et sont invités à prendre la place des acteurs pour imaginer d'autres solutions conduisant à un dénouement plus positif. Cette formule du Forum Theatre incite le public à remettre en cause des postures généralement dictées par l'oppression sociale et culturelle, et à leur trouver des alternatives réalistes. Elle crée aussi un espace de dialogue et de débat communautaires permettant de démêler et d'analyser les problèmes. Mais la plus grande réussite de ce projet est que les participants reconnaissent que cette méthode incite réellement à adopter une approche de résolution des problèmes et à changer d'attitude (Pan Intercultural Arts, 2014).

Les participants se sont également intéressés aux différentes façons dont les communautés, à travers le monde, ont traditionnellement utilisé la culture et les expressions culturelles pour rétablir le dialogue et résoudre les conflits. Les Dialogues conduits au Mali ont exploré les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, et le rôle clé qu'ils peuvent jouer en apportant des solutions durables au conflit en cours, tout en reconnaissant les nouveaux défis posés par la mondialisation et le caractère international des conflits. Les discussions mondiales ont également cité en exemple le travail rwandais de modernisation des *gacaca*. Ces tribunaux ancestraux ont été adaptés après le conflit des années

1990 afin d'appuyer l'effort de vérité et de réconciliation intercommunautaires, et sont souvent cités comme un des principaux mécanismes ayant permis à ce pays de panser rapidement ses plaies en permettant à la population de se soigner elle-même et d'élaborer sa propre version des événements.

AU SOUDAN DU SUD, LES CHANTS TRADITIONNELS RÉVÈLENT LE POINT DE VUE DES COMMUNAUTÉS SUR LA GUERRE ET LA PAIX

■ Une étude de cas en provenance du Soudan du Sud portait sur le vaste répertoire de chants Dinka, où abondent les références à la justice sociale, à la résolution des conflits et à l'engagement citoyen. Le mode de vie des pasteurs Dinka repose sur la tradition orale, à la fois source de loi, socle des revendications et garantie d'action dans les sociétés autochtones. Traditionnellement, les chants ont une fonction de régulation sociale et politique, et sont le moyen culturellement autorisé pour exprimer des sentiments et des appréciations qui pourraient être perçus comme une offense. Selon le droit coutumier Dinka, les chants sont investis d'une autorité morale et ont statut de témoignage dans les assemblées publiques des villages. Ils fournissent également un espace de négociation avec le pouvoir, qui éclaire sur la manière dont le celui-ci et l'État sont plus largement vécus ou imaginés. Les chants offrent un registre de communication qui n'est ni lié par des structures spatiales ou institutionnelles imposées, ni régenté par la forme narrative obligatoire et restrictive du tribunal. Les chants Dinka n'ont sans doute qu'une capacité limitée à amener la paix et la réconciliation dans une société marquée par une violence et une exclusion politique extrêmes, ils jouissent cependant d'un certain poids dans un cadre culturellement sanctionné. Cet exemple montre clairement comment la culture peut apporter des solutions de justice transitionnelle plus adaptées (Impey, 2014).



Le projet Dinka, Soudan du Sud

AU MALI, LES MÉCANISMES TRADITIONNELS DE RÉOLUTION DES CONFLITS SE RÉINVENTENT POUR CONTRIBUER À L'EFFORT DE PAIX ■ L'exemple des griots, souvent qualifiés de « héros de la paix », a été cité en exemple lors des Dialogues conduits au Mali. Les autorités à tous les niveaux de gouvernement sont conscients de l'importance d'associer ces voix traditionnelles aux efforts de réconciliation engagés dans le cadre du processus de paix en cours. À la fois contestataire et pacificatrice, la parole du griot est considérée comme un instrument particulièrement précieux pour la résolution des conflits. Le conflit actuel totalement inédit pour les systèmes communautaires traditionnels. Les griots sont

en effet avant tout des acteurs locaux, oeuvrant au sein des communautés dans lesquelles ils vivent et dont ils connaissent les membres et les lignages. Bien qu'il frappe directement les communautés locales, le conflit a une portée qui les dépasse, et pose de nouveaux défis. Associés au processus de réconciliation en cours, les griots et leurs réseaux s'emploient donc à adapter leur tradition aux réalités nouvelles. Compte tenu de sa complexité, le processus de réconciliation malien peut donc être perçu comme un banc d'essai majeur pour la médiation par les griots. De la capacité de ce mode d'expression ancestral à se redéfinir dépendront sa pérennité et sa contribution face aux défis actuels et futurs (Consultations nationales, Mali, 2014).



© MINUSMA/M. Dormino

Gao (Mali)

ASSOCIER LES RESPONSABLES RELIGIEUX AU RÈGLEMENT DES LITIGES AU DARFOUR (SOUDAN)

Un projet mis en oeuvre au Darfour s'appuie sur les conseils communautaires, qui comptent parmi les mécanismes traditionnels de règlement des litiges. Il y a eu ainsi un plus grand nombre de différends résolus grâce à ces mécanismes qu'en sollicitant la police locale. Le projet s'appuie également sur des perspectives religieuses et des partenariats avec les groupes confessionnels. Au Darfour, les responsables religieux jouissent d'un grand respect au sein des communautés et jouent un rôle crucial dans la prévention des conflits. Beaucoup exercent un pouvoir judiciaire selon le droit coutumier local, et lorsqu'ils ne jouent pas directement ce rôle, les responsables locaux font souvent appel à l'avis indépendant des imams en cas de litige (Islamic Relief, 2014).

■ LE PATRIMOINE CULTUREL EST UN ÉLÉMENT CRUCIAL DE L'IDENTITÉ DES COMMUNAUTÉS ET DE LA CONSTRUCTION D'UNE PAIX DURABLE

Symbole communautaire ou sociétal, le patrimoine est fréquemment pris pour cible et de nombreux sites sont également utilisés à des fins militaires. Les sites du patrimoine continuent à subir des dommages considérables en temps de guerre, et il a été démontré que leur destruction, ainsi que les trafics illicites dont ils font l'objet, affectent durablement les communautés, en ébranlant le sentiment d'identité collective et la cohésion sociale et en affaiblissant les efforts de réconciliation et de paix. Les innombrables commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale qui ont eu lieu en 2014 en Europe occidentale témoignent des effets durables des conflits, de la trace indélébile laissée par la destruction physique du patrimoine, et de l'importance du patrimoine commémoratif pour en rendre compte.

« Protéger les civils passe aussi par la sauvegarde de leur histoire et de leur identité. Les travaux de reconstruction des mausolées de Tombouctou qui débutent aujourd'hui sont importants dans la mesure où ces mausolées sont un élément de l'identité de la ville, dont l'objectif même est de protéger ses habitants. »

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Mali, en 2014

LA SAUVEGARDE DES MANUSCRITS DE TOMBOUCTOU, PIÈCE MAÎTRESSE DU PROCESSUS EN FAVEUR D'UNE PAIX DURABLE AU MALI

Le patrimoine et les expressions culturelles du nord du Mali ont fait l'objet d'attaques délibérées lors du récent conflit. Les mausolées et les tombeaux ont été détruits ou endommagés et plus de 4 200 manuscrits réduits en cendres. On estime toutefois que 90 % des plus de 300 000 manuscrits conservés dans la région de Tombouctou ont été sauvés grâce à un transfert en urgence vers d'autres sites, mais les inquiétudes liées au trafic illicite restent profondes. Pendant les premiers mois du conflit, les communautés locales, responsables de la conservation des manuscrits depuis des générations, ont, au péril de leur vie, évacué ces précieux documents pour les mettre en lieu sûr dans la capitale, Bamako. Le récit des efforts déployés pour sauver les manuscrits de Tombouctou témoigne de l'importance accordée par la communauté à ce patrimoine. Les efforts en cours pour restaurer les bibliothèques et les mausolées, afin qu'ils puissent être un jour rendus à Tombouctou, sont une partie intégrante de la reconstruction communautaire. Lors du lancement de la campagne de restauration, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, a déclaré : « Protéger les civils passe aussi par la sauvegarde de leur histoire et de leur identité. Les travaux de reconstruction des mausolées de Tombouctou qui débutent aujourd'hui sont importants dans la mesure où ces mausolées sont un élément de l'identité de la ville, dont l'objectif même est de protéger ses habitants ». Les manuscrits peuvent aussi jouer un rôle clé dans l'instauration d'une paix durable. À cette fin, il est impératif de les traduire, pour pouvoir, par exemple, les utiliser dans l'éducation. Les manuscrits de Tombouctou témoignent d'avancées sur le plan scientifique, politique, diplomatique et économique, ils abordent des questions comme la protection de l'environnement, la bonne gouvernance, les droits des femmes et des enfants ou la résolution des conflits. Durant toute l'histoire de la région, ces traités ont été utilisés pour régler les transactions commerciales, asseoir la légitimité du pouvoir et prévenir les conflits. Ils étaient une source d'influence sociale et politique, et le produit le plus lucratif du marché de Tombouctou. Pour qu'il ait un impact optimal sur la reconstruction communautaire, le projet a dès le début été mené en collaboration avec les autorités religieuses et les communautés locales, acteurs des efforts de reconstruction. L'objectif n'est pas de relever les murs, mais de préserver la signification culturelle et le rôle que le patrimoine a joué dans la structuration de la vie de la communauté (Consultations nationales, Mali, 2014).



© MINUSMA/M. Dormino

Manuscrits à Tombouctou, Mali

Les expériences positives ont montré qu'il était important que les communautés en conflit élaborent un récit commun, pour la réussite des processus de paix durable. Les discussions engagées par la voie électronique ont cité l'exemple des archives en ligne créée par le Rwanda, qui a contribué à l'effort de justice en reconstituant le déroulement des crimes de guerre. Cet effort conjoint pour panser les plaies du passé est largement considéré comme une étape cruciale des processus de réconciliation (Tandon, 2014, discussion en ligne).

Les communautés qui se relèvent d'un conflit ont besoin d'accéder à leur patrimoine pour affronter le passé. Le patrimoine culturel, en tant que mémoire collective d'une communauté, est essentiel à la construction de sociétés inclusives et il devrait être mieux mis en valeur. Les sites et les objets culturels sont étroitement liés à l'histoire et à la culture de la communauté qui les a produits, et la perte de ce patrimoine, par la destruction ou le trafic illicite, peut avoir des effets dévastateurs sur l'identité culturelle de la communauté concernée. Pour les participants aux

Dialogues, le patrimoine joue un rôle essentiel dans la construction de la paix, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit toujours d'une représentation du passé. Dans les situations de conflit, on s'appuie souvent sur une interprétation erronée ou sélective du passé pour étayer les programmes d'exclusion, et les idéologies et le patrimoine conflictuels peuvent être détournés à cette fin. C'est pourquoi un dialogue plus inclusif sur le patrimoine, débarrassé des stéréotypes, et qui embrasse la nation dans sa totalité, associant les communautés marginalisées au débat général sur la définition du patrimoine national, est crucial pour les processus de paix (Tandon, 2014, discussion en ligne). Les Dialogues ont également souligné que le contact entre le monde contemporain et le passé est un facteur fondamental du développement harmonieux de la société. La protection et l'accessibilité systématiques du patrimoine culturel sont aussi importantes que sa présentation innovante. Veiller à ce que le patrimoine soit présenté de manière moderne permet à la culture de contribuer pleinement au développement social durable et les institutions contemporaines de dépôt du patrimoine culturel sont une partie intégrante de ces efforts.

LA RECONSTRUCTION DU PONT DE MOSTAR, SYMBOLE DE L'ESPOIR DE PAIX EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

▪ La destruction du Vieux pont, Stari Most, à Mostar, en 1993, n'a pas seulement anéanti un des chefs d'oeuvre de l'architecture ottomane, elle a aussi porté un coup violent sur le plan moral à cette cité pluriethnique de Bosnie-Herzégovine. Lorsque le pont s'est effondré sous les tirs d'obus croates, privant les habitants de Mostar de leur premier symbole, ces derniers ont éprouvé un sentiment d'aliénation irréversible. Durant la guerre en ex-Yougoslavie, entre 1991 et 1999, les emblèmes culturels ont été systématiquement pris pour cible afin d'effacer toute trace de passé commun entre les communautés. D'où l'importance symbolique du projet de reconstruction du Vieux pont : le rebâtir ne signifiait pas le rétablissement du réseau des transports – une structure utilitaire en métal remplissait déjà cette fonction –, il s'agissait de rendre à cette ville son âme et son identité. La reconstruction du pont suscita des interrogations à la fois esthétiques, historiques et techniques : fallait-il le reconstituer sous sa forme initiale, ou en tenant compte des adjonctions faites au fil de ses quatre siècles d'existence ? Plus que la nécessité de recoller les morceaux, la reconstruction du Stari Most s'est révélée une entreprise profondément humaine. Si le pont remplit ses promesses, il deviendra, comme le souligne l'écrivain Predrag Matvejevitich, « une oeuvre par excellence de la solidarité humaine, un rempart contre la violence, l'intolérance et la haine. Un pont, qui soit un vrai pont » (UNESCO).



Le Musée du génocide de Tuol Sleng, à Phnom Penh (Cambodge)

Reconstruire et réconcilier les communautés passe aussi par la commémoration et la création de lieux de mémoire. La recherche suggère qu'il existe une corrélation entre la capacité de surmonter pleinement et de façon inclusive les séquelles d'un conflit et la possibilité de parvenir à une paix durable. Un processus de paix efficace exige que les communautés affectées soient capables d'accepter le passé. Au-delà de la justice transitionnelle, la gestion du passé suppose qu'une attention soit prêté au récit des individus et aux formules de commémoration, qui, si elles sont élaborées de manière participative, contribuent massivement à une réconciliation durable. Le patrimoine, les expressions culturelles et les institutions culturelles ont un rôle important à jouer dans ce domaine, car la commémoration peut revêtir de nombreuses formes, qui vont des monuments et des musées à la célébration de journées de la mémoire. Des exemples réussis d'archives des droits de l'homme, de projets d'histoire orale et d'expositions, mais aussi de création de



Le Stari Most de Mostar (Bosnie-Herzégovine)

sites mémoriaux ou de centres ou de musées de la mémoire, ont été cités. En outre, d'autres formes d'expression culturelle – le cinéma ou le théâtre, par exemple – peuvent être utilisées pour commémorer le passé et progresser vers une paix durable.

■ LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE EST INDISPENSABLE À LA PROMOTION D'UN DIALOGUE POSITIF ET DE L'INCLUSION

Parce qu'elle crée des passerelles, la culture joue un rôle prépondérant dans la diplomatie et dans le renforcement des relations internationales. Dans un monde globalisé, les échanges interculturels contribuent à une meilleure compréhension entre les communautés et les nations. La promotion du pluralisme culturel grâce aux échanges

interculturels entre pays aide à renforcer la compréhension mutuelle et à promouvoir et respecter la diversité culturelle et les droits humains universels.

La diversité culturelle et le dialogue interculturel sont la condition préalable à l'élimination de la discrimination et à l'instauration du respect et de la tolérance entre les individus. La diversité culturelle est une question sociale liée à la variété croissante des codes sociaux qui s'exercent au sein des sociétés et entre elles. Les styles de vie, les représentations sociales, les systèmes de valeurs, les codes de conduite, les relations sociales, la définition des espaces publics et privés et les modalités de la communication et autres concepts ne peuvent être réduits à un seul modèle. Les Consultations nationales menées au Mali ont souligné l'importance d'aller au-delà de la réconciliation et du respect de la diversité, pour inciter un dialogue sur la tolérance. Lorsque la diversité n'a pas sa place dans le dialogue et qu'elle n'est pas encouragée comme une force positive, il n'y a plus de tolérance envers « l'autre » et cette vision d'une identité culturelle restrictive est dans bien des endroits devenue une menace pour la stabilité. C'est pourquoi il est nécessaire d'inclure la culture et la diversité pour parvenir à une paix durable. En Bosnie-Herzégovine, le respect de la diversité culturelle est également perçu comme une condition essentielle pour la paix et la sécurité et le développement social inclusif. L'amélioration de la compréhension interculturelle est considérée comme une nécessité absolue, qui devrait faire partie du tout effort de réconciliation.

La diversité culturelle reconnaît la nature multiculturelle des sociétés et favorise l'inclusion. En Équateur, des campagnes de sensibilisation ont été organisées afin d'en finir avec les stéréotypes et la xénophobie dont les groupes historiquement exclus sont victimes. La promotion et la reconnaissance du patrimoine culturel immatériel, ainsi que des savoirs traditionnels des groupes exclus, ont été cités comme particulièrement importantes pour la création de sociétés plus inclusives. Les savoirs traditionnels permettent aux nouvelles générations de respecter et de goûter la diversité, tout en contribuant à rendre nos sociétés réellement pluriethniques et capables de surmonter la discrimination et le racisme qui, d'une manière ou d'une autre, restent une menace pour notre coexistence, pour le développement durable et pour le bien-être des populations (Cunningham, 2013a).

LIEUX DE MÉMOIRE DE LA ROUTE DE L'ESCLAVE : PROMOUVOIR L'INCLUSION DANS LES CARAÏBES

Le projet « Lieux de mémoire de la Route de l'esclave dans les Caraïbes latines » a été lancé en mai 2006 à La Havane (Cuba). Un groupe d'experts venus d'Aruba, de Cuba, de Curaçao, d'Haïti, de Jamaïque et de République dominicaine ont participé à des travaux d'identification et d'inventaire des lieux de mémoire associés à l'histoire de l'esclavage dans les Caraïbes. Ce projet à caractère interdisciplinaire intègre les concepts de diversité culturelle, de dialogue, de développement et de patrimoine dans leur sens le plus large. Il vise à organiser des événements tels que carnivals, festivals, rencontres religieuses et universitaires, promotion culturelle et activités communautaires, parallèlement à la création de lieux de mémoire. Un rôle important est également dévolu aux musées et autres institutions culturelles, sous forme non seulement d'expositions, mais aussi d'activités attractives destinées aux publics les plus divers, qui vont des spectacles et des concerts de groupes traditionnels et contemporains aux visites organisées d'autres sites mémoriels en rapport avec leurs centres d'intérêt. L'objectif général du projet est de faire de la culture, du patrimoine et des expressions artistiques des instruments de commémoration de l'histoire de l'esclavage et des populations concernées au sein de la société caraïbe, et de favoriser une plus grande inclusion (Comité scientifique international du projet La Route de l'esclave de l'UNESCO, 2014).



« J'espère que les histoires que nous recueillons inspireront les jeunes filles et les femmes comme celles de ma mère m'ont inspirée. (...) Elles sont une source d'humilité et d'encouragement. Tout en soulignant le caractère unique de chaque expérience individuelle, elles témoignent de la profonde influence des causes structurelles sociales, culturelles et économiques de l'inégalité des genres »

Maissan Hassan, Forum Femmes et mémoire, Égypte, 2014



© E.Selter

La Citadelle du Cap-Haïtien (Haïti)

LES PROJETS D'HISTOIRE ORALE DES FEMMES RENFORCENT L'INCLUSION EN ÉGYPTÉ

Depuis près de vingt ans, le Forum Femmes et mémoire (FFM) étudie et documente l'histoire des femmes en Égypte, notamment par l'acquisition de collections privées, de projets d'histoire orale des femmes, de la réédition d'ouvrages des pionnières du féminisme et de la création d'une bibliothèque et d'un centre de documentation Femmes et mémoire. Plus récemment, le FFM a lancé le *Projet Documenter pour autonomiser*, qui met en lumière les expériences de femmes engagées dans la sphère politique et publique en Égypte. La production et la diffusion de savoirs culturels alternatifs sur les rôles de genre en Égypte et dans la région arabe est un arme contre les stéréotypes régnants. La documentation féministe et l'éducation aux questions de genre sont revisitées en vue d'assurer la diffusion de ces connaissances auprès des chercheurs, des élèves et des étudiants, des activistes, des médias et du grand public. La collecte d'autres formes de savoirs et de patrimoines a également suscité d'autres projets plus ciblés, tels que le projet sur les femmes et l'État lancé en 2014 (ONU Femmes/Forum Femmes et mémoire, 2014).

CONTRIBUTION DE LA CULTURE À L'INCLUSION ET À LA RÉCONCILIATION

- Nombre d'efforts en matière de résolution des conflits s'appuyant sur les mécanismes traditionnels
- Nombre de mesures prises pour renforcer l'accès aux activités culturelles des populations touchées ou déplacées par les conflits comme voie de retour à la vie normale
- Pourcentage de communautés de déplacés et de réfugiés ayant accès à la culture
- Nombre de lois et règlements entravant la liberté d'expression et la création artistiques

4

PRIORITÉS DE L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT POST-2015 DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE

On trouvera ci-dessous un résumé des messages clés transmis par les Dialogues sur la culture et le développement pour l'après-2015.

La culture doit être une partie intégrante des efforts de lutte contre la pauvreté, en tant que secteur économique fort, innovant et résilient et moteur de l'inclusion

- La culture accroît l'efficacité des programmes de développement local en permettant des approches adaptées à la réalité et aux besoins locaux
- L'innovation et la créativité culturelles sont essentielles pour la compétitivité, la diversification et la poursuite de l'expansion économique et du développement de nouveaux modèles d'entreprises
- Le tourisme culturel et les industries connexes jouent un rôle capital dans la réduction de la pauvreté

La culture doit être placée au coeur des programmes éducatifs, afin de garantir l'accès universel à l'éducation et d'offrir des contenus de meilleure qualité, adaptés aux réalités actuelles et à un environnement multiculturel

- La prise en compte de la culture permet d'atteindre ceux qui sont déscolarisés et d'améliorer la qualité des programmes d'éducation
- Placée au cœur de l'éducation, la culture renforce la confiance et encourage le dialogue, en permettant aux jeunes d'être mieux préparés à vivre dans une société multiculturelle
- Les expressions culturelles sont essentielles pour le développement global des jeunes et concourent à leur réussite scolaire
- La culture et les institutions culturelles sont essentielles pour l'apprentissage informel tout au long de la vie

La réalisation de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes exigent l'intégration d'approches culturellement adaptées, qui favorisent la participation et l'économie culturelles

- Prendre en compte le contexte culturel et encourager la participation culturelle fait progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes
- Par les débouchés économiques qu'elle offre, la culture aide à faire face au défi majeur que pose la réalisation de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes
- La culture renforce la résilience, réduit les vulnérabilités et permet de lutter contre la violence fondée sur le genre

L'urbanisation durable passe par l'intégration et l'opérationnalisation des ressources culturelles, pour créer des environnements plus durables, économiquement viables et inclusifs

- La culture et la sauvegarde du patrimoine urbain définit l'identité d'un lieu et contribue à renforcer un sentiment d'appartenance
- Une planification et un développement intégrant la culture augmentent les opportunités économiques et améliore la qualité de la vie dans les zones en voie d'urbanisation
- La culture transforme les espaces publics en espaces de dialogue et contribue à réduire les inégalités et à encourager l'inclusion sociale

Il faut intégrer les savoirs traditionnels et la diversité culturelle aux politiques et aux programmes d'environnement durable, pour renforcer la résilience des communautés et réduire leur vulnérabilité face aux impacts du changement climatique

- La promotion des liens intrinsèques entre diversité culturelle et diversité biologique contribue à la durabilité environnementale
- Les connaissances et compétences traditionnelles renforcent la résilience face aux catastrophes naturelles et au changement climatique
- La culture est un moyen crucial de promouvoir des modes de consommation et des pratiques agricoles durables, garants de la sécurité alimentaire

L'accès et la participation de tous les individus et communautés à la culture et au patrimoine contribueront à renforcer la cohésion sociale et à construire des sociétés pacifiques

- Les artistes et les institutions culturelles jouent un rôle crucial dans la promotion de la liberté d'expression et du dialogue inclusif
- Les expressions culturelles peuvent aider à surmonter les traumatismes et à réconcilier les communautés qui se relèvent d'un conflit
- Le patrimoine culturel est un élément crucial de l'identité des communautés et de la construction d'une paix durable
- Le respect de la diversité culturelle est indispensable à la promotion d'un dialogue positif et de l'inclusion



ANNEXES



© E. Selter

Istanbul, Turquie

5.1 NOTE CONCEPTUELLE SUR LES DIALOGUES SUR LA CULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015



■ CONTEXTE

Ces dernières décennies ont été marquées par une reconnaissance de plus en plus explicite du rôle de la culture en tant que vecteur du développement durable et de la réduction de la pauvreté. Les pays se sont mis à considérer la culture comme un atout dans la lutte contre la pauvreté, les inégalités et les discriminations, et sont à la recherche de politiques de développement innovantes que puissent réellement s'approprier les communautés. Alors que les dirigeants sont en quête de nouvelles stratégies pouvant stimuler le changement transformateur, la culture et la diversité culturelle sont perçues comme des catalyseurs de la créativité, de l'innovation et du renouveau des idées et des sociétés. La culture permet justement la durabilité – en tant que source d'identité, de cohésion interne et en aidant les gens à donner du sens à l'avenir. Les politiques de développement adaptées aux contextes culturels aboutissent à des résultats plus solides et plus durables en matière de développement. Le secteur de la culture est également un moteur du développement durable qui génère des revenus, crée des emplois décents et améliore les moyens de subsistance. Une nouvelle économie créative est en train d'émerger au niveau international en tant que puissant moteur de croissance durable et inclusive. En 2011, le commerce mondial de biens et de services créatifs a atteint un montant record de 624 milliards de dollars EU et, depuis 2002, il connaît un taux moyen de croissance annuelle de 9 %. La croissance des exportations de biens créatifs dans les pays en développement était encore plus importante, avec une moyenne de 12 % par an pour la même période (Rapport sur l'économie créative, 2013). De par sa capacité à aborder les aspects à la fois économiques et sociaux de la pauvreté, la culture peut nous aider à mieux intégrer les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement, condition préalable au développement durable.

Culture et développement : des décennies de réflexion et d'action

Le lien entre culture et développement se trouve depuis trente ans au cœur des débats de haut niveau et des déclarations officielles à l'échelon national, régional et mondial. Plus récemment, des rapports internationaux de premier plan ont appelé à mieux intégrer la culture dans l'Agenda de développement durable¹.

Les multiples dimensions du rôle de la culture et de ses liens avec le développement durable ont été reconnues par les sept conventions culturelles de l'UNESCO, qui forment une base solide pour la promotion de la culture au service de développement durable et se traduisent au niveau national par diverses stratégies, politiques et programmes. Les 18 programmes conjoints des Nations Unies mis en oeuvre dans le cadre de la fenêtre thématique « Culture et développement » du Fonds pour la réalisation des OMD constituent une contribution majeure à cet égard. Ces programmes soulignent le caractère crucial des projets et des approches fondés sur la culture dans la recherche de solutions innovantes et efficaces à des problèmes transversaux comme l'égalité des genres, l'intégration sociale, la qualité de l'éducation ou la création d'emplois. Plus

1. Parmi lesquels l'édition 2004 du Rapport sur le développement humain du PNUD, les deux rapports sur l'économie créative publiés conjointement par la CNUCED et le PNUD en 2008 et 2010, le Rapport sur l'économie créative de l'UNESCO et du PNUD de 2013 et le Rapport du FNUAP sur l'état de la population mondiale portant sur la culture et les droits de l'homme.

important encore, la culture est actuellement incluse dans 70 % des documents des PNUAD, alors qu'elle n'y représentait pas plus de 30 % en 2006. La culture est associée à tous les domaines thématiques des PNUAD, mettant en lumière une fois encore l'éventail des actions du secteur permettant de répondre aux besoins et aux priorités au niveau national.

Une reconnaissance et une demande de l'Assemblée générale des Nations Unies

La nécessité de mieux intégrer la culture aux stratégies du développement durable a été reconnue dans deux résolutions consécutives de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrées à la culture et au développement, respectivement en 2010 (A/RES/65/166) et en 2011 (A/RES/66/208). De façon similaire, et dans l'optique spécifique de l'Agenda de développement post-2015, les ministres présents au débat de haut niveau de l'ECOSOC en 2013 ont déclaré que « la culture, composante essentielle du développement humain, constitue une expression de l'identité et une source d'innovation et de créativité pour l'individu et la communauté ainsi qu'un facteur important d'intégration sociale et de lutte contre la pauvreté, qui permet d'assurer la croissance économique et l'appropriation des activités de développement. C'est pourquoi nous nous engageons à intégrer de façon plus visible, plus efficace et plus systématique les questions culturelles dans les politiques et les stratégies de développement social, environnemental et économique à tous les niveaux » (E/2013/L.28).

Le 5 décembre 2013, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution **A/Res/68/223** sur la culture et le développement durable, qui « prie le Secrétaire général (...) de proposer, en consultation avec les États Membres et les fonds, programmes et institutions spécialisés des Nations Unies, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des options concernant une approche intégrée consacrée à la culture et au développement durable ». Cette résolution, qui représente une percée importante pour l'agenda de développement, reconnaît les liens directs entre la culture, les trois piliers du développement durable, et la paix et la sécurité. Elle affirme aussi explicitement que la culture est un catalyseur et un vecteur du développement durable, et souligne son rôle dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Suite à une première série de consultations sur l'après-2015 conduite en 2012-2013, le Groupe des Nations Unies pour le développement a récemment décidé de continuer à entretenir un dialogue inclusif dans le cadre d'une deuxième série de consultations à l'échelle nationale. Ces consultations porteront sur six thèmes, dont « Culture et développement ».

■ OBJECTIF DES CONSULTATIONS MONDIALES ET NATIONALES

L'objectif de ces consultations est de permettre à un large éventail de parties prenantes d'exposer leurs points de vue sur la culture et sur son intégration dans l'Agenda de développement post-2015, y compris sur son rôle essentiel dans l'approche fondée sur les droits de l'homme, et de formuler des recommandations à cet égard.

Par-delà l'accent mis sur la culture et les industries créatives (« **QUOI** »), les États membres sont aussi dans l'attente de propositions concrètes sur la manière de mettre en oeuvre le nouvel Agenda (« **COMMENT** »). Les « moyens de mise en oeuvre », comme on les appelle, sont reconnus comme un élément important du débat sur la voie à suivre.

Des décennies d'expérience en matière de conception, de mise en oeuvre et d'évaluation des programmes de développement dans divers contextes ont souligné, en particulier, que la dynamique culturelle doit être examinée dans le cadre de la promotion des droits de l'homme, et comme un moyen de mise en oeuvre crucial pour évaluer le rôle des valeurs, des comportements et des convictions dans l'exclusion de certains individus et/ou communautés et la discrimination dont ils sont l'objet, ou, au contraire, dans une meilleure reconnaissance des droits des individus et l'amélioration de leur santé, y compris la santé reproductive.

Les recommandations formulées lors des consultations nationales et internationales viendront nourrir le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur le résultat de la **A/Res/68/223** et sur les consultations sur l'ensemble des six thèmes, dont « Culture et développement », ce rapport servant ensuite de base au Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, ainsi qu'au rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur l'Agenda de développement post-2015, à paraître à l'automne 2014.

S'appuyant sur le cadre offert par la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la culture et le développement, les consultations nationales et mondiales sur la culture et le développement, qui seront copilotées par l'UNESCO, le FNUAP et le PNUD, devraient examiner la contribution de la culture aux sous-thèmes proposés ci-dessous.

Culture et lutte contre la pauvreté

Les industries culturelles et créatives figurent parmi les secteurs de l'économie mondiale dont la croissance est aujourd'hui la plus rapide. Elles sont aussi une source d'activités génératrices de revenus que peuvent s'approprier les populations au niveau local, contribuant à la préservation du tissu social. Le patrimoine culturel, les industries culturelles et créatives, l'artisanat, le tourisme culturel durable, le renouvellement urbain grâce à la culture, et les infrastructures culturelles, pour ne citer qu'eux, sont autant d'outils stratégiques potentiels pour la lutte contre la pauvreté, la génération de revenus et le développement économique inclusif, en attirant les investissements et en créant des emplois verts, locaux, stables et décents.

Le soutien à la créativité est également crucial, à travers les biens créatifs, y compris les industries culturelles et créatives et la diversité des expressions culturelles et artistiques. Exploiter le pouvoir transformateur de la créativité peut réellement contribuer à faire de la mondialisation une force plus positive pour les générations actuelles et futures, et à trouver des solutions de développement novatrices et durables.

En outre, l'adoption, dans les programmes de développement, d'approches sensibles aux particularités culturelles, tenant compte des dimensions humaines, sociales et économiques de la pauvreté, peut améliorer l'efficacité des programmes visant à l'éradiquer. Par-delà leurs bénéfices économiques, les activités du secteur de la création, notamment les industries culturelles et créatives, les programmes liés au patrimoine et le développement d'un tourisme culturel équitable, ont aussi pour effet de créer et de renforcer les capacités humaines, en autonomisant et en impliquant les femmes, les groupes autochtones et les jeunes à l'échelle locale.

Culture et éducation

La manière dont les individus apprennent et transmettent leurs connaissances varie en fonction de leur environnement géographique et culturel. Les stratégies éducatives qui tiennent compte des cultures, des contextes et des besoins locaux sont les mieux à même de créer une plus grande cohésion sociale.

En outre, des programmes éducatifs culturellement adaptés peuvent contribuer à dispenser et à promouvoir une éducation de qualité. La Décennie des Nations Unies sur l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014) a montré que l'intégration de la diversité culturelle et du dialogue interculturel dans les systèmes d'apprentissage et d'éducation favorise l'éclosion des talents, encourage la pensée critique et créative et exerce un impact positif sur les systèmes de valeur et les schémas comportementaux. Lorsqu'elles sont intégrées dans les stratégies éducatives, les initiatives culturelles qui reconnaissent la diversité dans le cadre d'une approche fondée sur les droits de l'homme contribue largement à susciter la confiance et la compréhension mutuelle au sein des communautés multiculturelles.

Culture, égalité des genres et autonomisation des femmes

Les projets culturels aident à autonomiser les femmes et contribuent directement ou indirectement à l'égalité entre les genres. En tant que créatrices et entrepreneurs, les femmes ont beaucoup contribué au renforcement des secteurs créatifs, en particulier dans les pays en développement. Les industries culturelles et créatives les ont également aidées à élargir leurs perspectives économiques. En tant que citoyennes actives participant à la vie culturelle, les femmes jouent un rôle clé en faveur du développement communautaire et de l'inclusion sociale. À ce titre, elles continuent de contribuer de façon importante à la lutte contre les violences de genre par le biais d'activités culturelles ciblées, et en prenant la tête d'interventions novatrices et culturellement adaptées dans tous les domaines de développement.

En tant que vecteur et moteur essentiels du changement social, les cultures devraient être au cœur des efforts en faveur des droits de l'homme, de l'égalité entre les genres et de la lutte contre toutes les formes de discrimination fondées sur le sexe, l'âge, l'origine ethnique, le handicap, le lieu de résidence, la situation matrimoniale, l'identité de genre, la condition sociale ou tout autre état. Intégrer la connaissance des dynamiques et des sensibilités culturelles offre l'avantage de nous permettre de

comprendre comment fonctionnent les individus dans le contexte social qui est le leur et quel accès ils ont aux services et aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive.

À cet égard, il est utile de rappeler que, conformément à l'article 4 de la Déclaration universelle sur la diversité culturelle de l'UNESCO (2001), « la défense de la diversité culturelle est (...) inséparable du respect de la dignité de la personne humaine. Elle implique l'engagement de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, en particulier les droits des personnes appartenant à des minorités et ceux des peuples autochtones. Nul ne peut invoquer la diversité culturelle pour porter atteinte aux droits de l'homme garantis par le droit international, ni pour en limiter la portée ».

Culture, villes durables et urbanisation

L'urbanisation rapide de la planète – en 2050, près de 70 % de la population mondiale habitera en zone urbaine – pose déjà d'énormes défis, notamment dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Une vie culturelle dynamique et la qualité des environnements historiques urbains sont la clé des villes durables. Les gouvernements locaux sont confrontés à la nécessité de préserver et d'améliorer ces environnements en harmonie avec le milieu naturel.

Les politiques sensibles à la culture dans les villes devraient promouvoir le respect de la diversité, la transmission et la continuité des valeurs, et l'inclusivité en renforçant la participation des individus et des communautés à la vie publique et en améliorant la situation des groupes les plus défavorisés. Les infrastructures et les installations culturelles devraient servir d'espaces de dialogue et d'inclusion sociale, aidant à réduire la violence et à favoriser la cohésion. Le réaménagement, conduit par la culture, des zones urbaines, et en particulier des espaces publics, devrait être promu afin de préserver le tissu social, d'améliorer les retombées économiques, d'accroître la compétitivité et de stimuler la diversité culturelle et les expressions créatives. Dans le même temps, le patrimoine culturel disparaît à un rythme alarmant sous les effets de l'urbanisation, des pressions du développement, de la mondialisation et des phénomènes associés au changement climatique.

Culture, environnement et changement climatique

L'accès aux biens et services environnementaux essentiels devrait être assuré par une protection plus forte et une utilisation plus durable de la diversité biologique et culturelle. La sauvegarde des connaissances et des compétences traditionnelles pertinentes est essentielle pour inciter à une consommation plus responsable et renforcer la durabilité environnementale. Elle témoigne aussi du lien étroit entre la diversité culturelle et la diversité biologique.

La préservation et la revitalisation du patrimoine culturel et naturel ont beaucoup contribué à prévenir la perte de biodiversité et la disparition de sites et de paysages culturels et naturels incomparables. La conservation des centres et des quartiers historiques (par opposition à leur remplacement par des constructions nouvelles) est depuis longtemps reconnue comme une stratégie importante de réduction des émissions de CO₂. La conservation appropriée de l'environnement historique, y compris des paysages culturels, et la sauvegarde des savoirs, des valeurs et des pratiques traditionnels pertinents, en synergie avec les autres connaissances scientifiques, renforcent la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles et au changement climatique. L'emploi des ingrédients locaux contribue également à la promotion de modes de consommation plus durables et à la préservation de la biodiversité. Certains projets créatifs et programmes éducatifs utilisent avec succès les activités artistiques et d'autres activités culturelles pour favoriser une communication efficace sur les questions environnementales.

Culture, inclusion et réconciliation

Dans le contexte de la mondialisation, et face aux défis et tensions identitaires qu'elle peut créer, le respect de la diversité culturelle et la promotion du dialogue interculturel et interreligieux sont cruciaux pour la création de sociétés plus inclusives, stables et résilientes. La remise en état du patrimoine culturel et des industries culturelles peut également aider les communautés frappées par un conflit à retrouver un sentiment de dignité et de normalité.

La prise en considération des contextes culturels, y compris des dynamiques religieuses, devrait également être intégrée dans les initiatives de résolution des conflits et dans les processus de construction de la paix. Les résolutions récentes du Conseil

de sécurité des Nations Unies (notamment les résolutions 2122, 1780 et 2095) ont reconnu le rôle et le potentiel des femmes et des jeunes en tant que bâtisseurs de paix et agents d'un changement positif.

Il est crucial, pour forger des sociétés inclusives et équitables, de garantir les droits culturels, l'accès aux biens et services culturels, la libre participation à la vie culturelle et la liberté d'expression artistique, ainsi que l'absence de discrimination dans l'accès à l'ensemble des services du développement. Encourager la participation à la culture contribue à promouvoir la citoyenneté active. Des mesures devraient être prises pour promouvoir un accès égal aux ressources culturelles et renforcer les possibilités de reconnaître son propre patrimoine et celui d'autrui et d'en tirer les enseignements nécessaires pour la construction d'une paix durable.

De plus, outre les bénéfices économiques qu'il procure, le patrimoine culturel est un atout crucial pour le renforcement de la cohésion sociale et la construction de l'identité nationale. Dans les situations d'après-conflit, en particulier, la mise en avant et la sauvegarde du patrimoine culturel aident à favoriser la reconnaissance et la compréhension mutuelles, ainsi que la tolérance et le respect entre les communautés.

■ LE PROCESSUS DE CONSULTATION

Les consultations sur la culture en tant que vecteur et moteur du développement durable seront copilotées par l'UNESCO, le FNUAP et le PNUD. Au niveau national, une étroite collaboration sera instaurée avec les équipes de pays des Nations Unies (UNCT), en mobilisant, le cas échéant, les groupes de travail sur la culture et le développement qui s'y trouvent. Les consultations viseront à impliquer un large éventail de parties prenantes clés (y compris les autorités à tous les niveaux de gouvernance, le secteur privé, les fondations caritatives, les organisations de la société civile y compris la communauté scientifique et universitaire, et les organisations culturelles et religieuses).

Au niveau mondial, la coordination avec d'autres agences des Nations Unies sera assurée par l'UNESCO, le FNUAP et le PNUD en tant qu'agences codirigeantes sur ce thème, en relation, également, avec l'Équipe d'appui technique du GDNu sur la culture et le développement.

Toutes les consultations porteront sur les éléments transversaux du genre, des droits de l'homme, des jeunes et des inégalités. Les messages clés et les enseignements tirés seront consignés et distribués selon une stratégie de large diffusion afin d'éclairer les négociations intergouvernementales. Le processus de consultation devrait se composer des activités ci-dessous.

Collecter les données (avril-juillet 2014)

- Discussions/consultations virtuelles par l'intermédiaire de la plateforme www.worldwewant2015.org
La plateforme www.worldwewant2015.org hébergera des discussions en ligne sur les six sous-thèmes. Ces discussions électroniques se tiendraient en avril et en mai de façon à ce qu'un résumé puisse être préparé avant la première période d'établissement des rapports, puis versé au rapport du GTO.
- Étude de la littérature existante sur la culture et le développement : examen des travaux de recherche existants sur chacun des sous-thèmes, ainsi que des rapports nationaux et thématiques de la première série de consultations sur l'après-2015 tenues par le GDNu
- Appel à contributions
Appel public à études de cas (recherches nouvelles ou existantes), résumées sous forme de propositions de 1500 mots (maximum). Ces études de cas porteront sur les méthodologies concrètes et/ou les exemples de bonnes pratiques concernant l'un des six sous-thèmes ou l'articulation de plusieurs d'entre eux. Les auteurs des propositions retenues seront invités à soumettre le texte de leurs contributions (publiées sur www.worldwewant2015.org et éventuellement sous forme de recueil) et participeront à une réunion finale. Les contributions seront publiées sur le site sus-cité et nourriront les rapports et processus relatifs à l'après-2015.

Lancer la dynamique au niveau national (avril-août 2014)

Comme énoncé dans la Note conceptuelle générale sur la deuxième série de consultations nationales du GDNU, plusieurs pays seront choisis pour la tenue des consultations sur la culture et le développement, avec le soutien financier du Secrétariat unique pour l'après-2015.

Ces pays dresseront un bilan et rendront compte des expériences existantes en matière de suivi participatif au moyen d'ateliers de consultation organisés au niveau national ou sous-national. Se sont à ce jour portés volontaires pour prendre part à cet exercice les pays suivants : Équateur, Mali, Maroc et Serbie. La Bosnie-Herzégovine et l'Inde ont également fait part de leur intérêt pour une certaine forme de participation. Tous les pays sont les bienvenus et sont encouragés à participer aux discussions virtuelles et à soumettre leurs propositions de contributions/études de cas. Les rapports établis à partir des conclusions de ces exercices alimenteront les discussions/processus relatifs à l'après-2015 au niveau mondial. Les équipes de pays des Nations Unies rédigeront des notes conceptuelles nationales concernant ces activités, en partenariat avec les gouvernements nationaux et la société civile. Des experts gouvernementaux ou désignés par les gouvernements devront être identifiés pour participer également au processus. Les pays devraient prévoir certaines dispositions spécifiques dans leurs notes conceptuelles concernant la participation à l'espace de dialogue www.worldwewant2015.org. Les directives établies par le GDNU à l'occasion de la première série de consultations pourront également s'avérer utiles pour l'élaboration des notes conceptuelles et des projets d'activités :

www.undg.org/docs/12532/POST%202015%20-%20ENGLISH%20-%20July%2008.pdf

Contribution aux rapports des Nations Unies/intergouvernementaux et aux autres événements et processus mondiaux (juin 2014-septembre 2015)

Tout au long du déroulement des consultations nationales, les résultats émanant de ces consultations, ainsi que des discussions en ligne, de l'étude de la littérature et des études de cas retenues, seront progressivement synthétisés, et transmis à titre d'information aux grands rapports, dont le Rapport du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, et le prochain Rapport du Secrétaire général sur l'Agenda de développement post-2015. Les grands événements des Nations Unies, les manifestations parallèles et/ou les réunions d'information avec les États membres seront également mis à profit.

- Débat thématique spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la culture et le développement durable dans l'Agenda de développement post-2015 (5 mai, Siège des Nations Unies)
- Présentation de contributions adéquates (par exemple, s'agissant des États membres co-hôtes) au Président de l'Assemblée générale (PGA) ; événements/débats thématiques de haut niveau (avril-juillet 2014)
- Réunion d'information sur les résultats provisoires avec les États membres (New York, mi-juin à juillet 2014)
- Réunion d'information avec les États membres et les autres parties intéressées en vue de mettre en relief les conclusions et les exemples de bonnes pratiques et d'innovations. Celle-ci sera convoquée par les États membres co-hôtes avec le soutien des agences du GDNU.
- Comité du patrimoine mondial (Doha, Qatar, juin 2014)
- Forum sur la culture et le développement (Florence, Italie, octobre 2014)
- Treizième Session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (12-23 mai 2014)
- Consultation entre institutions sur la religion et le développement après 2015 (New York, 12-13 mai) coparrainée par le FNUAP, l'Université George Mason et la City University de Londres
- Consultation Sud-Sud FNUAP-ONUSIDA-ONU Femmes – « Religion, santé reproductive et égalité des genres » (2-4 juin 2014, Istanbul, Turquie)
- Consultation mondiale FNUAP-ONUSIDA-ONU Femmes – « Mobiliser les acteurs de la société civile pour promouvoir la santé reproductive, l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres après 2015 » (septembre 2014).

Réunion des praticiens et des décideurs (fin 2014/début 2015)

Elle réunira les points focaux nationaux clés identifiés lors des consultations nationales, les principaux auteurs des études de cas retenues et les parties prenantes clés, notamment au sein des Nations Unies, de la société civile et des gouvernements, afin de partager les expériences nationales, d'examiner les conclusions et de formuler des recommandations concernant la voie à suivre. La réunion inclura également les responsables techniques de chacun des pays participant aux consultations sur la culture et le développement. La présentation d'exemples de bonnes pratiques peut nous permettre de soutenir des « pays champions » sur des approches données, les résultats pouvant être utilisés pour examiner les approches de la culture et du développement aux niveaux local et national, et explorer la possibilité d'inclure ces approches dans le futur cadre mondial pour l'après-2015.

Communication des résultats au niveau mondial

Alors que la communauté internationale se rapproche de la phase finale de définition de l'Agenda de développement post-2015, il est important que les consultations nationales bénéficient de la plus grande visibilité possible. La coordination mondiale assurée par les agences codirigeantes, l'UNESCO, le FNUAP et le PNUD, veillera à donner aux résultats des consultations la portée, la visibilité et la diffusion nécessaires pour contribuer au processus de l'après-2015 en étroite coopération avec le Secrétariat unique.

Les informations et résultats préliminaires pourront être partagés avec les coprésidents du Groupe de travail ouvert (GTO) sur les Objectifs de développement durable (ODD), au cours de la phase de négociations du GTO, d'avril à septembre, de façon à ce qu'ils soient reflétés dans le rapport du GTO.

Ensuite, le rapport du Secrétaire général, provisoirement prévu pour le mois de novembre, sera la voie privilégiée pour alimenter le processus intergouvernemental, dans la mesure où ce rapport informera les négociations sur l'Agenda post-2015 qui débiteront à la fin de 2014 ou au début de 2015. Dès le mois d'octobre, les résultats/contributions préliminaires de la consultation sur la culture et le développement devront être prêts à être communiqués à l'équipe chargée de rédiger le rapport du Secrétaire général.

Un rapport final sur le thème « Culture et développement » sera préparé et publié sous forme de publication électronique à partir des résultats consolidés des consultations nationales, du rapport final sur les discussions en ligne, de l'étude de la littérature et des appels à contributions. On attend donc des conclusions et des recommandations sur chacun des sous-thèmes.

■ FEUILLE DE ROUTE ET CALENDRIER (MARS-OCTOBRE 2014)

- Finalisation des notes conceptuelles mondiales par les agences codirigeantes et les pays co-auteurs, en consultation avec le Secrétariat unique pour l'après-2015
- Rapport provisoire des agences codirigeantes (contributions nationales et internationales définies par les codirigeants et les UNCT)
- Septembre 2014 : exposé de synthèse global préparé par le Secrétariat unique pour l'après-2015 en vue d'une meilleure visibilité lors de l'Assemblée générale
- Octobre 2014 : projets de rapports thématiques par les agences codirigeantes (contributions nationales définies par les codirigeants et les UNCT) afin de guider l'élaboration du rapport du Secrétaire général aux États membres
- Novembre 2014 – janvier 2015 : finalisation et diffusion du Rapport final relatif au thème

5.2. DÉCLARATION DE FLORENCE, ADOPTÉE LORS DU TROISIÈME FORUM MONDIAL DE L'UNESCO SUR LA CULTURE ET LES INDUSTRIES CULTURELLES, « CULTURE, CRÉATIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT DURABLE. RECHERCHE, INNOVATION, OPPORTUNITÉS » (FLORENCE, ITALIE, 4 OCTOBRE 2014)



Nous, les participants rassemblés à Florence à l'occasion du troisième Forum mondial de l'UNESCO sur la culture et les industries culturelles « Culture, créativité et développement durable » [2- 4 octobre 2014], souhaitons exprimer toute notre gratitude et notre reconnaissance aux autorités italiennes, à la région Toscane et à la ville de Florence. Grâce à leur généreuse hospitalité, lors de ce forum international, nous avons pu réfléchir à des stratégies efficaces de changement transformatif pour que la culture soit placée au cœur des politiques futures de développement durable.

Nous savons qu'il est de notre responsabilité de mettre en place un agenda pour un développement social et économique inclusif, et un environnement durable. Nous pensons pouvoir y parvenir grâce à une coopération internationale qui démontre la valeur de la culture et des industries culturelles comme sources de créativité et d'innovation au service du développement durable et les opportunités qu'elles offrent aux futures générations. Nous savons qu'il est essentiel de pouvoir évaluer l'impact de la culture et de la créativité sur le développement durable pour qu'elles soient une priorité de l'action politique. Nous nous félicitons donc de la volonté exprimée par la ville de Florence d'accueillir une institution dédiée à ces questions au niveau international.

À l'heure où la communauté internationale travaille à un nouveau programme de développement mondial, nous sommes convaincus que les Nations Unies et l'ensemble des gouvernements appliqueront pleinement la troisième résolution sur « Culture et développement durable » adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2013 (A/RES/68/223). Cette résolution reconnaît le rôle de la culture comme vecteur et moteur de développement durable et demande qu'elle reçoive la place qui lui est due au sein de l'agenda de développement post-2015.

Nous avons entendu de nombreux acteurs de la société civile et du secteur public et privé qui se sont exprimées dans le cadre des Consultations sur la culture et le développement post-2015 menées en 2014 par l'UNESCO, le FNUAP et le PNUD conjointement avec les autorités nationales au plus haut niveau en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Mali, au Maroc et en Serbie, et qui ont à nouveau souligné la nécessité d'une reconnaissance explicite du rôle de la culture dans l'agenda de développement post-2015.

Nous souhaitons rappeler l'existence d'instruments normatifs dans le domaine de la culture, notamment la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, les conventions de l'UNESCO sur le patrimoine culturel, ainsi que les dernières rencontres internationales de haut niveau et les récentes déclarations, notamment la Déclaration de Hangzhou « Mettre la culture au cœur des politiques de développement durable » adoptée en mai 2013, la déclaration ministérielle du débat de haut niveau de l'ECOSOC et les deux débats thématiques sur la culture et le développement durable dans l'agenda de développement post-2015 de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, respectivement en juin 2013 et mai 2014. Nous prenons également bonne note de la campagne mondiale « Le futur que nous voulons intégrer la culture », menée par des organisations non gouvernementales de près de 120 pays (#culture2015goal).

Nous reconnaissons aussi les expériences concrètes réunies dans *l'Édition spéciale de 2013 du Rapport des Nations Unies sur l'économie créative: élargir les voies du développement local*. Il identifie le rôle essentiel des villes et des régions comme acteurs de changement et les domaines du développement durable auxquels la culture apporte une valeur ajoutée, en termes monétaires et non monétaires, à travers les expressions culturelles, la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel, la promotion de la diversité culturelle, l'urbanisme et l'architecture.

En vue de pleinement intégrer la culture en tant que principe fondamental de toutes les politiques de développement, nous demandons aux gouvernements de s'assurer de l'intégration, dans l'agenda de développement post-2015, d'objectifs et d'indicateurs explicites dédiés à la contribution de la culture, notamment dans le cadre des Objectifs de Développement Durable proposés par le Groupe de travail ouvert des Nations Unies concernant: la réduction de la pauvreté, la durabilité des villes et de l'urbanisation, la qualité de l'éducation, le changement climatique et l'environnement, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, l'inclusion sociale et la réconciliation.

En conséquence, et sur la base de nos débats lors du troisième Forum mondial de l'UNESCO sur la culture et les industries culturelles, nous, participants, nous renouvelons notre engagement à mettre en œuvre les résolutions et documents politiques susmentionnés et à promouvoir les priorités et principes fondamentaux suivants en vue de les inclure dans le processus d'élaboration de l'agenda de développement post-2015.

- 1. L'intégration pleine et entière de la culture dans les politiques et stratégies de développement durable** aux niveaux international, régional, national et local doit se fonder sur des instruments normatifs internationaux qui reconnaissent les principes fondamentaux des droits de l'homme et de la liberté d'expression, de la diversité culturelle, de l'égalité entre hommes et femmes, de la durabilité environnementale, ainsi que les principes d'ouverture sur les autres cultures et expressions du monde et d'équilibre entre toutes les cultures.
- 2. Un développement économique et social inclusif repose sur des systèmes de gouvernance de la culture et de la créativité qui répondent aux demandes et besoins des populations.** Des systèmes de gouvernance de la culture transparents, participatifs et informés doivent impliquer une diversité d'acteurs, notamment la société civile et le secteur privé, dans des processus d'élaboration de politiques qui répondent aux droits et aux attentes de tous les membres de la société. De tels systèmes sous-entendent également une coopération entre toutes les autorités publiques concernées, à tous les niveaux des gouvernements, dans tous les secteurs – économique, social, environnemental.
- 3. Les zones urbaines et rurales sont des laboratoires vivants de développement durable.** Pour des villes plus sûres, plus productives et plus technologiquement avancées, il faut placer la créativité et le bien-être au cœur d'une planification et d'un renouvellement urbain et rural durables, tout en demeurant respectueux des principes de protection du patrimoine. Pour relever les défis du développement urbain et rural ainsi que du tourisme durable, les politiques doivent tenir compte des enjeux culturels et respecter la diversité. De plus, la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (par exemple, la promotion de techniques agricoles traditionnelles et respectueuses de l'environnement) permet la mise en place de processus de production alimentaire plus durables et de qualité, essentiels pour faire face à la croissance de la population tout en atténuant les impacts possibles sur l'environnement.
- 4. Le potentiel créatif est équitablement réparti dans le monde, mais ne peut pas toujours être pleinement exprimé par tous.** De même, tout le monde n'a pas accès à la vie culturelle, à l'expression créative et la possibilité de profiter d'une diversité de biens et services culturels, y compris les siens propres. Par exemple, la voix des créateurs venant du Sud est largement absente. Ceci peut être résolu par un soutien à la production locale de biens et de services culturels, à leur distribution internationale/régionale et à une libre circulation des artistes et des professionnels de la culture.
- 5. Pour parvenir à offrir une éducation de qualité inclusive et équitable et des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie, il convient d'investir à la fois dans la culture et la créativité pour tous.** Lorsque de nouveaux talents et de nouvelles formes de créativité sont encouragés, l'apprentissage au niveau local, l'innovation et les processus de développement

en sortent renforcés. Cela peut conduire à l'autonomisation des femmes et des filles comme créatrices et productrices d'expressions culturelles, mais aussi comme citoyennes engagées dans la vie culturelle.

6. **Le potentiel des industries culturelles qui sont au cœur de l'économie créative doit être maîtrisé afin de stimuler une innovation au service de la croissance économique, du plein emploi productif et de la création d'emplois décents pour tous.** Lorsque les industries culturelles et créatives deviennent une composante de la croissance globale et des stratégies de développement, leur contribution au réveil des économies nationales, à la création d'emplois verts, à la stimulation du développement local et de la créativité n'est plus à prouver. Les études montrent que ces industries offrent de nouvelles voies de développement local fondées sur des connaissances et des savoir-faire existants.
7. **Pour promouvoir des modèles de consommation et de production durables, la culture doit être pleinement prise en compte lorsque l'on aborde l'utilisation de biens et de ressources rares.** La créativité humaine, qui passe par les expressions culturelles et le pouvoir de transformation de l'innovation, est une ressource renouvelable unique qui mène à la création non seulement de nouveaux produits, mais aussi de nouveaux modes de vie, d'organisation et de perception de nos sociétés et de notre environnement. L'accès à des atouts créatifs, des compétences et des savoir-faire traditionnels peut aider efficacement à trouver des solutions de développement novatrices et plus adaptées pour répondre à des défis internationaux tels que les impacts négatifs du changement climatique et du tourisme non durable.
8. **La créativité aide à promouvoir des sociétés ouvertes, inclusives et pluralistes si l'on encourage des sources d'inspiration et d'innovation variées à s'exprimer.** On accède alors à une meilleure qualité de vie et à un plus grand bien-être individuel et collectif. Lorsque la créativité se fonde sur les principes fondamentaux des droits de l'homme et de la liberté d'expression, les individus peuvent alors développer leurs capacités afin de mener la vie qu'ils souhaitent, grâce à un accès élargi aux biens et ressources culturels dans toute leur diversité. Cela peut permettre d'éliminer les tensions et les conflits, de supprimer l'exclusion et la discrimination, et à terme, contribuer à la stabilité, la paix et la sécurité.

Dans le respect des principes et des priorités susmentionnés, nous demandons aux gouvernements, à la société civile et aux acteurs du secteur privé de **prendre des mesures dans le cadre d'un partenariat mondial afin de promouvoir des environnements, des processus et des produits créatifs** en soutenant :

1. le renforcement des **capacités humaines et institutionnelles** aux niveaux régional, national et local, en attribuant une attention particulière à l'autonomisation des jeunes, afin de favoriser une perception holistique de la culture et du développement durable au service de systèmes de gouvernance de la culture efficaces et de la croissance de secteurs créatifs vivants;
2. des **environnements législatifs et politiques** plus solides dans le but de promouvoir la culture, de soutenir l'émergence d'industries culturelles et créatives dynamiques, et de reconnaître les villes comme des laboratoires de créativité, d'innovation, de sauvegarde du patrimoine et de durabilité environnementale;
3. **de nouveaux modèles de partenariat et des stratégies d'investissement innovantes** afin de soutenir la recherche, l'innovation, la production locale de biens et de services culturels, le développement de marchés nationaux et régionaux, et l'accès à des plateformes de distribution et d'échange internationales;
4. des programmes, des projets et des actions de **plaidoyer** conçus par les gouvernements et/ou la société civile pour promouvoir le rôle de la culture dans les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement, y compris par la mise en œuvre des conventions de l'UNESCO dans le domaine de la culture;
5. Le développement et l'utilisation régulière d'**indicateurs de valeur et d'impact** afin de suivre et d'évaluer la contribution de la culture au développement durable, y compris par le biais de la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations, de statistiques et de meilleures pratiques en matière de politiques.

5.3 DIALOGUES CONDUITS EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le texte ci-dessous offre un résumé des consultations nationales tenues tout au long de l'année 2014, tel que présenté par la Bosnie-Herzégovine.



Culture et développement Consultations nationales sur l'après-2015 en Bosnie-Herzégovine



| | |
|---|--|
| Agences chefs de file : UNESCO, FNUAP et PNUD, avec le soutien du Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies | Période de consultation : juillet-octobre 2014 |
| Partenaire institutionnel : Ministère des affaires civiles de Bosnie-Herzégovine | Personnes consultées : 454 au total, dont 263 femmes (58 %) et 191 hommes (48 %) |
| Modes de consultation : ateliers, questionnaires distribués dans les ateliers, questionnaires en ligne et groupes de discussion avec les jeunes | Lieu des consultations : enquête en ligne d'envergure nationale ; ateliers et groupes de discussion organisés à Sarajevo, Banja Luka, Mostar, Tuzla, Zenica, Prijedor, Doboj, Bijeljina et Brčko |

■ CONTEXTE

De juillet à octobre 2014, la Bosnie-Herzégovine (BiH) a conduit des consultations nationales sur la culture et le développement dans le cadre de la préparation de l'après-2015. Ces consultations ont pris la forme d'ateliers, de questionnaires distribués aux participants des ateliers, d'enquêtes citoyennes en ligne (ces deux derniers comportant un nombre important de questions ouvertes) et de groupes de discussion avec les jeunes. Au total, 454 personnes ont été consultées, ce qui a permis à l'équipe des Nations Unies de recueillir de nombreuses données, toutes destinées à alimenter les discussions au niveau tant national qu'international quant au rôle de la culture et à son intérêt pour le développement.

■ CULTURE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

En BiH, l'idée que le secteur de la culture représente plus une « dépense » qu'une « valeur ajoutée » est profondément ancrée dans les mentalités. Selon les Indicateurs UNESCO de la culture pour le développement, la culture représente 5,72 % du PIB du pays (au-dessus de la moyenne mondiale

de 3 %-4 %), ce fait est généralement méconnu en BiH (seuls 16 % des habitants interrogés ont indiqué avoir connaissance de cette contribution du secteur de la culture en BiH). Les autres résultats de l'enquête en ligne sont les suivants : 92 % des répondants ne sont pas d'accord avec l'affirmation que les possibilités économiques offertes par la culture, les industries culturelles et le tourisme culturel sont pleinement exploitées en BiH ; 90 % estiment que la BiH n'investit pas suffisamment dans le secteur de la culture et des industries culturelles ; 89 % estiment que le patrimoine culturel et naturel du pays n'est pas adéquatement géré ; 86 % des répondants estiment que la BiH n'offre pas un environnement commercial propice au développement des entreprises et des industries culturelles. 92 % estiment que le secteur de la culture et les industries culturelles peuvent favoriser l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes et 78 % qu'ils peuvent favoriser l'entrepreneuriat des femmes ; 89 % pensent que la culture peut être un moteur pour le développement ; 83 % estiment que les partenariats public-privé peuvent contribuer à une plus grande durabilité et à une meilleure gestion du patrimoine culturel. Quel que soit le mode de consultation, ce sont les mêmes réponses qui reviennent quant aux *problèmes* à résoudre et aux *solutions* à mettre en oeuvre : amélioration du cadre de gestion ; inclusion d'experts et d'administrateurs de qualité dans la gestion des institutions

et des projets culturels ; amélioration de la formation, coopération avec des organismes internationaux de premier plan pour la préservation de la culture et des traditions ; amélioration de la participation des jeunes, augmentation des budgets de la culture et du financement des industries culturelles ; promotion renforcée du patrimoine culturel de la BiH ; sensibilisation renforcée des communautés locales à la valeur de leur patrimoine culturel ; adoption de nouvelles lois et mise en oeuvre efficace de la législation existante ; formation à la gestion culturelle ; financement de la recherche interdisciplinaire et transsectorielle ; sensibilisation de la société à tous les niveaux sur la valeur et le rôle de la culture ; rôle renforcé des OSC dans la culture ; valorisation et commercialisation renforcées de la culture en BiH ; promotion de la participation des citoyens de la BiH à la culture ; amélioration de la protection des droits d'auteur, amélioration de la couverture médiatique des événements culturels et des artistes ; soutien aux industries des TI, du design et de la mode ; développement des domaines d'innovation ; prévention de la détérioration des monuments culturels et historiques ; cartographie du patrimoine culturel de la BiH ; mise en place d'avantages fiscaux et d'autres incitations favorisant les industries culturelles ; encouragement des partenariats public-privé dans la culture ; amélioration des échanges avec la région, l'UE et le reste du monde ; promotion de l'entrepreneuriat.

■ CULTURE ET ÉDUCATION

Depuis 20 ans, le système éducatif de la BiH est confronté à de graves problèmes de fragmentation structurelle, de politisation et de baisse de la qualité des services. Il existe des différences profondes entre les politiques mises en oeuvre par les diverses entités, cantons et municipalités, dans tous les domaines clés de l'éducation. La ségrégation communautaire (qui se traduit par des établissements monoethniques ou des écoles divisées), la multiplicité des programmes d'études et le mépris des garanties juridiques sont une évidence. Le concept d'éducation interculturelle et inclusive n'est ni compris, ni mis en oeuvre de manière satisfaisante. 6,45 % seulement du temps d'instruction est consacré à l'enseignement artistique, ce qui est très insuffisant au regard des normes internationales. Les normes culturelles n'encouragent pas les établissements à introduire un enseignement aux compétences de la vie courante incluant la santé sexuelle et reproductive. La situation éducative de la BiH transparaît dans les réponses à l'enquête en ligne : seuls 9 % des répondants estiment que le système éducatif de la BiH produit des jeunes instruits et « cultivés » ; 11 % seulement estiment que le système éducatif de la BiH

est basé sur les principes d'inclusivité et de reconnaissance de la diversité culturelle ; 20 % des répondants seulement estiment que le système éducatif de la BiH assure une promotion suffisante de l'égalité des genres dans la société ; 79 % des répondants estiment que le système éducatif de la BiH n'encourage pas la créativité, la réflexion individuelle et la production d'idées personnelles chez les élèves ; 76 % estiment que les élèves ne sont pas suffisamment encouragés à nouer des relations et à communiquer avec des enfants d'autres milieux culturels ou religieux ; 69 % estiment que le système éducatif de la BiH ne forme pas suffisamment les élèves aux compétences nécessaires de la vie courante, y compris à un comportement sexuel responsable et à la santé reproductive ; 87 % des répondants estiment que la situation sociopolitique a une profonde influence sur l'élaboration des plans et des programmes éducatifs en BiH. S'agissant des *problèmes* à résoudre et des *solutions* à mettre en oeuvre dans l'éducation, les principales conclusions qui ressortent des divers modes de consultation sont les suivants : il faudrait améliorer la formation/le rôle des parents et de la cellule familiale ; améliorer la formation des professionnels des médias ; favoriser la participation active des jeunes ; proposer aux élèves un plus grand nombre d'activités extracurriculaires ; obtenir des enseignants qu'ils s'emploient davantage à orienter les élèves et à les inciter à l'excellence ; améliorer et contrôler régulièrement la qualité du travail des enseignants et des professeurs ; développer l'éducation non formelle ; promouvoir l'interaction avec les élèves et leur participation à des jeux interactifs ; engager une réforme/révision complète du plan actuel d'éducation à tous les niveaux ; améliorer le contenu des manuels scolaires ; améliorer le statut des enseignants, lutter contre les stéréotypes au sein du système éducatif ; fixer un contenu culturel minimal pour l'ensemble des plans d'éducation ; élaborer un modèle en trois points : qualité, compétition et compétence. Les jeunes réunis en groupes de discussion ont souligné une autre série de problèmes : le népotisme, la corruption et les pots-de-vin, un système injuste d'admission dans les établissements scolaires, des processus d'examen entachés d'irrégularités ou des privilèges obtenus contre des pots-de-vin, la mauvaise qualité de l'éducation au regard des normes de l'UE, l'obsolescence des manuels, l'inadéquation entre le contenu éducatif et les besoins du marché de l'emploi, tout ceci remettant en cause l'objectif global de l'éducation en BiH par rapport aux problèmes en cours.

■ CULTURE, ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

La BiH est célèbre pour ses beautés naturelles, sa diversité biologique et son écologie, pourtant menacées par l'absence de gestion environnementale et de services environnementaux efficaces. Les sites et les paysages culturels ne bénéficient d'aucune protection spécifique contre les dommages environnementaux potentiels ; la résilience des communautés face aux catastrophes et au changement climatique est extrêmement faible, comme l'ont malheureusement démontré les inondations de mai 2014. Les zones protégées représentent moins de 1 % du territoire de la BiH, alors que de nombreuses menaces pèsent sur la biodiversité : développement du secteur de l'énergie basé sur les centrales hydroélectriques, chasse et commerce du gibier non réglementés, exploitation incontrôlée du bois, pollution, etc. Les pressions sur tous les types de paysages et d'écosystèmes sont innombrables, allant, entre autres, de l'urbanisation sauvage, de la construction d'infrastructures entraînant une dégradation des habitats et du détournement des cours d'eau pour construire des barrages à la mauvaise gestion des ressources en eau, aux incendies de forêt provoqués par l'inattention et la négligence et à l'élimination des déchets dans des sites d'enfouissement sauvage. Tous ces résultats sont confirmés par les réponses au questionnaire en ligne : seuls 2 % des répondants estiment que les citoyens de la BiH apportent au patrimoine et au potentiel naturels de la BiH les soins et le traitement nécessaires ; seuls 5 % d'entre eux estiment que le patrimoine naturel de la BiH jouit d'une protection adéquate et satisfaisante ; seuls 10 % d'entre eux estiment qu'il y a en BiH un nombre suffisant de parcs nationaux et de zones protégées compte tenu de l'étendue du territoire ; 72 % estiment que la préservation des connaissances et compétences traditionnelles en matière de production agricole peut favoriser l'adoption de pratiques plus responsables et la durabilité environnementale ; 80 % estiment que les besoins en matière de gestion du patrimoine naturel et de protection de l'environnement ne bénéficient pas de financements suffisants ; 92 % des répondants estiment que les effets du changement climatique sont manifestes en BiH, et 90 % estiment que la BiH n'est pas suffisamment préparée à en affronter les conséquences. S'agissant des *problèmes* à résoudre et des *solutions* à mettre en oeuvre en matière d'environnement et de changement climatique, les différentes consultations aboutissent aux conclusions suivantes : il faudrait se concentrer davantage sur les actions et les mesures de prévention ; améliorer la sensibilisation aux questions environnementales et au changement climatique au moyen de campagnes éducatives et médiatiques ; renforcer la coopération régionale ; introduire la discipline écologique dans les écoles ; adopter un système plus strict

de sanctions ; soutenir les projets pertinents et accroître la participation des citoyens ; réviser la législation existante et la faire pleinement respecter ; accroître l'efficacité énergétique ; rendre obligatoire l'utilisation d'ampoules à économie d'énergie ; réduire l'usage des véhicules à moteur ; renforcer les capacités des décideurs de l'environnement ; rendre le recyclage obligatoire, mieux lutter contre la pollution atmosphérique ; promouvoir et encourager les sources d'énergie propre (électricité) pour le chauffage ; plaider pour des modes de vie plus responsables et plus respectueux ; réglementer les sites d'élimination des déchets ; lutter contre les pertes d'eau, qui sont colossales ; améliorer la protection des cours d'eau et l'entretien des rives ; construire des digues pour protéger des inondations ; constituer une flotte d'avions chargés de la lutte contre les incendies ; envisager de créer des champs d'inondation contrôlée dans certaines zones inhabitées afin de limiter les dommages causés par les inondations ; achever le déminage du territoire national ; démolir les constructions illégales dans les zones protégées et les zones exposées aux glissements de terrain et aux inondations ; rendre plus « vert » le secteur de l'énergie.

■ CULTURE, VILLES DURABLES ET URBANISATION

Dans l'histoire de la BiH, la population urbaine a toujours fluctué en fonction de la prospérité économique, du réseau des transports et de l'importance militaire et stratégique des villes, qui ont eux-mêmes varié en fonction de l'organisation de l'État. La transformation urbaine plus marquée observée au cours de la période de transition est liée aux processus sociaux résultant de la modification des systèmes nationaux dans les Balkans : l'évolution des relations sociales n'a pu être prise en compte dans le cadre de la solution juridique adoptée au début de la transition, ce qui s'est traduit directement dans l'espace urbain sous forme de constructions illégales. L'enquête en ligne auprès des citoyens a produit les résultats suivants : seuls 3 % des répondants estiment que les institutions de la BiH prennent en compte le potentiel et l'importance de la culture dans l'urbanisme ; seuls 4 % considèrent que les villes de BiH sont des espaces urbains modernes ; seuls 10 % estiment que le développement urbain tient compte de la nécessité de protéger le patrimoine culturel et historique ; 16 % estiment que les grandes villes en BiH sont accueillantes pour les nouveaux arrivants ; 73 % estiment que les centres-villes et les zones urbaines de la BiH tiennent compte des besoins des personnes handicapées et des personnes âgées ; 75 % estiment que le multiculturalisme des villes

contribue à leur développement, à leur durabilité et à leur prospérité économique ; 75 % estiment aussi qu'une urbanisation raisonnée (lorsqu'elle s'applique) améliore la qualité de vie ; 76 % estiment que le développement du tourisme culturel contribue à la durabilité des villes ; 89 % estiment que les processus d'urbanisme doivent tenir compte à égalité des opinions et des besoins des hommes et des femmes. S'agissant des *problèmes* à résoudre et des *solutions* à mettre en oeuvre, voici quels sont les principaux sujets dégagés, tous modes de consultation confondus : il faudrait créer davantage de parcs et d'espaces verts ; créer davantage d'équipements sportifs, adapter les espaces urbains aux besoins des personnes handicapées, mieux préserver les monuments culturels et historiques ; développer le tourisme, augmenter le nombre de zones piétonnières et de pistes cyclables ; développer de nouveaux complexes résidentiels et moderniser les environnements urbains existants ; améliorer le réseau routier et augmenter les espaces de stationnement ; créer des espaces publics de création, construire davantage d'opéras, de théâtres et d'espaces multimédias ; créer davantage de terrains de jeux et d'espaces réservés aux enfants ou les améliorer ; utiliser les énergies renouvelables pour l'éclairage des espaces publics ; lutter contre la pollution urbaine, améliorer le cadre d'urbanisme ; former les employés d'urbanisme à l'importance de protéger le patrimoine culturel ; associer à la planification un plus grand nombre d'architectes, d'archéologues et d'historiens de l'art ; veiller au respect de la législation existante et sanctionner tous ceux qui construisent sans les autorisations nécessaires ; trouver un équilibre entre les besoins/exigences du secteur public, du secteur privé et de la population en général ; privatiser les biens ; penser global, agir local ; améliorer le dialogue avec les citoyens sur toutes les questions d'urbanisme.

■ CULTURE, ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

Les rôles traditionnellement attribués à chaque sexe sont manifestes dans la société moderne et démocratique de la BiH, où ils s'exercent au détriment des femmes. Bien que ce préjugé ne soit sans doute pas aisément perceptible à travers les statistiques concernant la réussite éducative des hommes et des femmes (avec une égalité d'achèvement de l'enseignement primaire et secondaire), des inégalités subsistent, notamment en matière de salaires et de rémunération et de participation à la vie politique et à la prise de décision. Si, en matière d'égalité entre les genres, le

renforcement des capacités ne semble pas figurer parmi les questions les plus urgentes en Bosnie-Herzégovine, il n'en est pas de même de la réalisation des potentiels. L'enquête en ligne révèle ce qui suit : seuls 9 % des répondants estiment qu'il y a suffisamment de femmes aux postes de décision au sein de la société ; seuls 11 % estiment que les médias assurent une couverture adéquate de la violence de genre, et 11 % une couverture adéquate de l'égalité entre les genres ; 19 % estiment que le contenu des oeuvres cinématographiques, musicales et littéraires offre une vision et une promotion adéquates de l'égalité entre les genres ; un tiers des répondants estiment que le contenu culturel du pays favorise les stéréotypes sexuels ; 60 % estiment qu'il y a ségrégation entre les métiers traditionnellement masculins et féminins et 71 % estiment que les valeurs traditionnelles et les pratiques religieuses du pays ont une forte influence sur la dynamique des genres. Quel que soit le mode de consultations employé, on retrouve des thèmes similaires quant aux *problèmes* à résoudre et aux *solutions* à mettre en oeuvre : éduquer toutes les générations à l'égalité entre les genres ; renforcer le rôle des médias ; adapter les programmes scolaires dans les établissements primaires et secondaires, lutter contre les stéréotypes ; élargir les possibilités offertes aux femmes pour leur permettre d'échapper aux situations défavorables ; transformer la cellule familiale ; appliquer les normes internationales et faire mieux respecter la loi sur l'égalité des genres ; interdire toutes les formes de discrimination ; augmenter les quotas de femmes en politique ; améliorer les services de soutien aux femmes pour qu'elles puissent consacrer plus de temps à leur développement personnel ; encourager l'ambition des femmes de toutes les générations ; améliorer les conditions de la maternité ; multiplier les campagnes de sensibilisation à l'égalité entre les genres et à la violence de genre ; renforcer les mesures de prévention de la violence de genre et de la violence familiale et durcir les sanctions à cet égard ; s'appuyer davantage sur les statistiques différenciées par sexe et sur l'analyse des données sous l'angle de l'égalité entre les genres ; adopter un discours plus égalitaire dans les médias, les manuels scolaires et autres supports ; modifier les contenus culturels et leur présentation du rôle de la femme dans la société ; renforcer la participation des femmes à la vie civique ; corriger l'éducation familiale traditionnelle des garçons et des filles et les avantages accordés aux garçons et aux hommes sur les filles et les femmes dans leur parcours académique et professionnel ; respecter le principe « à travail égal, salaire égal ».

■ CULTURE, INCLUSION ET RÉCONCILIATION

Le tissu social et la confiance intercommunautaire en BiH ont été gravement endommagés par la guerre de 1992-1995. Le processus de réconciliation reste inachevé et les mesures prises dans ce sens par les différents acteurs n'ont pas été suffisantes. La culture et le dialogue interculturel en BiH sont reconnus comme un facteur clé de paix et de sécurité et de développement social inclusif. La complexité des problèmes actuels apparaît clairement dans le résultat de l'enquête citoyenne en ligne : seuls 2 % des répondants estiment que les institutions de la BiH oeuvrent en faveur d'une société inclusive et contribuent au processus de réconciliation dans des proportions suffisantes ; seuls 4 % estiment que les groupes minoritaires et les personnes âgées sont adéquatement associées aux processus en cours en BiH ; 5 % estiment qu'il y a en BiH suffisamment de contenus culturels dédiés à la promotion de la paix et d'une société inclusive ; seuls 5 % estiment que le processus de réconciliation est quasiment achevé et que la société de la BiH, est tolérante et inclusive ; 6 % estiment que les médias, en BiH, contribuent au processus de réconciliation du pays ; 28 % se sentent en sécurité et bien accueillis dans toutes les régions de la BiH ; 83 % estiment par contre que le discours de haine est fréquent en BiH, et 90 % que ce discours de haine n'est pas suffisamment sanctionné ; 82 % estiment que la culture a un rôle très important à jouer dans la création d'une société inclusive et tolérante en BiH. Tous les modes de consultations employés parviennent à des conclusions similaires quant aux *problèmes* à résoudre et aux *solutions* à mettre en oeuvre : selon certains participants, le processus de réconciliation a trop tardé et il est dépassé ; il faudrait créer des « espaces » adaptés pour encourager la coopération et l'échange d'expériences entre les citoyens de diverses origines au moyen de programmes et d'activités communes ; s'appuyer davantage sur la culture en tant qu'instrument de réconciliation et de rétablissement de la confiance ; réaffirmer les valeurs culturelles tolérantes dans les familles et les introduire jusque dans le cadre préscolaire ; s'appuyer sur la culture pour affirmer les valeurs communes de la BiH ; mieux utiliser les médias et mobiliser des

personnalités en vue afin de promouvoir les valeurs culturelles et briser les stéréotypes ; les médias devraient insister sur les aspects positifs et non négatifs de la société, et prendre la tête des efforts de réconciliation de la société civile ; il faudrait adapter le système éducatif, ainsi que les programmes scolaires, afin de promouvoir l'interculturalisme et la tolérance ; utiliser les contenus culturels pour mieux informer les citoyens des difficultés des handicapés, afin de lutter contre la discrimination, d'accroître la participation des enfants et des adultes handicapés et d'aider ceux qui s'occupent d'eux ; élaborer des mécanismes permettant aux personnes âgées de prendre une part plus active à la vie civique et à la prise de décision ; faire impérativement respecter les lois existantes ; favoriser la participation accrue des jeunes au dialogue et au processus de réconciliation.

■ BRÈVE CONCLUSION GÉNÉRALE

Le résultat des consultations menées en BiH indique que les citoyens, tout comme les professionnels de la culture, sont pleinement conscients de l'importance de la culture en tant que catalyseur potentiel de la transformation de la société dans tous les domaines, qu'il s'agisse de développement économique durable, de génération de revenus, de création d'emplois, de protection de l'environnement ou de préparation au changement climatique ; d'égalité des genres, d'élimination des stéréotypes de genre et d'autonomisation des femmes ; d'amélioration des conditions de vie dans les villes comme dans les campagnes ; de paix, de sécurité et d'inclusion sociale. Ce changement dépendra du rôle transformateur de l'éducation formelle et informelle, du pouvoir transformateur des médias (consistant à faire oeuvre permanente de sensibilisation du public), d'une participation accrue des jeunes et de la mise en oeuvre effective d'un cadre législatif bien développé dans les différents secteurs, utilisant pleinement les mécanismes d'application en vigueur ou d'autres mécanismes adéquats (tels qu'un régime de sanction des infractions). Le manque de capacités des fonctionnaires, des enseignants, des autorités locales, des professionnels des médias et des citoyens est reconnu comme un problème majeur dont il convient de se saisir afin de lancer et d'accélérer ce processus de transformation.

5.4 DIALOGUES CONDUITS EN ÉQUATEUR

« Dialogues pour l'après-2015 sur la culture et le développement Consultation Nationale en Équateur »

Le texte ci-dessous offre un résumé des consultations nationales tenues tout au long de l'année 2014, tel que présenté par l'Équateur.

■ CONTEXTE

L'Agenda de développement post-2015 est le premier processus intergouvernemental d'élaboration des politiques de cette importance, au sein des Nations Unies, à s'appuyer sur une vaste consultation mondiale visant à recueillir, en priorité, et de manière pluraliste, diverse et inclusive, le point de vue d'un large éventail de personnes en situation vulnérable, ainsi que d'hommes politiques, de chercheurs, d'experts, d'entrepreneurs et de citoyens intéressés.

Lors de la première consultation, des informations précieuses ont été recueillies sur les questions les plus cruciales posées par le développement à travers le monde. Des messages intéressants de vastes pans de la population ont été recueillis afin de contribuer à la préparation de l'Agenda et à sa mise en oeuvre.

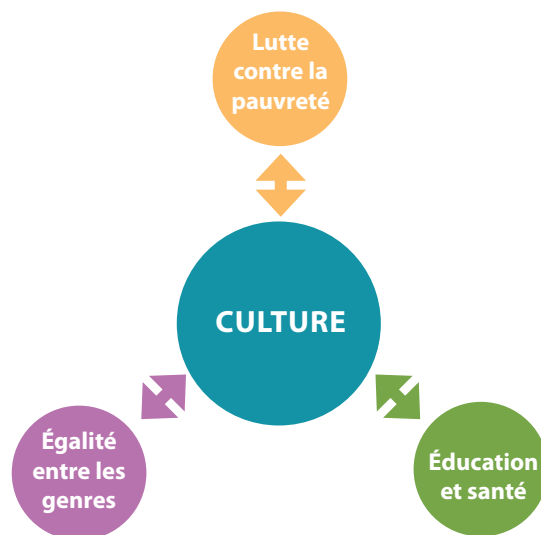
Les Nations Unies ont sollicité le soutien des États membres en vue d'un dialogue inclusif sur l'Agenda de développement post-2015.

La première phase de cette consultation visait à identifier les questions et les domaines à inclure dans l'Agenda de développement post-2015. Elle avait aussi pour objectif de définir un nouveau paradigme universel et d'approfondir les Objectifs du Millénaire pour le développement, en y ajoutant l'amélioration de la gouvernance, de la durabilité environnementale et de la sécurité, et la lutte contre les inégalités. La question des « moyens de mise en oeuvre » nécessaires pour réaliser ces objectifs prioritaires a gagné en importance dans le débat et s'est imposée lors de la deuxième phase de consultations lancées à travers le monde.

Deux consultations nationales ont été organisées en Équateur, la première étant intitulée « Localiser l'Agenda de développement post-2015 » (en collaboration avec l'Italie et le Ghana), et la seconde, « Culture et développement » (en coopération avec la Bosnie-Herzégovine, le Mali, le Maroc et la Serbie).

La seconde consultation, « Culture et développement », était pilotée par l'UNESCO, le FNUAP et le PNUD. Son but était de permettre aux différentes parties prenantes de contribuer substantiellement aux politiques relatives au rôle de la culture pour le développement dans la mise en oeuvre de l'Agenda de développement post-2015.

■ THÈMES TRAITÉS DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS



« Dialoguer est important, cela encourage à réfléchir sur la culture, sur le respect de la diversité des opinions. On apprend à écouter l'autre et à accepter les différences de point de vue en tant que réalité vivante. Le dialogue nous permet de connaître les spécificités d'une culture et d'un pays. »

[Artiste, gestionnaire culturel, Équateur, 2014]

■ COMMENT S'EST DÉROULÉE LA CONSULTATION NATIONALE ?

La consultation nationale a pris la forme d'un processus de dialogue et de discussions ouvertes visant à recueillir les opinions des citoyens sur la définition de l'Agenda de développement post-2015.

Elle s'est déroulée de mai à septembre 2014, sous forme d'entretiens avec des experts, de groupes de discussion organisés dans différentes régions, de questionnaires quantitatifs et qualitatifs et de recherche de sources secondaires.

■ QUI Y A PARTICIPÉ ?

Des personnes issues de différentes régions géographiques, de divers groupes socioéconomiques, de populations autochtones et de différentes nationalités ont participé au processus.

- Les consultations ont réuni plus de 1 800 personnes.
- Plus de 40 institutions, universités et parties prenantes de la société civile nationales et locales y ont pris part.
- 9 experts des questions culturelles ont fait l'objet d'un entretien approfondi.
- À des fins d'équité géographique, 5 groupes de travail ont été organisés dans trois régions du pays : les hauts plateaux, la côte et l'Amazonie (Sierra, Costa et Amazonía).
- Plus de 1 440 questionnaires quantitatifs et plus de 380 questionnaires qualitatifs ont été recueillis.
- Du point de vue du genre, les femmes représentaient 56 % des participants et les hommes 44 %.

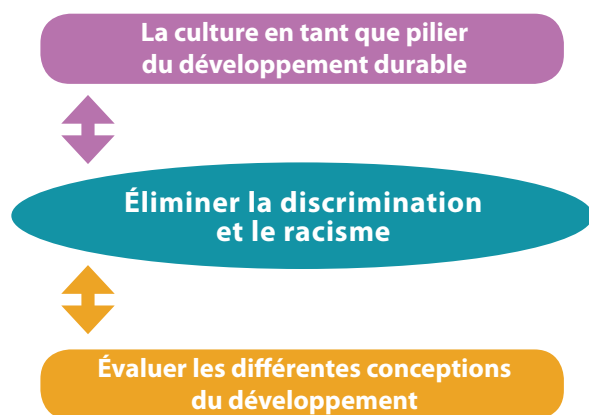
■ RÉSULTATS OBTENUS

Il est très important d'inclure la culture en tant qu'axe crucial de développement, dans une optique qui englobe l'individu et la société. Seule la diversité, qui prend sa source dans les cultures du monde, permettra de réaliser un développement inclusif et durable.

| AXES D'ACTION | STRATÉGIES |
|--|--|
| <p>1. Éducation formelle et informelle, renforcement des capacités et transfert de connaissances.</p> <p>Réaliser une éducation inclusive, équitable et de qualité, créer des services éducatifs contextualisés, fondés sur le respect de la diversité, la promotion de la créativité humaine, la préservation du patrimoine culturel, la sauvegarde de la diversité des identités et des patrimoines culturels.</p> | <p>Élaborer des plans et des programmes destinés à développer les compétences créatives et les habitudes de consommation culturelle et à infléchir les comportements sociaux, y compris dans la petite enfance.</p> <p>Intégrer la culture et l'enseignement artistique au programme des écoles et des universités.</p> <p>Reformuler et mettre en oeuvre des programmes d'éducation interculturelle et bilingue.</p> <p>Créer des programmes de renforcement des capacités et de formation à l'intention des artistes et des créateurs.</p> |
| <p>2. Soutenir les artistes et les créateurs, encourager l'entrepreneuriat et les industries culturelles.</p> <p>Évaluer la contribution de la culture au développement, ainsi que le rôle des artistes, des gestionnaires et des créateurs dans la société, remédier à leur état de vulnérabilité.</p> | <p>Élaborer des plans et des programmes afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement et la production culturelle durable.</p> <p>Encourager la création artistique, l'entrepreneuriat et les industries culturelles par l'instauration de systèmes de crédit destinés aux artistes et aux créateurs.</p> <p>Proposer des bourses et des programmes d'échange culturel aux artistes et aux gestionnaires culturels.</p> <p>Promouvoir les dispositifs associatifs.</p> <p>Élaborer des programmes de promotion de l'économie sociale et solidaire.</p> |
| <p>3. Sensibilisation</p> <p>Promouvoir des processus de sensibilisation du public encourageant le respect de la diversité, la sauvegarde des différentes identités, l'exercice des droits de l'homme et l'élimination de la discrimination et de la violence.</p> | <p>Élaborer des campagnes de sensibilisation sur l'intérêt de la culture pour le développement inclusif et durable.</p> <p>Encourager l'élimination des stéréotypes, de la discrimination et du racisme par des campagnes artistiques et médiatiques.</p> <p>Promouvoir la coexistence pacifique sans violence.</p> <p>Encourager les contenus culturels créatifs de qualité incluant le multiculturalisme et l'égalité entre les genres dans le développement des industries culturelles et créatives.</p> |

| AXES D'ACTION | STRATÉGIES |
|--|---|
| <p>4. Politiques culturelles</p> <p>Soutenir la culture en tant que vecteur de développement inclusif et durable par la mise en oeuvre de politiques publiques de promotion de la création artistique, le développement des industries culturelles et créatives, et la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel.</p> | <p>Faire de la culture un axe transversal des différentes politiques sectorielles, en renforçant l'institutionnalisme culturel.</p> <p>Encourager les investissements publics et privés dans la culture.</p> <p>Élaborer un système d'indicateurs culturels permettant de quantifier son poids économique.</p> <p>Promouvoir la lecture et la publication de contenus de qualité.</p> <p>Effectuer des travaux de recherche dans le domaine de la culture et des savoirs traditionnels en vue de leur inclusion dans les systèmes éducatifs et sanitaires nationaux.</p> <p>Assurer la mise en oeuvre des politiques et des mesures d'action affirmative afin de réduire les inégalités, et de promouvoir la participation des femmes à la création et à la gestion culturelle.</p> |
| <p>5. Souveraineté de la production et de la consommation (« changer de modèle de production »)</p> <p>Renforcer le rôle de la culture dans le développement, par des processus reconnaissant et garantissant la souveraineté de la production et de la consommation culturelles.</p> | <p>Élaborer des plans et des programmes destinés à promouvoir une concurrence loyale en matière de production de biens et de services culturels à l'importation et à l'exportation.</p> <p>Élaborer des plans et des programmes destinés à influencer les comportements des consommateurs et à encourager la consommation de biens et de services culturels.</p> |
| <p>6. Sauvegarde des savoirs traditionnels</p> <p>Promouvoir la diversité culturelle, encourager la créativité, la cohésion sociale, la coexistence pacifique sans violence et la pérennité des différentes identités par la sauvegarde des savoirs et des expressions traditionnels.</p> | <p>Élaborer des plans de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel des personnes historiquement exclues.</p> <p>Élaborer des politiques, des plans et des programmes afin d'appliquer les savoirs traditionnels dans l'agriculture, la médecine (y compris la santé sexuelle et reproductive), les techniques de construction, la protection de l'environnement, la souveraineté alimentaire et autres domaines.</p> <p>Mettre en oeuvre des plans et des programmes afin de renforcer les mécanismes de transmission des savoirs.</p> |

■ ASPECTS GÉNÉRAUX



La culture en tant que pilier du développement durable :

il convient d'intégrer la culture, en tant que pilier du développement inclusif et durable, aux dimensions économiques, environnementales et sociales. Il ne suffit pas de l'inclure à titre d'axe transversal : il faut assurer sa visibilité en tant que composante clé du développement, pour garantir la pleine jouissance et l'exercice réel des droits de l'homme.

Éliminer la discrimination et le racisme : la culture est un allié incontournable pour promouvoir le respect et la reconnaissance des différences grâce au multiculturalisme, au respect des droits de l'homme et à la défense de la diversité culturelle. Pour garantir l'égalité des chances, il faut que les populations historiquement exclues et vulnérables soient reconnues et valorisées.

La culture contribue à l'autonomisation des femmes et crée les espaces nécessaires pour réaliser l'égalité des genres, combattre la violence de genre et lutter contre toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe, l'âge, l'origine ethnique, le handicap, le lieu de résidence, la situation matrimoniale, l'identité de genre, la langue, le statut social ou d'autres conditions sociales ou culturelles.

Évaluer les différentes conceptions du développement : la culture est un facteur de rencontres et d'échanges favorisant l'élaboration de propositions pour des alternatives innovantes à une conception du développement qui fait primer le capital sur les êtres humains.

5.5. DIALOGUES CONDUITS AU MALI

Le texte ci-dessous offre un résumé des consultations nationales tenues tout au long de l'année 2014, tel que présenté par le Mali.



Consultation Nationale « Culture et Développement » au Mali

■ CONTEXTE

Le second cycle des consultations thématiques initiées par les Nations Unies sur l'Agenda du développement de l'après 2015 des OMD a porté sur six thèmes, dont « culture et développement ». Le Mali est, avec l'Equateur, la Bosnie Herzégovine, la Serbie et le Maroc, l'un des cinq pays dont la candidature a été retenue pour organiser des consultations nationales sur ce thème. Cette bonne nouvelle intervient cependant dans un contexte particulier : le pays vient de traverser une crise profonde, avec de graves conséquences sur les plans politique, socioéconomique et humanitaire ainsi que sur ceux de la sécurité et des droits de l'homme. C'est dans ce cadre qu'un processus participatif visant à déterminer la vision du pays sur la culture et le développement a été conduit par le Ministère de la Culture du Mali, avec l'appui de trois agences des Nations Unies, à savoir l'UNESCO, le FNUAP et le PNUD.

La collecte de données non seulement auprès de personnes ressources du secteur de la culture mais aussi de celles d'autres domaines du développement a constitué la première étape du processus. Conformément aux termes de référence, les trois sous-thèmes autour desquels s'est articulée la consultation malienne, à savoir « culture, environnement et changement climatique », « culture et réduction de la pauvreté » et « culture, inclusion et réconciliation » ont fait l'objet d'entretiens individuels avec ces personnes ressources. La deuxième étape a été l'organisation d'ateliers ayant regroupé une quinzaine de participants sur chaque sous-thème. Un grand événement final ayant regroupé environ cent cinquante participants a validé le rapport issu de toutes les étapes du processus.

Ce forum conclusif a été parrainé par le Ministère de la Culture du Mali, avec la participation d'autres ministères dont les activités interagissent avec la culture. Les différentes parties prenantes étaient représentatives de la diversité culturelle, géographique et de genre du pays. Elles reflétaient également la variété des trajectoires socioprofessionnelles des acteurs, avec les expériences et sensibilités qui en découlaient.

La consultation a ainsi permis, à travers les contributions du gouvernement, de la société civile et de toutes les autres parties prenantes, de dégager une vision partagée sur les mécanismes par lesquels les industries culturelles, le dialogue interculturel, la diversité culturelle, le genre, etc. sont des moyens de réduire la pauvreté et l'exclusion mais aussi de contribuer à la réconciliation.

■ RÉSULTATS DE LA CONSULTATION NATIONALE

Dans chacun des trois sous-thèmes, les mots-clés ont été les suivants :

Culture, environnement et changement climatique : la durabilité environnementale est une exigence pour la vitalité du patrimoine culturel aujourd'hui exposé aux aléas climatiques et intempéries. Corollairement, la durabilité des pratiques et traditions culturelles contribue à protéger l'environnement, à sauvegarder la biodiversité ainsi qu'à assurer une gestion responsable des écosystèmes (forêts, lacs, collines, arbres, végétation...).

L'exemple de gestion du paysage culturel des Falaises de Bandiagara, bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, est révélateur de l'importance du système culturel pour la préservation de l'environnement.

Culture et réduction de la pauvreté : à travers le tourisme culturel sur les sites du patrimoine mondial, l'artisanat d'art, les industries culturelles et créatives comme la musique et le cinéma, toutes activités en essor continu jusqu'à la crise politique et sécuritaire, le secteur de la culture a généré des plus-values ayant contribué à la réduction de la pauvreté. Ces acquis économiques constituent aussi des atouts dans le cadre des efforts actuellement déployés pour la relance de l'économie nationale.

Culture, inclusion et réconciliation : la culture de la paix au Mali demeure forte malgré l'érosion graduelle des cadres sociaux qui la portent et la légitiment. Ses institutions constitutives ont permis de circonscrire la violence, empêchant ainsi l'effondrement généralisé du pays par temps troublés, en particulier aux moments les plus périlleux des crises politiques et sécuritaires récentes. Il en est ainsi par exemple d'institutions anciennes et prestigieuses comme celles des « griots », « korédouga » et autres « kondey ». Le processus actuel de réconciliation donne à ces pratiques culturelles d'intercession l'occasion de se redéfinir et de se redéployer sur de nouvelles bases qui pourraient les fortifier et les rendre encore plus proactives.

Le rechrépisage annuel des mosquées de Tombouctou était et demeure aussi l'occasion pour revivifier les liens sociaux : toute la population se mobilise autour de nombreuses tâches. Les imams des mosquées restaurées ainsi que le patriarche des maçons organisent chacun un banquet de remerciement en l'honneur des participants aux travaux, occasions festives propres à célébrer le lien social et à le régénérer.

Ces pratiques sociales ont traversé le temps et ont fait de Tombouctou une ville citoyenne chaleureuse. L'islam a certainement contribué à la mise en place de cette identité de convivialité, tolérance et paix. Son empreinte transparait à travers tout un langage qui évoque son enseignement

comme les salutations, les sentences et les proverbes. Par-delà Tombouctou, les traditions et pratiques communautaires liées à des événements culturels, tels les travaux d'entretien et de conservation de monuments religieux, permettent des regroupements massifs, qui sont autant d'actes de communion, des populations.

La prise en compte de la diversité des expressions culturelles, la tolérance mutuelle et le dialogue interculturel doivent être des objectifs durables d'une politique culturelle dans un pays où une intégration nationale respectueuse de la diversité des « identités narratives » enracinées dans des écosystèmes différenciés est un objectif continu et toujours actuel.

A travers la musique, les arts visuels, des créations chorégraphiques, des caravanes d'artistes, la recherche de la paix et de la réconciliation a mobilisé la création artistique contemporaine. De nombreux artistes ont activement participé à ces opérations de production d'œuvres engagées.

La consultation nationale a permis enfin de formuler des recommandations fortes dont celle-ci : les acteurs du secteur de la culture et des autres secteurs de développement considèrent qu'ils ont **amplement prouvé le caractère central de la culture dans le développement**. Leur mobilisation constante ainsi que les résultats visibles qu'ils ont obtenus en sont une probante illustration. C'est pourquoi ils **attendent, en retour, un engagement immédiat et plus total de la communauté nationale et internationale en faveur de la culture**.

La pleine opérationnalité des dispositifs, initiatives et acquis dans ce domaine ainsi que leur efficience dans le cadre d'un développement durable est ainsi un enjeu. La culture se trouve à la croisée de plusieurs chemins. En pratique, il apparaît clairement que la culture peut jouer pleinement son rôle de moteur autant que de catalyseur du développement durable par un accompagnement vigoureux des pouvoirs publics, sachant que ceci est essentiel pour la cohésion sociale durable.

5.6. DIALOGUES CONDUITS AU MAROC

Le texte ci-dessous offre un résumé des consultations nationales tenues tout au long de l'année 2014, tel que présenté par le Maroc.

Consultation nationale marocaine sur « la culture et le développement durable dans l'agenda de développement post-2015 »

Les objectifs de cette consultation nationale étaient :

- de faire le point sur les expériences marocaines relatives au rôle de la culture pour la réalisation des objectifs de développement durable ;
- de recueillir des visions, des ambitions et des recommandations auprès de multiples parties prenantes (en particulier les acteurs institutionnels, la société civile et le secteur privé);
- à partir de ces expériences, d'indiquer des chemins innovants que la communauté internationale pourrait explorer dans le cadre de l'agenda de développement post-2015.

Entre le 9 septembre et le 15 octobre 2014, plus de 600 participants ont pris part à cette consultation, dont les composantes étaient deux séminaires nationaux à Rabat, six ateliers thématiques (à Tanger, Fès, Casablanca, Marrakech, Agadir et Guelmim), des consultations individuelles additionnelles ainsi qu'un questionnaire en ligne.

Sous l'égide du groupe thématique sur la culture et le développement de l'Equipe Pays des Nations Unies au Maroc, co-présidé par le Ministère de la culture et l'UNESCO, cet exercice a mis en évidence l'implication forte des parties prenantes de la société civile, du secteur privé et des institutions publiques concernés par le sujet, et illustré une coopération inter-agences très positive au sein des différentes composantes des Nations Unies au Maroc.

La culture peut être un instrument utile pour la réalisation des objectifs de développement durable, mais la culture est aussi une ressource fragile qui doit être préservée pour elle-même.

(Mohammed Amine Sbihi, Ministre de la Culture)

A travers la prise en compte de la culture dans les politiques de développement, c'est aussi l'idée d'un développement dans le respect de l'identité des sociétés qui est en jeu.

(Bruno Pouezat, Résident Coordinateur des Nations Unies au Maroc)

La culture a un important pouvoir de mobilisation et d'appropriation chez les parties prenantes.

(Michael Millward, Directeur du Bureau multi-pays de l'UNESCO pour le Maghreb)

■ MESSAGES CLÉS THÉMATIQUES

Culture et réduction de la pauvreté

Les expériences marocaines en matière de lutte contre l'extrême pauvreté montrent à quel point la pauvreté est un phénomène multidimensionnel et doit faire l'objet de solutions multisectorielles et innovantes, dans la définition desquelles le capital culturel des individus et des groupes joue un rôle important.

Dans un pays dont une part importante du PIB provient d'un tourisme motivé par des intérêts culturels, encourageant les investissements en matière de sites patrimoniaux, de festivals culturels et d'artisanat, de pratiques et de savoir-faire traditionnels, de nombreux participants à la consultation ont plaidé pour davantage d'investissements dans la culture afin de contribuer à l'autonomisation des pauvres.

Une expérience très positive conduite ces dernières années a été l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH), qui a permis à des centaines de communautés de se doter de, ou de faire perdurer, des activités génératrices de revenus dans les secteurs de l'artisanat, des maisons d'hôte, de la commercialisation de produits du terroir, etc.

Parmi les défis à relever pour aller plus avant, une question importante est celle de la structuration de marchés plus solides permettant une meilleure création de produits et leur commercialisation, par exemple un secteur créatif ou des industries culturelles plus fortes.

Grâce à leur collaboration avec des designers, les tisseuses traditionnelles ont pu développer de nouveaux produits répondants aux attentes de leur clientèle.

(l'une des lauréates du Prix 2014 de la meilleure coopérative, originaire de la région du Souss)

Culture et éducation

Dans un pays qui a consenti des investissements élevés en matière d'infrastructures éducatives et qui doit cependant faire face à d'importants défis en matière d'alphabétisation, de résultats éducatifs et d'abandon scolaire, une plus grande place accordée à la culture dans les programmes scolaires a été identifiée comme un levier possible pour une meilleure qualité de l'éducation et de meilleurs résultats en la matière.

En ce qui concerne l'éducation multilingue, ces dernières années, d'importants progrès ont été réalisés, notamment grâce au travail de l'Institut Royal pour la Culture Amazighe (IRCAM), qui a permis une renaissance de la langue amazighe dans les écoles en milieu rural. Cependant, d'importants défis demeurent, notamment en ce qui concerne la place accordée aux dialectes de l'arabe comme la darija ou la hassaniya dans les activités scolaires.

Les investissements en matière d'éducation artistique ne sont pas suffisants, compte tenu notamment du rôle des arts pour la promotion de la créativité, une meilleure compréhension mutuelle, ainsi qu'un plus grand respect, pour les différences culturelles. Un tel développement de l'éducation artistique pourrait tirer profit d'une plus grande ouverture des écoles sur leur milieu culturel environnant, par exemple en y ménageant un espace pour les conteurs, les artistes ou les artisans locaux.

L'éducation coranique traditionnelle (msid) au niveau pré-primaire peut contribuer positivement à un développement précoce des compétences de base en matière de lecture et d'écriture.

Dans les zones rurales, il est important d'établir une meilleure compréhension entre des enseignants qui ont étudié dans les villes et des apprenants issus de cultures locales.

(une travailleuse de la société civile)

Culture, égalité de genres et autonomisation des femmes

Si, ces dernières années, le Maroc a connu d'importantes réformes politiques qui ont conduit à la reconnaissance, dans la Constitution de juillet 2011, de l'égalité formelle entre les hommes et les femmes, il demeure parfois, notamment dans les zones rurales, des résistances fortes à un approfondissement de la reconnaissance de l'égalité de genres.

Il faut tâcher de répondre à cette situation à travers des approches culturelles impliquant les faiseurs d'opinion, les artistes reconnus, les leaders religieux, etc., et visant à une meilleure sensibilisation du grand public à ces questions ainsi qu'à un changement positif dans les comportements et les représentations tout en préservant l'identité des groupes.

L'autonomisation culturelle et économique des femmes à travers l'éducation et les activités génératrices de revenus peut constituer un important levier de développement humain et d'égalité de genre dans les zones rurales.

Cela implique de mettre davantage l'accent sur la formation et la transmission du capital culturel entre les femmes, ainsi que sur l'inclusion, dans les stratégies nationales de développement social, d'une approche genre mettant l'accent sur les femmes. La création récente de la « Maison de la femme artisanale » (Dar Sanâa) constitue une avancée positive dans cette direction.

Quoique l'on parle toujours de « patrimoine » culturel, il faudrait se rendre compte que, dans un grand nombre de cas, il s'agit avant tout d'un « matrimoine »

(une féministe de Rabat)

Culture, villes durables et urbanisation

Sous l'effet de décennies d'exode rural et d'urbanisation, ainsi que du démantèlement des bidonvilles et de la construction de quartiers neufs à proximité de villes comme Casablanca ou Tanger, les modalités de vivre ensemble au Maroc se sont considérablement transformées, tandis qu'apparaissaient des demandes nouvelles en matière d'offre culturelle dans les grandes villes du Royaume.

Face aux défis d'une croissance des incivilités et d'un ennui social et culturel résultant du manque d'infrastructures culturelles, et face aux pressions urbaines croissantes qui s'exercent sur les paysages historiques et les sites de patrimoine culturel, les villes marocaines ont dû se réinventer, afin de préserver leur attractivité et la durabilité de leur expansion urbaine. C'est notamment le cas de villes comme Asilah ou Essaouira, où se sont créés des festivals culturels de grand renom qui sont autant d'espace dédié à la création de mixité sociale et d'échanges culturels, comme ce fut le cas aussi pour la ville de Fès avec son Festival des musiques sacrées du monde.

Le défi à présent au Maroc est de créer une « économie du patrimoine culturel » qui soit plus dynamique, avec une meilleure contribution, en territoire urbain, des sites de patrimoine culturel au développement local, à la compétitivité territoriale ainsi qu'au renforcement du sentiment d'appartenance des communautés locales engagées dans le vivre ensemble.

A travers des initiatives participatives, tous les individus sont invités à contribuer à l'épanouissement de la vie culturelle au sein de leurs villes, et à adopter des attitudes qui ne soient pas seulement consuméristes, mais aussi responsables.

Quand on crée des villes nouvelles, il faudrait s'assurer que l'on ne donne pas naissance à des cadres de vie sans âme et sans couleur, qui peuvent devenir source d'agitation sociale

(un planificateur urbain de Casablanca)

Culture, environnement et changement climatique

Le Maroc, qui se trouve en première ligne face aux défis du changement climatique et du réchauffement de la planète, et qui doit faire face à d'importants enjeux en matière de gestion des ressources naturelles, d'eau, d'énergies solaire et éolienne, de désertification, etc., est un très bon exemple des corrélations qui existent entre défis naturels et solutions culturelles adoptées par les communautés locales afin de créer des modes de vie durables.

Comme l'illustrent les 'seguias' et les 'khtarrat' en usage, pour l'adduction d'eau, dans le sud du Royaume - dont certaines sont devenues un patrimoine culturel, - grâce à une meilleure sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel lié à la gestion des ressources et à la connaissance de la biodiversité, il est possible de réduire les risques et d'encourager des attitudes et comportements plus durables. Par exemple, dans l'industrie de la construction, tandis que le béton s'avère un matériau assez peu adapté aux climats chauds du sud, l'usage de matériaux traditionnels tels que le pisé, y compris pour la construction de programmes de logement modernes, peut s'avérer une solution beaucoup plus efficiente.

Bien plus, alors que la conscience environnementale au Maroc pourrait être bien plus développée, les arts et la culture devraient jouer un rôle dans la sensibilisation du grand public, et des jeunes générations en particulier, à travers des festivals culturels, des concerts ou des initiatives accueillies dans les écoles.

Il faut se dépêcher d'inventorier les pratiques culturelles immatérielles favorables à la durabilité, car chaque jour un élément de ce savoir disparaît

(un universitaire de Marrakech)

Culture, inclusion et réconciliation

Dans un pays dont la Constitution la plus récente a reconnu en des termes très forts la diversité des composantes culturelles constitutives de son identité, un certain nombre d'avancées positives ont été réalisées afin de garantir les droits culturels et linguistiques de certaines de ces composantes, tout en promouvant un esprit de tolérance et d'ouverture aux différences culturelles.

Ce « modèle marocain » s'illustre à travers les efforts en cours pour préserver non seulement le patrimoine arabo-musulman et les cultures (ou les sites culturels) amazighes ou saharo-hassanies, mais aussi le patrimoine juif et andalou, ou les architectures européennes du XXe siècle, qui, tous, font partie intégrante de la mémoire marocaine et doivent être reconnus en tant que tels.

Dans un monde confronté à une montée de l'intolérance, du fondamentalisme et des crispations identitaires, et si l'on veut éviter le communautarisme, cela devrait impliquer de plus grands efforts en faveur de la compréhension mutuelle entre les groupes culturels, à travers l'éducation, les médias et l'offre culturelle disponible dans les festivals nationaux et la vie culturelle marocaine en général.

Ces dernières années, l'augmentation des flux migratoires d'Africains subsahariens à destination du Royaume a créé de nouveaux défis, qui plaident en faveur d'un approfondissement de ces initiatives.

Si les jeunes générations étaient mieux éduquées, et si les Marocains et les immigrants subsahariens se connaissaient mieux les uns les autres, il y aurait moins de racisme ordinaire dans notre société

(un jeune musicien vivant à Tanger, et originaire de Guinée équatoriale)

5.7 DIALOGUES CONDUITS EN SERBIE

Le texte ci-dessous offre un résumé des consultations nationales tenues tout au long de l'année 2014, tel que présenté par la Serbie.

« Dialogues pour l'après-2015 sur la culture et le développement Consultation Nationale en Serbie »

En juin 2014, l'équipe de pays des Nations Unies en Serbie, sous la houlette du Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies en Serbie, de l'UNESCO et du FNUAP, a lancé une nouvelle série de consultations nationales sur la culture et le développement. Cette deuxième phase des consultations sur l'après-2015 a été mise en oeuvre en étroite collaboration avec le Gouvernement serbe, dans le cadre d'un groupe de travail dirigé par le Ministère des affaires étrangères. Un dialogue structuré avec les ONG a également été conduit durant ce processus.

L'objectif général de cette seconde phase de consultations sur l'après-2015 concernait l'inclusion de la culture à l'Agenda de développement, y compris en tant que composante cruciale d'une approche fondée sur les droits de l'homme.

La Serbie se caractérise par sa diversité ethnique et culturelle, près de 18 % de sa population appartenant à une minorité ethnique (les trois principales étant les Hongrois, les Bosniaques et les Roms) et les flux migratoires y sont très intenses (déplacés internes originaires du Kosovo², réfugiés serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, immigrants asiatiques et africains). Aussi la construction identitaire en Serbie est-elle complexe et souvent contradictoire. La compréhension de ces identités, et donc des pratiques qui en découlent, est intimement liée à la compréhension du patrimoine culturel, des cadres normatifs et de l'orientation des valeurs.

La Serbie est un pays jouissant d'une politique culturelle institutionnalisée et d'une production culturelle diversifiée. Toutefois, la relation entre culture et développement (durable) ne fait pas encore l'objet d'une reconnaissance et d'une institutionnalisation suffisantes. Comme

mentionné dans le Rapport national sur l'application de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles en Serbie, l'intégration du développement culturel dans le développement socioéconomique et politique à long terme de la société démocratique, ainsi que la promotion du développement durable de la culture en tant que partie intégrante de l'environnement, figurent parmi les principes de développement culturel définis par la Loi sur la culture (article 3, point 5 et article 3, point 10, respectivement). Selon la base de données de la Conférence permanente des villes et municipalités de Serbie, 85 des 145 autogouvernements locaux possèdent leur propre stratégie de développement local durable, mais la culture n'y occupe pas la place qu'elle mériterait. D'un autre côté, seules quelques villes disposent de plans de développement culturel à long terme dans lesquels la culture est considérée comme un domaine de développement (PanĐevo, Užice, Valjevo et Niš).

Les modes de consultation ont été conçus de façon à pouvoir recueillir les opinions et les recommandations d'un large éventail de parties prenantes. Outre les méthodes « traditionnelles », tels qu'enquêtes et groupes de discussion, des formes plus innovantes de sondage d'opinion ont été utilisées, dont des discussions selon la technique du Café mondial et des débats sur les réseaux sociaux. Tout en abordant de nombreuses questions clés concernant la relation entre culture et développement (acteurs concernés, ressources, politiques, créativité, utilisation des technologies, etc.), les consultations se sont concentrées sur six sous-thèmes spécifiques : culture et lutte contre la pauvreté ; culture et éducation ; culture, égalité des genres et autonomisation des femmes ; culture, villes durables et urbanisation ; culture, environnement et changement climatique ; culture, inclusion et réconciliation. Les modes de consultation comportaient les sous-composantes suivantes :

2. Toute référence au Kosovo doit être lue dans le cadre de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de Nations Unies.

(a) sondage d'opinion auprès d'un échantillon représentatif de la population de Serbie âgée de 15 ans et plus ; (b) enquête sur le web ; (c) consultations via les médias sociaux (Facebook et Twitter) ; (d) consultations en présentiel (discussions en groupe, ateliers, réunions en Café mondial, entretiens approfondis).

L'impact des consultations a été extrêmement positif. Comme lors de la précédente série (2013), le nombre de réponses aux différents événements et outils de consultation a été très élevé, touchant plus de 300 000 personnes contactées à la fin d'octobre. Un nombre important d'autres acteurs clés se sont également mobilisés : des douzaines d'OSC (ONG, syndicats), plusieurs artistes, des entrepreneurs, des représentants des universités et enfin, et ce n'est pas le moins important, des représentants de diverses institutions et organismes gouvernementaux. Concernant ces derniers, il faut souligner que la question considérée, culture et développement, a été portée à l'attention non seulement des membres d'institutions opérant dans le domaine de la culture, mais aussi dans d'autres domaines – éducation, inclusion sociale, urbanisme, santé et développement économique. L'empressement des différents acteurs, et en particulier des citoyens de Serbie, à participer au processus et à donner leur point de vue, a été exceptionnel. Enfin, la question du rôle de la culture dans le développement a été largement abordée dans les médias, sur les réseaux sociaux et à plusieurs autres occasions comme la célébration des journées internationales (Journée des Nations Unies, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, etc.).

On peut retenir du résumé de l'ensemble des informations, opinions et commentaires recueillis au cours des consultations plusieurs messages clés.

En l'espace de dix semaines, les 18 messages postés sur Facebook et Twitter ont été lus plus de 295 000 fois, 1 377 citoyens de plus de 15 ans ont été interrogés dans le cadre de l'enquête d'opinion, 100 personnes ont rempli un questionnaire en ligne, 5 groupes de discussion ont réuni plus de 40 personnes, 7 ateliers ont rassemblé plus de 50 organisations et personnes individuelles, 5 sessions en Café mondial ont réuni plus de 50 participants et 17 entretiens approfondis ont été réalisés.

1. S'agissant de la culture et du développement en général, il est nécessaire d'intégrer la culture dans les stratégies de développement durable et de mettre au point des stratégies de développement culturel. Il est particulièrement important que ces processus

soient encouragés au niveau local, où se produisent la plupart des interactions entre les différents acteurs. Ensuite, il est important d'augmenter le financement des politiques culturelles au niveau tant national que local, et, également, de diversifier les sources de soutien financier en accédant aux fonds de l'Union européenne et en renforçant les partenariats public-privé. Les infrastructures culturelles de base devront être améliorées et entretenues si l'on veut que la culture joue un rôle croissant dans la génération d'emplois et de revenus. Enfin, il est nécessaire de développer une approche transsectorielle, afin d'instaurer des synergies efficaces comme base de la croissance durable, et d'améliorer la visibilité des facteurs culturels du développement. Les citoyens de la Serbie estiment que les médias devraient jouer un rôle majeur dans la création et la diffusion de valeurs favorisant la cohésion sociale. Dans cette optique, il conviendrait de faire porter davantage d'efforts sur la sphère médiatique, cet important outil de reproduction culturelle étant actuellement considéré par les citoyens de Serbie comme archaïque et soumis et comme ayant un impact négatif sur les modèles culturels.

2. Concernant la relation entre culture et réduction de la pauvreté, le principal message est que les industries culturelles de Serbie sont en expansion, mais qu'elles ont besoin d'être encouragées et de bénéficier de soutiens adéquats pour pouvoir apporter de réelles améliorations en termes de création d'emplois et de revenus. Les citoyens hésitent sur la marche à suivre dans le domaine industriel ou ne savent pas quel secteur des industries culturelles serait à même de stimuler l'entrepreneuriat en Serbie. Il faudrait introduire des programmes susceptibles de mettre en valeur les atouts des industries culturelles locales et de fournir des conseils en matière de création d'entreprise. Il en est de même pour le tourisme culturel, où il est vrai qu'il faudra des efforts plus importants encore pour construire les infrastructures nécessaires, préserver le patrimoine culturel et encourager l'innovation, et mettre en place une planification et une gestion responsables, tâches qui incombent avant tout aux administrations locales.
3. Pour ce qui est de la relation entre culture et éducation, tous les acteurs consultés sont conscients du rôle crucial de l'éducation pour forger et alimenter une culture productive et créative. Les discussions plus approfondies révèlent que la tolérance et la lutte contre les discriminations sont des valeurs exigeant une

attention et un soutien constants au sein du système éducatif. Le problème est plus sérieux en matière de valeurs et de compétences entrepreneuriales, qui sont très peu développées en Serbie. Le système éducatif de la Serbie est un cadre institutionnel crucial pour le développement d'une culture de l'entrepreneuriat et pour les réussites individuelles. Il faudrait concevoir une approche systématique du développement de l'éducation à l'entrepreneuriat.

4. S'agissant de la relation entre culture et autonomisation des femmes, le processus de consultation a révélé que des inégalités persistent encore entre les genres et qu'il y a beaucoup à faire pour améliorer la situation des femmes en Serbie. La culture est à cet égard un élément clé de l'amélioration de l'image de la femme dans la société et, là encore, les médias ont un rôle important à jouer. Un autre rôle majeur de la culture en matière d'autonomisation des femmes serait que les industries culturelles puissent attirer un grand nombre de femmes et qu'elles puissent y trouver un espace d'intégration sociale et économique.
5. Les consultations concernant la relation entre culture et villes durables indiquent que la plupart des acteurs ignorent le concept de « villes et urbanisme durables ». Ils en connaissent néanmoins le contenu. La plupart reconnaissent que la construction et la gestion urbaines devraient être adaptées aux besoins des citoyens, qu'il faut préserver et entretenir le patrimoine et la production culturels, qu'un urbanisme exigeant se doit de garantir un accès égal aux événements culturels et aux espaces ouverts et d'assurer des conditions de vie saines. Ceci est en grande partie de la responsabilité des autorités locales, notamment pour ce qui est des investissements

dans les infrastructures de base et de l'amélioration de l'offre culturelle. Il est également important de redorer l'image de la ville et de sensibiliser à la vie urbaine.

6. Concernant la relation entre culture, environnement et changement climatique, les principaux résultats indiquent que les citoyens et les autres acteurs sont bien conscients de la nécessité de protéger l'environnement, mais que peu d'efforts concrets sont déployés dans ce sens. Pour remédier à cette situation, il convient, d'une part, d'améliorer les infrastructures de base en matière de recyclage des déchets, et d'autre part, de faire comprendre aux citoyens qu'il est de la responsabilité de chacun d'adopter quotidiennement de bonnes pratiques environnementales. Sur ce dernier point, la culture intervient à la fois en favorisant la promotion des normes et des valeurs de l'État de droit (amélioration de la législation et mesures répressives les plus courantes) et en apportant des outils efficaces de sensibilisation à la défense de l'environnement.
7. S'agissant de la relation entre culture, inclusion et réconciliation, il existe en Serbie des mécanismes de protection de la diversité culturelle et d'inclusion des minorités, mais on pourrait faire davantage d'efforts pour améliorer les pratiques d'inclusion et lutter contre la discrimination. Un des aspects importants, pour promouvoir la tolérance et la solidarité au sein de la société, est de favoriser la compréhension et la solidarité transgénérationnelles. Il est appréciable que les jeunes comme les personnes âgées soient animés de valeurs importantes pour le développement, mais ces dernières présentent des divergences (opposition entre tradition et modernité) et ces deux groupes devraient apprendre les uns des autres.

5.8 LISTE DES CONTRIBUTIONS

■ CONTRIBUTIONS PRÉPARÉES POUR LES DIALOGUES SUR LA CULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT, JUILLET-AOÛT 2014:

- Abello Vives, Alberto and Gemma Carbó Ribugent. 2014. *Lessons Learned from the Relationship between Culture and the Millennium Development Goals*, Bogota, Colombia and Girona, Spain. National University of Colombia/ University of Girona.
- Aga Khan Cultural Service Pakistan (AKCS-P) by Salman Beg. 2014. *Harnessing Heritage, The Case of Shigar Fort*. Pakistan.
- Allardice, Megan. 2014. *What About the Arts? Adding Value to Culture*. Fiji.
- Aquilino, Marie. 2014. *Abiding Architecture: 10 days, 26 People, 4 Projects, 11 Languages, 1 site – Titanyen, Haiti: Us and Them*. Paris, France.
- Armenia Round Table Foundation. 2014. *Faith Leaders Changing Harmful Cultural Norms – Combating Domestic Violence in Armenia*. Etchmiadzin, Armenia.
- Banglanatak by Bhattacharya, Ananya. 2014a. *Culture as Livelihood. A Case Study from India*. Banglanatak, India.
- Banglanatak by Bhattacharya, Ananya. 2014b. *Painting the Road to Empowerment*. Banglanatak, India.
- Bialostocka, Olga. 2014. *Inter-Religious Education – a Case Study from Namibia*. Windhoek, Namibia.
- British Council. 2014a. *British Council on Culture and Education*. London, UK.
- British Council. 2014b. *British Council on Culture and Inclusion*. London, UK.
- British Council. 2014c. *British Council on Culture and Poverty Reduction*. London, UK.
- British Council. 2014d. *British Council on Culture and Sustainable Cities*. London, UK.
- British Council. 2014e. *British Council on Culture and Women’s Empowerment*. London, UK.
- Civil Society Working Group on AIDS in the Post-2015 Agenda by Melissa Ditmore. 2014. *Culture, Development and HIV*. New York, USA.
- CRAFTED by Sali Sasaki. 2014. *Handmade Stories. Culture as Experience in Lao*. Luang Prabang, Laos.
- Danish Centre for Culture and Development (CKU) by Elsebeth Krogh; Louise Pedersen, and Maria Bierbaum Oehlenschläger. 2014a. *Enhancing Processes of inclusion, Reconciliation and Social Change through Active Participation in Artistic and Cultural Activities*. Copenhagen, Denmark.
- Danish Centre for Culture and Development (CKU) by Elsebeth Krogh; Louise Pedersen, and Maria Bierbaum Oehlenschläger. 2014b. *Methods for Enhancing the Poverty Reduction Potential of Cultural and Creative Industries*. Copenhagen, Denmark.
- Egbuna, Nneka. 2014. *The Rise of the Creative Industry in Nigeria: Best Practices in Poverty Reduction and Employment Generation*. Nigeria.
- Festival Femmes En- Jeu(x)/Galerie Chorégraphique Carcassonne by Thierry Gourmelen, and Jean-Pascal Blanchard. 2014. *D’une mémoire, l’autre – le voyage commence à la porte du non-retour*. Carcassonne, France.
- Gul-e-Arzu Development Organization by Farhat Gul. 2014. *The Post-2015 Development Agenda*. Islamabad, Pakistan.
- Hadebe, Nontando. 2014. *A Case Study of Binga Craft Centre, Binga Zimbabwe*. Harare, Zimbabwe.
- Heritage Foundation of Pakistan by Yasmeen Lari. 2014a. *Culture, the Environment and Climate Change: Post-Disaster Construction Using Culture and Vernacular Traditions*. Karachi, Pakistan.

- Heritage Foundation of Pakistan by Yasmeen Lari. 2014b. *Mitigating Vulnerability for Women: Use of Craft Skills and Green Enterprises*. Karachi, Pakistan.
- Howe, Caroline. 2014. *Culture and Waste Management*. Cambridge, Mass., USA, Massachusetts Institute of Technology.
- Impey, Angela. 2014. *Mainstreaming Cultural Knowledge into Development Processes: Thoughts, Theories and Trajectories*. London, UK. SOAS - University of London.
- Instituto de Cultura y Patrimonio de Antioquia by Leonardo Montoya. 2014. *Antioquia, diversas voces: Cultura para la transformación*. Medellín, Colombia.
- International Union for Conservation of Nature (IUCN). 2014. *Marine Protect Areas in the Pacific: Embracing Cultural Tradition as a Means of Increasing Conservation Efficacy*. Suva, Fiji.
- Islamic Relief. 2014. *Islamic Relief Project for Community Conflict Resolution – West Darfur*. Darfur, Sudan.
- Lāna'i Culture & Heritage Center/IUCN (International Union for Conservation of Nature) by Kepā Maly, Jamaica Osorio, and Trisha Kehaulani Watson. 2014a. *E 'Ike Hou Iā Lāna'i (To See Lāna'i Once Again): A Case Study on Culture and Education in an Island Community*. Hawaii/Washington DC, USA.
- Lāna'i Culture & Heritage Center/IUCN (International Union for Conservation of Nature) by Kepā Maly, Jamaica Osorio, and Trisha Kehaulani Watson. 2014b. *Marine Protect Areas in the Pacific: Embracing Cultural Tradition as a Means of Increasing Conservation Efficacy*. Hawaii/Washington DC, USA.
- Lemogo, Jerry Laurence. 2014. *Inadéquation entre éducation et développement en Afrique: Réflexion sur la place de la culture des sciences dans l'émergence du Cameroun*. Yaoundé, Cameroon.
- López Cruz, Taína. 2014. *Culture and Poverty Reduction from a Capacities Approach – An Effort to Define Cultural Capacities in Terms of Development*. Girona, Spain. University of Girona.
- Martinell Sempere, Alfons. 2014a. *Cultural Approach for Development*. Girona, Spain. University of Girona.
- Martinell Sempere, Alfons. 2014b. *Cultural Life, Local Life and Development*. Girona, Spain. University of Girona.
- Maryland State Arts Council by Michelle Stefano and William Shewbridge. 2014. *The Mill Stories Project: Safeguarding the Living Cultural Heritage of the Sparrows Point Steel Mill, Maryland, USA*. Maryland, USA.
- MASS Design Group. 2014. *Best Practices in Designing and Building for Dignity*. Boston, USA and Rwanda.
- Matje, Mbondo and Tatiana, Claire. 2014. *Pour une didactique des cultures par des journaux scolaires en langues africaines : le cas du Cameroun*. Yaoundé, Cameroon. University of Yaoundé.
- Michaels, Fernando. 2014. *La Mojana, Colombia. Land of Water*. Bogota, Colombia.
- Ministry of Education of the Republic of Palau/UNESCO Apia by Faith Ureña and Norma Moreno. 2014. *Promoting Intangible Cultural Heritage (ICH) in the Palauan Education System Swords*. Koror, Palau.
- Mohenjuz by Aijaz Shahid. 2014. *Mohenjuz. Pakistan's Premier Market Place for Arts and Crafts*. Islamabad, Pakistan.
- Mora Fontecha, Elizabeth. 2014. *The Joy of Comparsas: Festival of Children in the City of Bogotá*. Bogotá, Colombia.
- National Direction for Cultural Policies and International Cooperation by Gabriela Stockli. 2014. *Our Traditional Foods: Food Security, Cultural Diversity and Identity in Argentina*. Buenos Aires, Argentina.
- Organisation Arabe pour l'Education, la Culture et les Sciences (ALECSO). 2014. *Al-Marcad, Observatoire urbain et architectural arabe*. Tunis, Tunisia.

5.8 LISTE DES CONTRIBUTIONS

- Osorio Buitrago, Isabel Cristina. 2014. *Untitled*. Bogota, Colombia.
- Pan Intercultural Arts by John Martin. 2014. *Addressing Post-Conflict and Conflict-Exacerbated Social Issues through Forum Theatre in Khyber Pakhtun Khwa (KPK), Pakistan*. Pakistan.
- Pastoral Women's Council. 2014. *Pastoralist Girls' Right to Primary Education Project in Ngorongoro Conservation Area in Tanzania*. Loliondo, Arusha, Tanzania.
- People United – Canterbury Innovation Centre by Jo Broadwood. 2014b. *Arts & Kindness*. Canterbury, UK.
- People United – Canterbury Innovation Centre, 2014a. *We All Do Good Things: Herne Bay*. Canterbury, UK, People United - Canterbury Innovation Centre.
- Ranihat High School by Sanghamitra Deobhanj. 2014. *Culture Connects*. Orissa, India.
- Réseau Francophone pour la Promotion des Arts et de la Culture (RFPAC) by Komi Ati. 2014. *Culture, inclusion et reconciliation*. Lomé, Togo.
- Trust for History Art and Architecture (THAAP) by Sajida Haider Vandal. 2014. *Empowering Communities through Crafts in South Punjab, Pakistan*. Lahore, Pakistan.
- UNESCO Dar-es-Salaam. 2014. *People and Wildlife: Past, Present and Future; Connecting Wildlife Management and the Sustainable Development of Communities in Ngorongoro Conservation Area World Heritage Site*. Dar-es-Salaam, Tanzania.
- UNESCO Jakarta. 2014. *The Power of Culture for Sustainable Development: Supporting Creative Industries at the Borobudur World Heritage site, Indonesia, for Community Livelihood Development and Poverty Alleviation*. Jakarta, Indonesia.
- UNESCO Mexico. 2014a. *Cultural and Productive Development of Traditional Apiculture in Campeche*. Mexico City, Mexico.
- UNESCO Mexico. 2014b. *Reconciliation and Intercultural Dialogue: Migration from a Cultural Approach*. Mexico City, Mexico.
- United Nations Volunteers (UNV). 2014b. *Social Inclusion and Voluntarism*. New York, USA.
- United Nations Volunteers (UNV). 2014c. *Volunteering as a Force for Social Inclusion*. New York, USA.
- United Nations Volunteers (UNV). 2014a. *Peacebuilding and Voluntarism*. New York, USA.
- Vivendi. 2014. *Best Practice: Mainstreaming Culture in the CSR Strategy of Cultural and Creative Industries*. Vivendi Corporate Social Responsibility Department, Paris, France.
- Women in Business Development Incorporation/UNESCO Apia by Adrian Luncke, Faumuina Felolini, and Maria Tafuna'i. 2014. *The Women in Business' Fine Mat Project, Samoa*. Apia, Samoa.
- World Alliance of Young Men's Christian Associations by Noah Warkia. 2014. *Mobilising Young Women's Leadership and Advocacy in Papua New Guinea*. Port Moresby, Papua New Guinea.

■ PUBLICATIONS, ARTICLES ET LIENS WEB:

- Almeida Luis, Luis Manuel. 2013. *The Value of Works of Art*. Havana, Cuba. National Registry of Cultural Property, Registration and Inventory Department.
- Bellamy, Kate and Oppenheim, Carey. (eds). 2009. *Learning to Live. Museums, Young People and Education*. London, UK. Institute for Public Policy Research/National Museum Directors Conference.
- Berríos, Fernando. 2013. *Lessons Learned in the Andean Region and Central America*. Lima, Peru. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Besú Payo, Yumey and Sardiñas, Juan Carlos. 2012. *The Cameras of Diversity*. Havana, Cuba. Fundación del Nuevo Cine Latinoamericano.
- Bouret Vespa, Daniela. 2014. *Information from Experience: 'We Are All Artists'*. Montevideo, Uruguay. Solis Theatre and City Hall.
- Brugman, Fernando; Marín, Victor and Guzmán, Begoña. 2014. *Caribbean Capacity Building Programme for World Heritage*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Brugman, Fernando. 2012a. *Culture and Development*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Brugman, Fernando. 2012b. *Contribution of Museums to Development*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Brugman, Fernando. 2013. *Conventions and their Contribution to Sustainable Development. Havana, Cuba*. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Calvo, Onedys, Rodríguez, Yainet and Rojas, Monica. 2012. *Palacio del Segundo Cabo. An Intercultural Bridge in Havana*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Cárdenas, Katia and Conde, Ana María. 2012. *Impact of Cultural Institutions on Local Development*. Havana, Cuba. Heritage Division – Ministry of Culture of the Dominican Republic/City of Havana.
- Center for the Future of Museums (CFM). 2014. *Building the Future of Museums. Museums and the Learning Ecosystem*. Washington DC, USA. Center for the Future of Museums.
- Community of Latin American and Caribbean States (CELAC). 2014a. *Special Declaration on Culture as a Promotor for Human Development*. Havana, Cuba. Community of Latin American and Caribbean States.
- Community of Latin American and Caribbean States (CELAC). 2014b. *Special Declaration on Small Island Development States*. Havana, Cuba. Community of Latin American and Caribbean States.
- Cunningham, Myrna. 2013a. *Culture: A Pillar for Development and Good Living*. New York, USA. United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues.
- Cunningham, Myrna. 2013b. *The Nicaraguan Caribbean: Cultural Diversity, Autonomy and Unity*. New York, USA. United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues.
- Davis Mattis, Laleta. 2014. *Opportunities and Challenges in the Caribbean*. Kingston, Jamaica. University of the West Indies.
- De Beukelaer, Christiaan and Duxbury, Nancy. September 2014. *Real Sustainable Development Requires Change through Culture*. The Conversation. London, UK.
- De Los Rios, Silvia. 2014. *Governance and Relationship with the Audiences – Collaborative Conservation*. Lima, Peru. Centre for Research, Documentation and Population Advice.

5.8 LISTE DES CONTRIBUTIONS

- Duxbury, Nancy, Jordi Pascual, and Jyoti Hosagrahar. 2014. *Operationalizing Culture in the Sustainable Development of Cities*. Barcelona, Spain. United Cities and Local Governments (UCLG).
- El Haibe, Marcelo Daniel. 2013a. *Four Tons of Fossils*. Buenos Aires, Argentina. Interpol.
- El Haibe, Marcelo Daniel. 2013b. *Interpol Argentina*. Buenos Aires, Argentina. Interpol.
- El Haibe, Marcelo Daniel. 2013c. *On the Trail of Stolen Works of Art*. Buenos Aires, Argentina. Interpol.
- Epeli, Hau'ofa. 2008. *We Are the Ocean*. Honolulu, USA. University of Hawaii Press.
- ESD http://portal.unesco.org/science/en/ev.php-URL_ID=4577&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
- EY. 2014. *Creating Growth. Measuring Cultural and Creative Markets in the EU*. Paris, France. EY France.
- FAO. 2014. *The State of Food Insecurity in the World*. Rome, Italy. Food and Agricultural Organization of the United Nations.
- Fernandez, Leire. 2012. *SIDACULT, a Network Giving a Regional Dimension to Local Issues*. Havana. Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Forero Villa, Fredy Adolfo. 2014. *The Current Reforms to Copyright Systems*. Buenos Aires, Argentina. Regional Centre for Book Promotion in Latin America and the Caribbean (CERLALC).
- Franken-Ruiz, Arminda and José Linares. 2012. *Objectives of a Museum: Education, Research and Leisure*. Oranjestad, Aruba. Aruba National Archaeological Museum/ICOM.
- Frisch, Michele, 2013. *Trafficking Disasters*. Port-au-Prince, Haiti. National Museum of Haiti.
- Garcia Lorenzo, Tania. 2012. *Culture and Development: A Holistic View*. Havana. Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Government of Zanzibar/UNESCO. 2014. *Zanzibar HUL Initiative*. Conference documents February 2014 (not published).
- Grazon Solarte, Ayda Cristina. 2013. *From Fighting to Preventing Colombian Movable Heritage Protection*. Bogotá, Colombia. Ministry of Culture.
- Guzman Laugier, Pablo. 2013. *Working Together. The Andean Community Protects its Heritage*. Lima, Peru. Andean Community.
- Guzman, Begona. 2013. *Culture and Development: A Long Journey*. Havana. Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Hernández, Herrera and Eduardo Enrique. 2013a. *Guatemalan Archaeological Objects in Italy*. Guatemala City, Guatemala. General Division of Cultural and Natural Heritage, Ministry of Culture and Sports, Department for Prevention and Control of Illicit Trafficking in Cultural Property.
- Hernández, Herrera and Eduardo Enrique. 2013b. *Guatemala Combatting 10 Years*. Guatemala City, Guatemala. General Division of Cultural and Natural Heritage, Ministry of Culture and Sports, Department for Prevention and Control of Illicit Trafficking in Cultural Property.
- Hernandez, Sachie. 2012. *The Museum's Evolution and Adaptation*. Havana. Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Hugony, Cecilia and Jason Ramsey. 2012. *The Adaptation of Historical Buildings for Future Cultural Uses*. Milan, Italy and Kingston, Jamaica. Goppion Laboratoy and Museums of History and Ethnography.
- Ikhlef, Khalissa. 2014. *Culture in Small Island Development States*. Havana. Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014a. *IFLAC: Culture, Sustainable Cities and Urbanization*. Paris, France. International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014b. *Evaluación de impacto contenidos para la inclusión digital en comunidades locales – Programa BiblioRedes*. By P. Andrade Blanco. Sistema Nacional de Bibliotecas Públicas. Santiago, Chile. International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014c. *Libraries as Activators of Farmer's Learning*. By R. Petuchovaite and U. Lipeikaite. Public Library Innovation Programme. Rome, Italy. International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014d. *Partnering to Encourage Health Information Seeking by Patients in an Urban Clinic*. By P.W. Darymple, M. Rogers, K. Turner and M.Green. Drexel University. Philadelphia, USA. International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014e. *Public Libraries and Placemaking*. By M. Berndtson. Helsinki, Finland. International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014f. *Public Libraries, the crisis of the Welfare State and the social networks- the Portuguese case*. By L.Alvim and J.A. Calixto. Universidade de Evora. Evora, Portugal. International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014g. *The Genealogy of the Hadhrami Arabs in Southeast Asia – the 'Alawi Family*. By S.Z. Al Junied. National Library Board of Singapore. Singapore, International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014h. *The Intersection of Design and Culture: The New Guangzhou Library and its Relationship to the City*. By S. Boss, J. Fang and J. Zhang. Guangzhou Library. Guanzhou, China, International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014i. *The USEK Library. An Academic Library with a National Mission of Conserving the Heritage of Lebanon*. By R. Al Chidiac. Holy Spirit University of Kaslik. Kaslik, Lebanon. International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014j. *Transforming Communities. A Case Study of Andaragasyaya Primary School Library in Sri Lanka*. By P. Gamage. Institute of Poicy Studies. Colombo, Sri Lanka, International Federation of Library Associations.
- International Federation of Library Associations (IFLA). 2014k. *Digital Inclusion Program AcessaSP and the development of digital literacies among elderly population: a case study*. By B. Passarelli. University of Sao Paolo. Sao Paolo, Brazil. International Federation of Library Associations.
- International Scientific Committee of the UNESCO Slave Route Project (Guanche, Jesus). 2014. *Resistance, Freedom and Heritage in the Caribbean*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Jiménez, Alfredo. 2014. *Cultural Feasibility in Development Planning*. Panama City, Panama. Latin American Parliament (PARLATINO).
- Laboratoire d'Entraînement Multidisciplinaire pour la Recherche en Technologie. 2014. *Ville de La Plata. Guide de bonnes pratiques en matière de soins du patrimoine immobilier*. Buenos Aires, Argentina. Commission de Recherches Scientifiques de la Province de Buenos Aires (LEMIT-CIC).
- Llivina Lavigne, Miguel Jorge. 2013. *Education, Culture and Development*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- López, Rigoberto. 2012. *Caribbean Film Travelling Showcase*. Havana, Cuba. Caribbean Film Travelling Showcase.
- Michaels, Fernando. 2014. *La Mojana, Colombia. Land of Water*. Bogota, Colombia.

5.8 LISTE DES CONTRIBUTIONS

- Millennium Development Goals Achievement Fund (MDG-F), Joint Programme on Culture and Development in China. 2013. *Success stories*. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Millennium Development Goals Achievement Fund (MDG-F), Joint Programme on Culture and Development in MDG-F Costa Rica. 2013. *Success stories*. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Millennium Development Goals Achievement Fund (MDG-F), Joint Programme on Culture and Development in MDG-F Ecuador. 2013. *Success stories*. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Montoya, Leonardo. 2014. *Antioquia, diversas voces: Cultura para la transformación*. Medellín, Colombia. Instituto de Cultura y Patrimonio de Antioquia.
- Moreno, Abelardo. 2014. *The Suriname Declaration. Havana, Cuba*. Ministry of Foreign Affairs and CELAC.
- Moreno, Cesar. 2014. *The Contribution of the 1972 Convention to Local Development*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Munier, Caroline. 2012. *Haiti's New Foundation*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Munoz, Fabian. 2013. *CiudadArte Chili – Identity and Social Participation*. Santiago de Chile, Chile. CiudadArte.
- National Directorate of Culture. 2014. *Culture Factories*. Montevideo, Uruguay. Ministry of Education and Culture.
- Pérez López, Enrique. 2012. *Social Cohesion in Chiapas*. Chiapas, Mexico. State Center of Native Languages, Arts and Literature.
- Pérez, Victoria. 2013. Gibara. *The Contribution of Culture to Economic Development in a Small Cuban Town*. Havana, Cuba. Center for Reference and Exchange on Initiatives within the Community (CIERIC).
- Rufins Machin, Olga. 2013. *Support for New Decentralization Initiatives and Production Stimulation in Cuba*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Rufins Machin, Olga. 2014. *Places of Memory of the Slave Route in the Latin Caribbean*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Sánchez, Edis. 2012. *The guloyas and guloyitas*. Santo Domingo, Dominican Republic. Ministry of Culture.
- Sanz, Nuria. 2012. *The Qhapaq Ñan: The Andean Development Road*. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Schneider, Marina. 2013. *The UNIDROIT Convention – a Shared Vision and Joint Responsibility*. Bern, Switzerland. International Institute for the Unification of Private Law (UNIDROIT).
- Şentürk, Burçak. 2012. The use of archives in education: examples from abroad. *International Journal on New Trends in Education and their Implications*. Vol. 3. Turkey.
- Silvana San Martín, Patricia. 2014. 'Telares de la Memoria': A Dynamic Hypermedia Device for Governance from the Appropriation of Cultural Heritage. Rosario, Argentina. Institute of Research in Education Sciences.
- Suplicy, Martha. 2013. *The Brazilian experience in a globalized context*. Culture and Development, No. 9, Brasilia, Brazil.
- Toledo Institute for Development and Environment, 2013. *Australia Caribbean Coral Reef Collaboration, Reef Stewardship in Belize: TIDE Freshwater Cup Soccer and Environmental Competition*. Hopeville, Belize. Toledo Institute for Development and Environment.

- UN Women. 2014. *Facts and Figures: Economic Empowerment*. New York, USA. UN Women. <http://www.unwomen.org/en/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures>
- UN Women. n.d. *Rape as tactic of War*. New York, USA. UN Women. http://www.unwomen.org/-/media/headquarters/media/publications/unifem/evawkit_06_factsheet_conflictandpostconflict_en.pdf
- UN Women/Women and Memory Forum. 2014. *Collecting her stories in Egypt*. New York, USA. UN Women. <http://www.unwomen.org/en/news/stories/2014/3/collecting-her-stories-in-egypt>
- UN. 2014. *Note by the Secretary-General Globalization and interdependence: culture and sustainable development A/69/216*. New York, USA. United Nations.
- UNDG. 2013. *A Million Voices: The World We Want. A Sustainable Future with Dignity for All*. New York, USA. United Nations Development Group.
- UNESCO CDIS. 2013a. *UNESCO Culture for Development Indicators Suite. A Tool to Incorporate Culture into Development Strategies (1)*. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO CDIS. 2013b. *UNESCO Culture for Development Indicators Suite A Tool to Incorporate Culture into Development Strategies (2)*. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO Havana. 2013a. *The Contribution of CRESPIAL and CERLAC to Regional Development*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO Havana. 2013b. *Trinidad and Tobago Declaration on Developing the Caribbean Film Industry*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO Kathmandu. 2013. *Revisiting Kathmandu. Symposium: 25-29 November 2013*. Kathmandu, Nepal. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO LINKS. 2014. *Local and Indigenous Knowledge Systems: Strengthening indigenous knowledge and traditional resource management through schools in Vanuatu*. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO Montevideo. 2013. *Science and Sustainable Knowledge Societies*. Montevideo, Uruguay. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO World Heritage Centre. 2010. *Managing Historical Cities*. World Heritage Papers, 27. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO. 2001. *Universal Declaration on Cultural Diversity*. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO. 2014. *Gender Equality, Heritage and Creativity*. Paris, France. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNESCO/UNDP. 2013. *Creative Economy Report, 2013 Special Edition: Widening Local Development Pathways*. New York, USA and Paris, France. United Nations Development Programme and United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- UNFPA Laos. 2012. *Bringing Family Planning to Remote Areas of Laos*. Vientiane. United Nations Population Fund.
- UNFPA Laos. 2014. *Expanding Access to Family Planning through Culturally Appropriate and Community-Based Service Distribution*. Vientiane, Laos. United Nations Population Fund.
- UNFPA. 2014. *Religion and Development Post-2015*. New York, USA. United Nations Population Fund.
- Uribe, Richard. 2012. *Book Indicators in 6 Latin-American Countries*. Bogotá, Colombia. Regional Center for Book Promotion in Latin America and the Caribbean (CERLALC).

5.8 LISTE DES CONTRIBUTIONS

- Vacheron, Frederic. 2012. *The UNESCO Cultural Office for Argentina, Paraguay and Uruguay: Thinking and Implementing from a Culture for Development Perspective*. Montevideo, Uruguay. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Vacheron, Frederic. 2013. *Specialized Meetings in the Southern Cone*. Montevideo, Uruguay. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Valette, Tanya. 2012. *Learning to Dream with Openend Eyes*. Bauta, Cuba. International Film and Television School (EICTV).
- Viera Bermudez, Isabel. 2013. *The Human Being at the Heart of Knowledge Societies*. Havana, Cuba. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- Villegas, Tatiana. 2013. *Prevention of Illicit Trafficking of the Underwater Cultural Heritage Havana, Cuba*. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.
- World Bank. 2012. *The Economics of Uniqueness. Investing in Historic City Cores and Cultural Heritage Assets for Sustainable Development*. Guido Liccardi et al (ed). Washington DC, USA. World Bank.
- #culturegoal2015. 2014. *Culture as a Goal in the Post-2015 Development Agenda*. International Federation of Arts Councils and Culture Agencies (IFFACA) – International Council on Monuments and Sites (ICOMOS) – Agenda 21 for Culture – International Federation of Coalitions for Cultural Diversity (IFCCD) – Culture Action Europe – ARTERial Network – International Music Council (IMC) – International Federation of Library Associations (IFLA).

■ AUTRES RÉFÉRENCES:

- National Consultations were held in Bosnia-Herzegovina, Ecuador, Mali, Morocco and Serbia. The report uses the Concept Notes and Final Reports of these consultations. <http://www.worldwewant2015.org/culture2015>
- Global e-discussions were held on 7 themes. The report refers to the e-discussions, and where possible to the contributors. For a full overview: <http://www.worldwewant2015.org/culture2015>
- Report of the UN Secretary-General on Culture and Sustainable Development, A/69/216, 2014.
- Special Thematic Debate on 'Culture and Sustainable Development in the Post-2015 Development Agenda', convened by the President of the UN General Assembly, 5 May 2015, UN Headquarters, New York.
- UNESCO World Forum on Culture and Cultural Industries: The Forum was organized in Florence, Italy, from 2 to 4 October 2014. The present report refers to speeches and presentations delivered during the Forum. In particular:
 - Delaney, John (Seabourn Cruiselines Ltd) at the Panel discussion on Investing in Culture. UNESCO World Forum on Culture and Cultural Industries. Florence, Italy, 2-4 October 2014.
 - Meza-Cuadra, Gustavo (Permanent Representative of Peru to the United Nations) at the Plenary session on Culture and the Post-2015 Development Agenda. UNESCO World Forum on Culture and Cultural Industries. Florence, Italy, 2-4 October 2014.
 - Pangestu, Mari (Minister of Tourism and Creative Economy of Indonesia) at the Opening Session. UNESCO World Forum on Culture and Cultural Industries. Florence, Italy, 2-4 October 2014.
 - Pratt, Andy (University of London) at the Panel discussion on Investing in Culture. UNESCO World Forum on Culture and Cultural Industries. Florence, Italy, 2-4 October 2014.



Publié par le Secteur de la Culture de l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
7, Place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO/JNFPA/UNDP 2015

